

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Du Droit de la Profession Pharmaceutique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 5 novembre 1928 à 2 heures

PAR

M. Bocave

Président : M. PIEDELIEVRE

Suffragants { MM. PERCERON
HUGUENY } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1928

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Du Droit de la Profession Pharmaceutique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 5 novembre 1928 à 2 heures

PAR

M. Bocave

Président : M. PIEDELIEVRE

Suffragants { MM. PERCERON } *Professeurs*
 { HUGUENEY }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

—
1928



Du droit de la profession pharmaceutique

AVANT-PROPOS

Les hasards de la vie nous ont mis en contact, durant un certain laps de temps, avec un grand nombre de praticiens appartenant au corps pharmaceutique.

Au cours des rapports variés que nous avons eus l'avantage d'avoir avec eux, nous nous sommes rendu compte de ce que représente de compliqué et de difficile, de délicat et de dangereux, cet art de la pharmacie que, trop souvent, l'on considère comme si élémentaire et même comme dénué de relief.

En avançant que, dans tout pharmacien, il faut qu'il y ait deux hommes, l'industriel et le savant, l'homme de science et l'homme d'affaires, nous croyons indiquer avec une suffisante clarté quel ensemble de connaissances théoriques et pratiques, scientifiques et commerciales, doit se trouver réuni en lui, s'il veut se montrer à la hauteur de sa fonction.

On a souvent comparé, et avec justesse, la pharmacie à Janus, le dieu au double visage, l'un se dévoilant au temps de la guerre, de la lutte, de la conquête ; l'autre, au temps de la paix, du travail rémunérateur, de la richesse. Ainsi la pharmacie a-t-elle deux visages, mais

toujours à découvert, l'un tourné vers la science, vers ses recherches aux succès parfois si chèrement acquis ; l'autre vers le négoce, vers son industrielle activité, vers ses opulents résultats.

Qui n'a remarqué la vignette adoptée par beaucoup d'officines comme marque de fabrique ou comme enseigne, et qui représente un personnage s'appuyant, d'une main, sur un livre qui figure la science et, de l'autre, sur le caducée, symbole du commerce ? C'est une synthèse par l'image de toute la profession pharmaceutique.

Celle-ci est donc une profession spéciale, et il n'est que justice qu'elle ait sa législation spéciale : cette législation ne nous est pas demeurée étrangère, par la force même des circonstances au milieu desquelles nous avons vécu.

Il ne nous a pas semblé téméraire, ni dénué d'intérêt, d'exposer, en quelques appréciations générales, les éléments essentiels du droit pharmaceutique.

Nous nous renfermerons, d'ailleurs, dans les limites des dispositions légales qui réglementent actuellement l'exercice et la police de la pharmacie, avec quelques aperçus sommaires sur les possibilités de l'avenir.

Y a-t-il utilité et nécessité à doubler, en quelque sorte, la loi générale, le droit commun, d'un droit spécial pharmaceutique ?

Quels textes fondent ce droit ? Loi de Germinal, projets proposés, et non votés pour son remplacement.

Quelle est la nature des infractions commises au mépris de ce droit ?

Quelles sont les conséquences juridiques qui découlent de la nature mixte des infractions à ce droit ?

Quelles sont les sanctions ou peines que ces infractions entraînent après elles, enfin à quelles sortes de poursuites donnent-elles lieu ?

Quelles sont les modifications apportées au droit de Germinal par nos lois récentes ?

Quels sont les perfectionnements immédiatement souhaitables au droit actuel de la pharmacie ?

C'est tout notre sujet.

Ainsi que nous venons de l'indiquer, nous n'aborderons que des vues générales ayant pour objet premier la loi pénale pharmaceutique et ses dispositions impératives.

Cependant, persuadé que la jurisprudence fournit des éléments précieux pour l'interprétation du droit, surtout dans une matière où les tribunaux ont eu à jouer un rôle prédominant, nous avons multiplié, en certains cas, les décisions judiciaires, de préférence celles qui constituent des décisions de principe, et dans la mesure où elles serviront d'appui à notre thèse.

Nous ne nous dissimulons pas que l'on serait peut-être en droit de reprocher à notre œuvre de manquer d'originalité : mais que peut-on glaner de vraiment neuf dans une matière sans cesse étudiée, fouillée en tous sens, depuis plus d'un siècle, à l'occasion de laquelle

tant de rapports volumineux ont été rédigés par le pouvoir législatif et par les associations professionnelles, matière dans laquelle tant de bons esprits se sont donnés carrière, notamment en ces dernières années, avec une maîtrise remarquable, avec l'autorité du talent et de la compétence ? La lecture des ouvrages considérables et abondants, publiés depuis peu, a été pour nous, une occasion de vive jouissance et nous a fait découvrir, nous l'avouons non sans gratitude, une mine presque inépuisable de documentation.

C'est donc, en somme, le résultat de notre pratique et de nos lectures que nous apportons ici.

Si nous n'avons rien produit de bien personnel, qu'il nous soit permis, du moins, de risquer en notre faveur ce témoignage que, une fois de plus, nous avons constaté quel profit l'on trouve à remuer des idées, que nous avons ajouté quelque chose à nos propres connaissances, grâce à cette étude et que, en tous cas, nous avons eu grand plaisir à l'écrire.

CHAPITRE PREMIER

Nécessité et avantages d'un droit de la profession pharmaceutique. — Caractère de ce droit

Est-il besoin de démontrer la nécessité d'une réglementation par l'Etat non seulement des études pharmaceutiques, mais, à titre plus impérieux encore, de l'exercice de la pharmacie ?

« Ce n'est pas assez, disait l'Ecole de Pharmacie de Paris, dans sa séance du 4 décembre 1815, ce n'est pas assez de former des hommes instruits dans l'art de préparer des médicaments ; ce n'est pas assez de n'admettre au titre légal que des hommes qui ont donné des preuves suffisantes de leur capacité ; il faut encore qu'ils remplissent tous les devoirs de leur profession ; il faut surtout, écarter avec soin de l'emploi périlleux et délicat de préparer et vendre des médicaments ces mercenaires avides et ignorants, ces charlatans effrontés qui se font un jeu de la vie de leurs semblables. »

Et voilà, avec autant d'autorité que de vérité, la justification de cette ingérence officielle qui interviendra, dès les premiers pas du jeune aspirant au diplôme de phar-

macien, pour le suivre, désormais, tout au long de sa carrière.

La protection de la santé publique, c'est précisément tout le dessein en vue duquel est établie une législation exclusivement appropriée à la pharmacie.

Aucune autre profession libérale n'exige une plus grande variété de connaissances.

Le pharmacien, a-t-on écrit, est le polytechnicien par excellence, autrement dit, l'homme à qui presque aucune science, aucun art, aucune industrie ne doit être étranger. Il lui faut, par conséquent, une plus longue durée d'études spéciales. L'étudiant en pharmacie sera formé par un ensemble de travaux choisis conformément à des programmes élaborés avec soin, et s'élargissant, à tout moment, dans la mesure de l'extension incessante de la science elle-même.

Plus tard, après les dures épreuves d'examens répétés, le diplôme d'aptitude une fois obtenu, le pharmacien n'aura le droit d'exercice qu'à des conditions multipliées, sévères, et telles qu'aucune profession n'en subit de plus onéreuses : à côté de la législation générale, surgira pour lui cette législation particulière à laquelle nous avons fait allusion déjà, et qui, tout aussi bien que le diplôme, est la consécration, en quelque sorte, d'un privilège basé sur la capacité et la moralité, consécration par laquelle doivent se maintenir toutes les garanties souhaitables pour le public.

Le développement des sciences dont la pharmacie est

une application, le nombre croissant, et qui semble indéfini, des produits naturels ou artificiels employés en médecine, l'énergie effrayante des agents toxiques divers dont le pharmacien est, non seulement le détenteur, mais encore le distributeur, enfin les applications à l'hygiène des découvertes nouvelles, imposent, à l'autorité qui a la sauvegarde de la santé de tous, les devoirs les plus graves.

Il importe, au premier chef, qu'elle contrôle, passe au crible, en quelque manière, sans défaillance ni répit, les actes professionnels de quiconque se consacre à ce service public, ou plus exactement, à ce service d'intérêt public — un des plus difficiles et des plus délicats qui se puissent concevoir — de préparer tous médicaments et de les délivrer aux malades.

La médecine et la pharmacie diffèrent assurément entre elles par les connaissances qu'elles exigent, par la manière dont elles s'exercent : elles n'en sont pas moins des professions-sœurs, en relations intimes et constantes.

Il y a toujours, entre le médecin et le pharmacien, une coopération nécessaire, une œuvre commune, au profit de laquelle ils doivent unir leurs efforts ; au détriment de laquelle, toute faute professionnelle, de quelque côté qu'elle se produise, a des répercussions multiples et fatales.

Aucune sécurité, en effet, ni pour les malades, à la merci, en quelque manière, de cette double collaboration, ni même pour le médecin tant au point de vue scienti-

fique que professionnel, si le pharmacien ne se trouve guidé, lié, soutenu par des obligations minutieuses et formelles dont l'inobservation engage directement sa complète responsabilité, même au regard d'une loi pénale particulière, plus minutieuse, plus inexorable que la loi pénale générale.

A tout prendre, la santé du malade, la réputation, la vogue d'un médecin ne dépendent-elles pas d'une erreur de manipulation ou de dosage, de la qualité inférieure ou de la fabrication manquée d'un produit médicamenteux ?

Aucun art, en raison même de ses pouvoirs redoutables, ne se prête plus aisément aux fraudes et aux falsifications ; aucun art n'est plus apte, à l'aide de la pompe insidieuse des réclames, du mirage des promesses fallacieuses, à séduire le malade, être impressionnable au suprême degré, que la souffrance torture et déprime ou que la perspective d'une mort entrevue à brève échéance terrifie et affole.

Ce que l'Etat fait pour protéger la fortune des particuliers, il a, de toute évidence, le droit et le devoir de le faire par des injonctions légales formelles et rigoureuses et par les sanctions sévères des tribunaux, pour la défense de ces biens encore plus précieux que sont la santé et la vie.

Or, santé et vie ont affaire à de redoutables adversaires, aussi redoutables, semble-t-il, que les agents physiques pathogènes dont nous risquons d'être, à tout instant, les victimes : ce sont les non pharmaciens qui

veulent exercer la profession sans y être initiés, les empiriques, les débitants de médicaments hors des conditions légales : médecins, vétérinaires, hospices et hôpitaux, cliniques, les annonceurs de réclames insidieuses et mensongères, et aussi, il faut le reconnaître, les pharmaciens malhonnêtes et ignorants.

Cadet-Gassicourt, en 1809, signalait tous ces dangers, en une superbe envolée, en faisant surtout allusion aux remèdes secrets de mauvais aloi : « On a cherché vainement, dit-il, on cherche encore des succédanés pour les remèdes héroïques, et tandis que les pharmaciens instruits s'efforcent de rendre les médicaments énergiques accessibles à l'indigence malade, la tourbe insolente des charlatans trop protégée peut-être, vient, à la faveur de diplômes escroqués, de brevets simulés, se mettre à la place des apothicaires et vendre au poids de l'or leurs poisons décorés du nom de spécifiques... Combien d'usurpateurs ont envahi le domaine de la pharmacie ? Les épiciers, les herboristes sont pour la plupart des apothicaires clandestins, confiseurs, distillateurs, chocolatiers, merciers, parfumeurs, vendent des remèdes composés : c'est une confusion, un désordre qui ne cesseront que lorsque le gouvernement fermera toutes les fausses portes... et lorsque les pharmaciens, réunis par l'intérêt de leur gloire et de leur fortune, travailleront de concert à fixer sur eux l'estime et la confiance publiques, et, sortant de la classe mercantile, prendront

parmi les savants et les artistes, la place qui leur appartient. »

Nous ajouterons à ce paroles, si pleine d'une véritable indignation, qu'un droit particulier, régissant la profession jusque dans ses moindres détails, est seul capable d'écarter de l'art rémunérateur mais dangereux de la pharmacie, ceux que Cadet-Gassicourt ne redoute pas d'appeler « la tourbe mercantile des charlatans » que, sans ce droit, les pharmaciens eux-mêmes, se laisseraient entraîner à chercher plus de fortune que de gloire, moins de confiance et d'estime que de bénéfices.

Voilà, très en raccourci, quels sont les avantages, quelle est la nécessité d'une réglementation officielle, soit des études pharmaceutiques, soit surtout de l'exercice de la pharmacie.

Et aussi, voilà pourquoi des dispositions de lois particulières exigeront, de qui pratique la pharmacie, de solides garanties, lui imposeront de multiples obligations, pourquoi aussi, en compensation, elles lui concéderont un monopole, le plus redoutable qui soit.

Nous n'avons pas à nous occuper, dans ce travail, de ce qui a trait à la pharmacie, comme *science* : le cadre dans lequel nous souhaitons nous mouvoir est plus restreint.

Nous négligerons donc ce qui, dans la législation pharmaceutique, touche à l'enseignement, au régime des études et des examens, aux exigences administratives placées au seuil de la carrière.

Notons simplement, à titre documentaire, les nombreux décrets modifiant tour à tour ces études (1878, 1885, 1889). La Loi du 19 avril 1898 qui les réforme ; le décret du 24 juillet 1909 qui modifie totalement les programmes : de plus, des lois générales sur l'organisation des études supérieures ont écarté, avec plus ou moins d'à-propos, les lois particulières qui régissaient cette partie de notre matière.

Il y a, peut-on remarquer, quelque chose de perpétuellement flottant et mouvant dans les éléments qui concourent à la formation intellectuelle et scientifique de ceux qui se destinent à la profession pharmaceutique, aussi bien que dans les diverses exigences d'aptitudes : et à cela, rien que de très juste et de compréhensible : en toute branche d'enseignement, en effet, les conditions d'études, de scolarité, d'admission changent, se diversifient, dans la mesure où les connaissances étendent plus au loin leur domaine. On ne saurait vouloir que les études jugées excellentes, dans le présent, pour tel art particulier, demeuraient immuables, sans condamner les générations qui suivent à une fixité préjudiciable à tout avancement.

Il n'en va pas absolument de même avec la pharmacie comme *exercice*.

L'intérêt du corps pharmaceutique, et, tout autant, l'intérêt des particuliers, exigent ici une certaine stabilité à laquelle du reste, ne saurait porter atteinte toute retouche

ou toute addition imposées par les circonstances ou par les découvertes nouvelles.

Aussi, dès les temps les plus reculés, les autorités locales, le pouvoir suprême lui-même, ont-ils légiféré plus ou moins sur l'exercice de la pharmacie et fixé une rédaction des principes légaux, prescriptions ou prohibitions, qui consacrent, par une délimitation de plus en plus nette, les charges et les avantages, les devoirs et les droits de la profession.

Dès le XI^e siècle, avec l'Ecole de Salerne, une sorte de réglementation générale prit naissance. — Evidemment, à travers les siècles, elle s'est modifiée en un grand nombre de points, mais la trame des dispositions primitives se devine et se retrouve sous la variété et l'exubérance de nos lois actuelles.

Cette législation a, comme caractère fondamental, d'être répressive, policière même, en ce sens que le but premier de la police est d'empêcher la réalisation des actes que condamne la loi pénale et que punissent les tribunaux : il convient, au demeurant, moins de corriger ou de réprimer que de prévenir.

Elle est bien une branche du droit pénal : les obligations des pharmaciens sont, en très grande partie, sanctionnées par des peines au cas de manquement : c'est un fait que nous aurons l'occasion de signaler fréquemment au cours de notre travail.

En raison de ce caractère de loi pénale, le juge doit l'interpréter strictement, littéralement, sans retrancher à

ses défenses sous prétexte qu'elles ne cadrent plus avec les mœurs présentes ou les nécessités commerciales actuelles : c'est ainsi que tout le monde s'accorde à reconnaître que les règles sur les remèdes secrets, sur certaines formes de sociétés en pharmacie sont inapplicables et cependant on les applique, et qui viole ces règles s'expose à des poursuites correctionnelles. Nous pourrions multiplier les exemples de ces anomalies étranges. Rarement, il est vrai, mais trop souvent encore, les tribunaux, légalement mis en mouvement par qui justifie d'un intérêt pour agir, sont contraints d'obéir à la loi et de condamner.

Si, comme nous venons de le dire, le juge ne peut rien retrancher au droit pharmaceutique, en raison de son caractère de droit pénal, il n'y peut non plus rien ajouter, quand bien même la nécessité semblerait l'y inciter.

Il y a, cependant, un tempérament à cette rigidité du droit pharmaceutique : nous ferons allusion, un peu plus bas, au travail d'interprétation et d'assouplissement des textes si étriqués de ce droit, auquel s'est livrée, presque de tout temps, la jurisprudence : tantôt elle a étendu les textes dans un sens de rigueur, pour procurer à la santé publique une protection plus efficace : il en est ainsi pour l'article 36 de la loi du 21 Germinal, an XI, qui prohibe l'annonce des remèdes secrets, sans interdire expressément la vente. Fallait-il punir cela et laisser impuni ceci qui est beaucoup plus grave ? c'eût été tomber dans l'absurde : la jurisprudence, par argument *a*

fortiori de la prohibition de l'annonce des remèdes secrets, punit de même peine leur vente.

Tantôt aussi, la jurisprudence atténue les textes dans une intention d'équité et de modération, quand l'infraction ne fait guère courir grand péril à la santé publique : c'est ainsi que, pour ne pas appliquer l'amende fixe édictée par la déclaration de 1777, les tribunaux appliquent, par extension, la loi du 29 Pluviose an XIII, qui laisse à leur appréciation une graduation de la peine entre le maximum et le minimum.

Néanmoins, il est intéressant de le noter, c'est en matière de législation pharmaceutique plus qu'en toute autre, que la nécessité de la répression, et aussi le souci de l'équité, ont amené les juges à se départir quelque peu des principes fondamentaux du droit pénal. Ils ont atteint, assurément, leur but de plus ou moins grande rigueur, suivant les cas, mais non sans quelque accroc à la pure logique et aux règles traditionnelles d'interprétation juridique de ce droit.

CHAPITRE II

Germinal, loi organique du droit de la profession pharmaceutique — Analyse — Critique — Projets avortés de remplacement

Depuis plus de cent ans, exemple remarquable, et quelque peu outré, de cette fixité souhaitable et nécessaire dont nous parlions plus haut, les droits et les devoirs du pharmacien se trouvent définis et réglés par les dispositions très impératives de la loi du 21 Germinal, an XI.

Cette loi, justement qualifiée de loi organique de la pharmacie, est la seule qui ait embrassé, dans son ensemble, toutes les mesures légales qui concernent la profession : législation nouvelle, comme presque toute la législation de cette époque de la Révolution, plus appropriée aux besoins et aux mœurs de notre société encore en pleine transformation, et qui avait pour but, si nous en croyons le rapport du citoyen Carret au Tribunat, de se substituer au chaos de l'ancienne législation pharmaceutique.

Elle organise la police et l'enseignement de la pharmacie par toute la France.

Les trois premiers titres sont relatifs à l'établissement des Ecoles de Pharmacie, à la discipline des Elèves, aux frais et au mode de réception : dans le cours du siècle dernier, ce sont précisément ces titres qui ont subi, ainsi que nous l'avons fait observer, de très notables modifications. Ils forment une sorte de vestibule à la pratique de l'art pharmaceutique : nous nous garderons de nous y attarder.

Reste le quatrième et dernier titre de la loi : il traite, en son entier, des articles 22 à 38, de la police de la pharmacie : ce titre, lui, est demeuré presque immuable en ses grandes lignes, malgré ses cent vingt années d'existence, et en dépit de l'étonnante évolution économique et scientifique qui s'est opérée depuis 1803.

Ce sont les dispositions de ce titre qui forment encore, plus particulièrement, le régime légal actuel, presque complet, de la pharmacie, et les manquements à ces dispositions constituent les infractions que punissent les tribunaux.

Dans la pensée de ses auteurs, cette loi de Germinal devait être une œuvre définitive et irréprochable : « Elle a pour but, disait Carret, moins d'innover que de perfectionner. » On ne saurait désirer rien au-dessus de la perfection, ni rien de plus que la perfection.

Et pourtant, cette loi, que l'on avait en quelque manière idéalisée, est pleine de lacunes, d'obscurités et de prescriptions inexécutables : elle manque de mesure dans les pénalités qu'elle édicte, quand, par hasard, elle

en édicte, se montrant tantôt trop rigoureuse, tantôt indulgente à l'excès.

Elle entrave aussi les découvertes et l'esprit du progrès en prohibant tout médicament non conforme au Codex : cette rigueur a eu sans doute l'avantage de faire disparaître la vente à découvert des drogues charlatanesques et des remèdes de bonne femme, qui, aujourd'hui, ne se débitent plus guère que sous le manteau ; mais elle eut aussi cet inconvénient de laisser, jusqu'au décret du 13 juillet 1926, en marge de la loi, sauf formalités compliquées, ces remèdes dits secrets, précisément et uniquement parce que non conformes au Codex.

Ces produits médicamenteux, fabriqués en gros, nous dirions volontiers à la moderne, dans de vastes usines, par des entreprises à forts capitaux, souvent excellents d'ailleurs et éprouvés par une large expérience, demeurèrent ainsi, pendant tout un siècle, frappés de prohibition légale : fabricants et vendeurs se trouvaient sans cesse exposés aux sanctions de Germinal, et combien en furent les victimes, même pour une simple mise en vente !

Un autre grief à faire à la loi de Germinal est celui de son insuffisance : elle est incomplète. Dès sa promulgation, on dut songer à combler ses lacunes en recourant, d'ailleurs bien souvent, à la législation ancienne. Nous aurons l'occasion d'examiner cette si intéressante question dans une autre partie de ce travail.

De tout cet ensemble de la loi de Germinal, que nous

venons d'esquisser, il ne ressort certes pas cette œuvre parfaite, destinée à une certaine pérennité, à laquelle semblait s'arrêter avec complaisance le citoyen Carret.

Après tout, n'est-il pas quelque peu hasardeux de prétendre qu'il suffit de réglementer une fois pour avoir le droit de s'imaginer qu'on a réglementé d'une manière efficace et définitive? Nos institutions ne sont-elles pas comme nos vêtements? elles ne peuvent servir à tous nos âges : elles s'étriquent, elles aussi, et s'usent à la longue. Il faut savoir les remanier ou les abandonner.

Jusqu'à présent, nous n'avons su ni abandonner, ni même remanier à fond la loi de Germinal. Elle demeure : et si nous nous en tenons aux décisions judiciaires auxquelles son inobservation donne lieu, elle nous apparaît pleine d'une vitalité déconcertante qui nous autorise à lui prédire, sans grand risque d'erreur, un avenir presque illimité.

Peut-être serait-ce ici le lieu de dresser la nomenclature et de faire le tableau des tentatives de remplacement ou d'amendement dont la loi de Germinal a été l'objet, tout au long du XIX^e siècle durant lequel d'innombrables projets de loi sur l'exercice de la pharmacie se succèdent, se contrecarrent, brillent quelques instants avec plus ou moins d'éclat au ciel parlementaire, puis pâlissent, s'éteignent et disparaissent sans bruit.

Nous nous bornerons à indiquer, par une simple citation, ces projets de réforme, ainsi proposés et jamais réalisés depuis la Restauration.

Après tout, dans cette sèche énumération, nous trouverons la meilleure démonstration, celle par les faits, de la valeur d'une loi, si âprement critiquée, déclarée surannée à maintes reprises et qui a su, pourtant, plutôt bien que mal, se maintenir depuis plus de cent ans et régir, non sans une certaine maîtrise, tout l'art pharmaceutique en France.

Ce sera également signaler la singulière difficulté que présente l'établissement d'un droit pharmaceutique nouveau, plus simple et aussi plus complet que le précédent, sachant ménager et mettre d'accord les intérêts généraux et particuliers, moraux et matériels de la profession et de la sécurité générale.

En 1815, projet de loi concernant la pharmacie, présenté à la Chambre des Députés par le roi Louis XVIII.

En 1821, projet de loi sur la profession relative à l'art de guérir, élaboré en Conseil d'Etat, sous la présidence de Cuvier.

En 1836, projet de loi sur l'enseignement et l'exercice de la médecine et de la pharmacie, préparé par une commission présidée par Orfila au nom du Ministère de l'Instruction Publique.

En 1847, projet de loi sur la médecine et la pharmacie, présenté à la Chambre des Pairs.

En 1848, projet de loi déposé par M. de Salvandy à la Chambre des Députés.

En 1841, projet sur l'exercice de la pharmacie et des

professions accessoires, voté par le Conseil d'Etat, à la suite d'un remarquable rapport d'Antonin Dubost.

En 1883, projet de loi sur l'exercice et la police de la pharmacie présenté par Alfred Naquet.

En 1886, projet de loi sur l'exercice de la pharmacie présenté au Comité Consultatif d'Hygiène publique en France, par M. Brouardel et déposé à la Chambre des Députés par les Ministres du Commerce et de l'Instruction Publique.

En 1893, projet de loi sur l'exercice de la pharmacie dans son ensemble, adopté par la Chambre des Députés transmis au Sénat et discuté en première et seconde lecture. M. le professeur Cornil, et M. le professeur Brouardel, le premier en qualité de rapporteur, le second en qualité de commissaire du Gouvernement, avaient défendu avec éloquence et impartialité les intérêts du corps pharmaceutique. Ce projet, qui mérite de nombreux éloges et réalise d'évidents progrès sur la législation actuelle, n'a jamais été adopté définitivement par le Parlement, faute d'accord sur un texte commun.

Le plus récent projet d'une réglementation d'ensemble du régime légal de la pharmacie est celui de M. Emile Vincent, qui date de 1911 : il a été accompagné de très remarquables rapports rédigés au nom de la Commission d'Hygiène de la Chambre des Députés.

Il est resté sur la brèche, sans avancer d'un pas, durant plusieurs législatures : remis en discussion en 1923, il s'est trouvé comme écrasé sous le poids des amendements,

au nombre d'une cinquantaine environ: nouvel indice très évident de la multiplicité des intérêts contradictoires à concilier entre eux ou avec ce que nous appellerons la vieille thèse orthodoxe, aussi ancienne que l'art pharmaceutique lui-même, qui veut que toute législation le concernant soit envisagée, avant tout, au point de vue de l'intérêt public.

Le projet Vincent pourrait constituer avec avantage une base de discussion pour l'avenir, en dépit de certaines insuffisances.

Nous ne ferons que mentionner au passage le projet de loi Astier qui est solidement conçu et le projet Mille qui a fait couler beaucoup d'encre et qui a le sérieux inconvénient de réserver une trop large part aux exigences modernes de la profession et à son nouvel esprit de commercialisation.

En attendant que survienne, quel qu'il soit, le changement souhaité, il faut que nous nous résignons à vivre avec la loi de Germinal : elle nous gouverne ; elle est la loi, en dépit de l'inertie voulue de certains Parquets qui, vigilants et actifs en tant de circonstances, ainsi que nous le signalons plus haut, semblent fermer les yeux et sommeiller en tant d'autres, à l'occasion, par exemple, de la vente des remèdes secrets, de la forme des sociétés, de la gérance des pharmacies... à moins toutefois qu'ils ne soient requis et mis en mouvement par la partie civile .

Il faut bien reconnaître d'ailleurs, que les manquements à la loi dont nous parlons ont, de toute évidence, moins

d'importance que certains autres manquements tels que la vente des médicaments par un non-pharmacien ou la méconnaissance des règlements divers auxquels est soumise la délivrance des toxiques classés ; bien mieux, ils sont presque devenus nécessaires en raison du développement et de l'orientation des conditions commerciales de notre temps : ils n'en constituent pas moins des infractions à la loi de Germinal, repréhensibles et punissables.

CHAPITRE III

Nature des infractions au droit de la profession pharmaceutique

Quelle est la nature des infractions aux lois qui réglementent l'exercice de la pharmacie ?

Constituent-elles de simples contraventions de police ou, au contraire, sont-elles des délits ?

La question peut, au premier abord, paraître assez indifférente et toute de théorie : lorsqu'on est condamné, peu importe la dénomination dont on décore l'infraction, si la peine est la même.

Il y a toutefois grand intérêt, comme nous l'indiquerons au chapitre suivant, à bien déterminer la nature de l'infraction en raison des conséquences juridiques qui découlent de l'essence même du délit et de la contravention.

Aux termes de l'article 1^{er} du Code pénal : « L'infraction que les lois punissent de peines de police est une contravention. »

« L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit. »

« C'est la peine légale, dit Garraud, dans son *Précis de Droit criminel*, qui qualifie l'infraction, c'est-à-dire

qui détermine, au point de vue des règles de fond et de forme, à quelle catégorie elle appartient. Cette solution est commandée par l'article 1^{er} du Code pénal. » La qualification est, en effet, la définition de la loi pénale touchant les actes contre lesquels elle sévit.

Si donc nous nous plaçons à ce point de vue, les infractions aux lois qui réglementent la pharmacie doivent être qualifiées de délits, car le minimum de peines édictées contre elles est bien supérieur au maximum des peines de simple police.

A un autre point de vue, ces infractions sont encore des délits, puisque l'autorité compétente chargée de les réprimer est le tribunal de police correctionnelle et non le tribunal de simple police.

Toutefois, si en raison et du taux de la peine édictée et de la juridiction qui doit en connaître, les infractions aux lois sur la police de la pharmacie sont des délits, elles participent aussi de la simple contravention, par le but que les lois se proposent d'atteindre.

En principe, ce qui constitue le délit punissable, ce n'est pas le seul accomplissement du fait défendu, mais l'intention criminelle que les auteurs définissent de différentes manières. « C'est, dit Garraud, la conscience chez l'agent qu'il accomplit l'acte comme délit. » C'est, dit, M. Garçon, « la conscience chez le coupable d'enfreindre les prohibitions légales. »

Pour M. Roux, c'est « la volonté de violer la loi. » Enfin, M. Vidal la définit « L'intention de commettre une

action délictueuse, sachant qu'elle est punie. » Le mot « intention » devant être entendu comme l'acte accompli, non pas en connaissance ou en ignorance de la loi, mais bien, comme l'acte accompli en connaissance de cause, c'est-à-dire l'acte conscient en opposition avec l'acte inconscient.

Or, certains délits, notamment les infractions à la loi de Germinal, ne requièrent pas cette intention, et le caractère purement matériel qu'affecte l'infraction subsiste, nonobstant la bonne foi : et c'est bien là la caractéristique de la contravention.

C'est à cause de la nature mixte de ces sortes d'infractions qu'on les désigne par le terme, assez peu logique à première vue, de délits contraventions. Il serait plus rationnel de n'employer que l'expression mieux appropriée, de « délits contraventionnels » ou encore de délits « non intentionnels » qui signifie simplement que la bonne foi du prévenu n'est pas une excuse valable, et que l'infraction dont il s'est rendu coupable est punissable sans considération d'intention, au sens particulier que donnent à ce terme les criminalistes : le délit est uniquement objectif et indépendant de la volonté de son auteur.

Garraud dit encore « L'expression délit contraventionnel ne correspond pas à une catégorie spéciale d'infractions, mais indique que le délit, ainsi qualifié, est punissable malgré la bonne foi de l'agent. »

MM. Briand et Chaudé hésitent sur la qualification à donner à ces sortes d'infractions. Ils font remarquer que,

dans les décisions judiciaires, on emploie tantôt le mot « délit » tantôt le mot « contravention » et admettent, mais avec quelques restrictions, qu'il y a lieu de tenir compte de la bonne foi, en ce sens que le prévenu ne pourrait se retrancher derrière une erreur de droit, mais pourrait exciper, occasionnellement, d'une erreur de fait : cette distinction est d'ailleurs rejetée par une jurisprudence presque constante dont nous citerons des exemples plus bas.

Les théories de MM. Briand et Chaudé n'ont pas non plus l'approbation de M. Dubrac ni de M. Weil, qui ne croient pas à la confusion des mots « délit » et « contravention » par les cours et tribunaux. Les magistrats qui prononçaient les jugements et arrêts pour infractions aux lois sur la police de la pharmacie se rendaient bien compte qu'il ne s'agissait pas du sens étroit de l'article 1^{er} du Code pénal, puisqu'ils appliquaient des peines bien supérieures aux peines de simple police. Ils usaient du langage courant qui, souvent, qualifie du mot « contravention » le fait qui *contrevient* à une loi de répression, indépendamment de la nature de la peine.

MM. Dubrac et Weil reconnaissent, néanmoins, que la bonne foi ne peut servir ici d'excuse légale et que c'est par ce côté que les infractions aux lois qui réglementent la police de la pharmacie rentrent dans la catégorie des contraventions.

Nous retrouvons cette doctrine dans un très grand nombre de décisions judiciaires qui font jurisprudence.

A plusieurs reprises, la Cour de cassation l'a faite sienne, notamment dans un arrêt de rejet du 22 janvier 1876, où elle s'exprime en ces termes : « ... sur le troisième moyen, se fondant sur ce que l'arrêt ne constate pas que le prévenu ait agi dans une intention frauduleuse. »

« Attendu que, s'agissant d'une contravention purement matérielle, son caractère punissable résultait du seul fait de sa perpétration et indépendamment de l'intention qui avait pu animer son auteur... »

M. Weil cite d'autres applications fort intéressantes qui ont été faites de ce même principe : tel un arrêt de Cassation du 24 mars 1859 (*Dalloz*, Pénal 1851, 1, 192.) cassant un arrêt qui avait refusé de condamner un pharmacien trouvé détenteur de remèdes non conformes au Codex, sous prétexte qu'il aurait ignoré la composition défectueuse des remèdes.

Dans une autre espèce, il s'agissait d'un prévenu poursuivi pour avoir vendu du vin de quinquina, qui est considéré comme un médicament, et excipait de sa bonne foi, déclarant avoir entendu livrer à son client non un remède, mais une boisson d'agrément. La Cour de Lyon s'exprime ainsi : « Arrêt du 21 décembre 1883 (*Journal Palais*, 1185, 1, 309) : considérant que le fait de vendre et de destiner à la vente une préparation pharmaceutique constitue une contravention purement matérielle qui tombe sous l'application de la loi, alors même qu'il n'y aurait pas là intention frauduleuse de la part du contrevenant... que la qualité du remède est inhérente à la préparation

elle-même, indépendamment de ceux qui l'emploient... »

Il faut tirer ici de ces principes une conclusion pratique fort importante : les infractions à la police de la pharmacie étant répréhensibles nonobstant l'intention de leur auteur et abstraction faite de toute mauvaise foi de sa part, le titulaire d'une officine assume la responsabilité de toutes les infractions commises par ses auxiliaires... En ce sens, trib. de la Seine, 4 janvier 1895 — Lyon, 13 juillet 1904.

CHAPITRE IV

Conséquences juridiques de la nature mixte des infractions au droit de la profession pharmaceutique

Le fait que les infractions à la loi de Germinal sur la police de la pharmacie ne constituent pas de simples contraventions de police, mais bien des délits, a une extrême importance.

Des conséquences remarquables doivent en être tirées, principalement aux points de vue de la pluralité d'infractions et du cumul ou du non-cumul des peines, de l'atténuation de la peine, de l'aggravation ou de la récidive, de la complicité, du sursis à l'exécution de la peine, de l'appel, du tribunal compétent, de la prescription et de l'amnistie.

Examinons avec quelque détail, et en particulier, chacun de ces points de vue.

1^{re} SECTION. — *Concours d'infractions : Non cumul des peines*

(Article 365 C.I.C.)

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée : telle est la règle du non-cumul des peines.

Il fallut de longs tâtonnements avant que fut tranchée la question d'appliquer aux infractions à la police de la pharmacie, l'article 365 du Code d'Instruction criminelle qui prohibe le cumul des peines.

Ce fut après de nombreuses hésitations que doctrine et jurisprudence se mirent d'accord pour réserver le non-cumul des peines aux crimes et aux délits, à l'exclusion des contraventions.

Mais c'est précisément de la combinaison de cette double règle, dont l'une interdit le cumul des peines en cas de crimes ou de délits concurrents, et dont l'autre permet ce cumul en cas de contraventions, que naît la question de savoir laquelle de ces deux règles prévaut en matière de délits-contraventionnels : y a-t-il lieu ou non de faire bénéficier ceux-ci de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle ?

Pour résoudre cette question au point de vue de la doctrine, il nous faut recourir de nouveau à la définition générale et fondamentale de l'article 1^{er} du Code pénal : la peine, avons-nous dit, qualifie l'infraction, c'est donc toujours la nature des peines infligées qui distinguera le délit de la contravention.

Voilà le droit commun.

Mais la matière qui fait l'objet de notre étude est une matière de droit spécial, et nous voilà amenés à rechercher si le droit commun que nous venons de fixer en ce qui regarde le cumul et le non-cumul des peines, sui-

vant la nature des infractions, s'applique aux infractions que répriment des lois spéciales.

Ou il s'agit de lois spéciales postérieures au Code pénal : de toute évidence, le droit commun doit s'appliquer à moins que des règles particulières n'y dérogent formellement.

Ou il s'agit de lois spéciales antérieures au Code pénal : ici, deux sentiments peuvent se faire jour : ceux qui regardent la règle du non-cumul des peines comme exceptionnelle l'écartent dans toutes les lois qui précèdent le Code pénal et qui n'ont pas été abrogées. Parmi ceux qui regardent la règle du non-cumul des peines comme une règle de droit commun, il en est qui refusent aussi de l'étendre aux lois spéciales antérieures au Code pénal.

En jurisprudence, nous trouvons des espèces remarquables dans lesquelles prévaut cette théorie que la règle du non-cumul n'est pas applicable dans le cas où toutes les infractions commises sont prévues et punies par des lois spéciales, antérieures au Code pénal : ces lois étant maintenues avec leur portée ancienne (article 484 du Code pénal).

Le tribunal de la Seine condamna le 24 novembre 1842 un sieur Denis de Saint Pierre à : 1° 500 francs d'amende pour vente illégale de médicaments (déclaration royale du 25 avril 1777, article 6) ; 2° 500 francs d'amende pour annonce de remèdes secrets (21 Germinal, an XI, article 36 et loi du 29 Pluviose, an XIII).

La Cour d'appel de Paris confirma, le 25 janvier 1843. Un pourvoi ayant été formé pour violation de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle, ce pourvoi fut rejeté par la Cour de cassation, Chambre criminelle, par arrêt du 16 février 1844, ainsi conçu :

« Attendu que les peines prononcées à raison de chacun des délits distincts dont il a été déclaré coupable, l'ont été en vertu des lois et règlements particuliers antérieurs au Code pénal et qu'aucune disposition des dites lois et règlements ne prohibe le cumul des peines en cas de condamnation pour plusieurs délits.

» Que l'article 484 du Code pénal en déclarant que, dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par ledit Code et qui sont réglées par des lois et règlements particuliers les tribunaux continueront de les observer, a, par là, virtuellement exclu l'application de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle aux lois et règlements particuliers antérieurs au dit Code... rejette... »

On trouve de même, dans un arrêt de rejet du 3 mai 1866, que rapporte *Dalloz*, (Per. 66, 1, 360).

« Sur le moyen tiré d'une fausse application des articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI et de la loi du 29 Pluviose, an XIII, en ce que l'arrêt aurait appliqué deux amendes distinctes à *l'annonce* et à *la mise en vente* de remèdes secrets, alors que ces deux faits ne constituent qu'une seule infraction ;

» Attendu que l'arrêt attaqué déclare en fait que l'annonce par affiches et la vente des remèdes secrets ont

constitué, dans l'espèce, des faits distincts, différents par les temps et les lieux,

» Attendu, d'ailleurs, que l'une des deux amendes a été prononcée non seulement pour la vente des remèdes secrets (art. 32 de Germinal) mais aussi pour délit de drogues et préparations médicamenteuses, sur les places publiques (art. 36 de Germinal), et que la constatation de la culpabilité du prévenu sur ce dernier chef suffirait à elle seule pour établir la légalité de l'arrêt en cette partie : que l'on ne peut, en effet, assimiler aux remèdes secrets, les préparations médicamenteuses dont parle la loi de Germinal ; que, dans ce dernier cas, il s'agit de médicaments dont la composition est ou indiquée au Codex ou formulée par l'ordonnance d'un médecin, tandis que, dans le premier cas, il s'agit de remède dont la composition est tenue cachée, et qui, par cela même, ne présente aucune garantie ; que dès lors, et à un double point de vue, la disposition de l'arrêt attaqué qui prononce deux amendes, se trouve pleinement justifiée... rejette... »

La Cour de Bordeaux, dans un arrêt de janvier 1856, (*Dalloz*, 1856, 2, 216) a trouvé une échappatoire à l'obligation de prononcer deux amendes, l'une pour vente de médicaments sans diplôme, et l'autre pour vente de remèdes secrets.

« Attendu qu'il n'y a pas de remède secret ou non qui ne soit une préparation pharmaceutique, qu'ainsi les éléments de fait se confondent et qu'il ne peut en sortir à

la charge du prévenu qu'une seule contravention passible d'une seule amende... »

Au cas donc d'infractions multiples, soit à la loi, du 21 Germinal an XI, soit à celles qui l'ont précédée, il y aura autant de peines qu'il y a de délits.

La règle du non-cumul, de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle, s'applique, au contraire, lorsque, à côté d'une infraction prévue par une loi antérieure au Code pénal, il en existe une autre prévue soit par le Code pénal, soit par l'une des lois qui s'y réfèrent. La peine la plus élevée sera seule prononcée.

Nous trouvons, en ce sens, des arrêts solidement motivés à l'occasion des infractions aux lois sur la police de la pharmacie, car c'est encore en matière de pharmacie que la Cour de cassation a fixé sa jurisprudence à cet égard, vis-à-vis des délits-contraventionnels.

Poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie et pour vente de médicaments falsifiés, un non-diplômé avait été condamné à 500 francs d'amende pour exercice illégal (déclaration de 1777) et à 6 jours de prison pour vente de médicaments falsifiés, par application de la loi du 27 Mars 1851, et de l'article 423 du Code Pénal. Il y eut pourvoi en Cassation pour violation de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle et l'arrêt fut cassé en ces termes :

« Attendu que, par jugement du 12 décembre 1861, confirmé le 7 janvier 1862, le prévenu a été convaincu :

» 1° d'avoir illégalement exercé la pharmacie,

» 2° d'avoir tenu dans son officine des médicaments non conformes au Codex,

» 3° d'avoir vendu ou mis en vente des substances falsifiées ;

» Que, par application des articles 25 de la loi de Germinal, 6 de la déclaration de 1777, 32 de la même loi de Germinal, de l'arrêt du Parlement du 23 juillet 1745 et enfin des articles 1 à 5 de la loi du 27 mars 1851, la décision attaquée a condamné le prévenu à 500 francs d'amende et à 6 jours de prison ;

» Que cette condamnation prononce ainsi cumulativement les diverses peines afférentes aux infractions qui étaient poursuivies ;

» Que, cependant, l'article 365 du Code d'Instruction criminelle veut, qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte soit seule prononcée et qu'il prohibe par là le cumul des peines ;

» Que cette disposition est un principe général de pénalité applicable à toutes les infractions atteintes de peines criminelles ou correctionnelles qui n'en ont pas été explicitement ou implicitement exceptées, soit par un texte formel de la loi, soit par le caractère de réparations civiles attachées aux amendes en matière fiscale ;

» Que cette même disposition, il est vrai, ne régit point les lois spéciales antérieures à la promulgation du Code criminel et expressément maintenues en vigueur par l'article 484 du Code pénal, dès que les peines édictées par ces lois sont seules à appliquer ;

» Mais qu'il en est autrement lorsque, comme dans l'espèce, parmi les infractions poursuivies, il s'en rencontre qui sont réprimées par les lois ordinaires, et notamment par l'article 423 du Code Pénal, qu'alors la règle de l'article 365 reprend son empire ;

» Qu'en ne le décidant pas ainsi, l'arrêt attaqué a formellement vicié les dispositions de cet article 365 ;

» Qu'il a, de même, faussement appliqué l'article 25 de la loi de Germinal et l'article 6 de la déclaration de 1777... casse. »

La Cour d'Amiens, désignée comme cour de renvoi, a statué en ces termes :

« Attendu que les deux infractions commises :

» a) aux articles 25 de la loi de Germinal et 6 de la déclaration de 1777, pour avoir exercé la pharmacie sans diplôme,

» b) à l'article 32 de la même loi de Germinal et à l'arrêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 pour avoir tenu dans son officine des compositions pharmaceutiques non conformes au Codex ;

» Etant punies l'une et l'autre, aux termes des dites lois, d'une amende de 500 livres chacune, c'est-à-dire des peines supérieures aux peines de simple police et intéressant toutes deux l'ordre public, constituent deux délits différents ;

» Que s'il n'y avait lieu d'appliquer que les peines édictées par ces lois, elles devraient l'être cumulativement, l'article 365 ne régissant pas les lois spéciales

antérieurement à la promulgation du Code, expressément maintenues par l'article 484 du Code pénal,

» Mais attendu que, parmi les infractions poursuivies, et en outre de celles dont il vient d'être parlé, il s'en trouve une qui est réprimée par la loi ordinaire, — article 423 du Code pénal — et que, conséquemment, l'article 365 reprend son empire ;

» Qu'il n'y a donc pas lieu de prononcer cumulativement toutes les peines édictées par les lois ci-dessus visées, mais seulement la plus forte des peines portées dans ces lois, c'est-à-dire celle de l'article 433, condamne le prévenu à 6 jours de prison. »

En se prononçant, dans cette espèce, pour le non-cumul, la Cour de cassation n'avait d'ailleurs fait que confirmer sa jurisprudence ; déjà en 1855, elle avait admis que lorsqu'une condamnation est prononcée à la fois pour escroquerie et pour exercice illégal de la pharmacie, la peine la plus forte, c'est-à-dire celle de l'escroquerie, doit être seule appliquée.

Cette théorie est maintenant adoptée, d'une façon générale, ainsi que nous l'avons dit. On la trouve dans un jugement récent du Tribunal de la Seine qui n'a appliqué qu'une peine de cent francs d'amende à des coiffeurs poursuivis pour vente de lotions pharmaceutiques et pour infraction à la loi sur les toxiques (*Ann. Jurispr. pharmaceutique*, 1911, p. 92).

On la trouve encore dans les jugements du Tribunal de Cusset (16 décembre 1910-17 mars 1911) rendus

contre divers confiseurs de Vichy (*Ann. Jurispr. pharmaceutique*, 1910, p. 201 - 1911, p. 24).

On peut même avancer qu'actuellement la Jurisprudence a une tendance à appliquer, dans tous les cas, l'article 365 aux infractions aux lois sur la pharmacie : devant l'impossibilité de modérer la peine, les tribunaux se contentent d'appliquer une seule peine en cas de plusieurs infractions à la loi de Germinal.

C'est ainsi, que dans les poursuites dirigées contre les vendeurs du « Restaurateur de la santé » convaincus d'avoir préparé des médicaments sans être pourvus du diplôme de pharmacien (article 25) et aussi de les avoir débités sur les marchés (article 36), d'avoir vendu et annoncé des remèdes secrets (articles 32 et 36), le tribunal correctionnel de Saint-Lô ne prononça qu'une seule condamnation à 500 francs d'amende (*Ann. Jurispr. Pharmaceutique*, 1908, p. 26).

Ce que nous venons d'établir s'applique à ce que l'on appelle le cumul *réel* d'infractions qui consiste dans une série d'infractions successives, commises avant que la première ait fait l'objet d'une condamnation définitive.

Mais à ce cumul réel s'oppose le cumul ou concours idéal d'infractions qui se présente quand l'élément matériel constitutif des diverses infractions commises consiste en un seul et même fait : si nous supposons que tous les délits ainsi reprochés constituent des infractions à des lois antérieures au Code pénal, la peine la plus forte doit évidemment être prononcée.

Tel serait le cas pour une personne non diplômée accusée de vente de médicaments et de vente de remèdes secrets : une seule peine serait encourue, bien qu'il y ait pour cet unique fait une double infraction : celle d'exercice illégal de la pharmacie et celle de débit de remèdes secrets.

Mais, dans tous les cas où n'est encourue que la peine la plus grave, il importe de déterminer celle-ci :

Ou les peines sont de natures différentes, il faut se rapporter à l'échelle établie par l'article 9 du Code pénal : l'emprisonnement est plus grave que l'amende.

Ou les peines sont de même nature, la plus grave est, naturellement, celle dont le maximum est le plus élevé.

Il est, du reste, toujours loisible au juge de descendre au-dessous du chiffre maximum de la peine sans qu'elle cesse d'être considérée comme la plus forte.

2^{me} SECTION. — *Circonstances atténuantes.*

(Articles 463-483. C. P. 341 C.I.C.)

Les circonstances qui diminuent la criminalité de l'infraction ou la culpabilité de l'agent sont illimitées et indéfinissables.

Elles ont bien, avec les excuses, un caractère commun qui est de modifier la peine dans sa nature, dans sa durée ou dans sa quotité ; mais elles ne sont pas, comme les excuses, définies par la loi.

Elles sont, elles, laissées à l'appréciation du juge qui

a, pour atténuer cette peine, un pouvoir qu'il n'a pas pour l'aggraver.

A quelles sortes de crimes, de délits ou de contraventions peut s'appliquer le bénéfice des circonstances atténuantes ?

Ce bénéfice est applicable à toutes les infractions prévues et punies par un texte du Code pénal.

En est-il de même pour les infractions prévues par des lois spéciales comme sont celles qui font l'objet de cette étude ?

En matière criminelle, les textes de l'article 463 du Code pénal et 341 du Code d'Instruction criminelle s'appliquent, dans leur généralité, à tous les crimes, qu'ils soient prévus par le Code pénal ou par les lois spéciales.

En matière correctionnelle et de police, l'article 463 du Code pénal ne s'applique qu'aux délits et aux contraventions prévus par ce Code : un amendement tendant à l'extension de ce même article à toutes les infractions, sans distinction, fut, en effet, rejeté — vers 1832 — en raison de l'impossibilité de déterminer la limite de l'innovation.

Mais, s'il y a disposition particulière de la loi spéciale admettant le jeu de l'article 463, il est incontestable que cet article peut s'appliquer.

Or, les lois sur la police de la pharmacie sont antérieures au Code pénal : elles ne sauraient donc admettre que l'on étende jusqu'à elles des dispositions qu'elles ont précédées et qui ne les atteignent pas.

Les magistrats ne peuvent donc, sans violer la loi, modérer par exemple, la peine de 500 francs d'amende édictée par la loi de Germinal et par la déclaration de 1777.

Toutefois, à maintes reprises et parce qu'ils estimaient que cette pénalité n'était pas en rapport avec le peu de gravité du délit, les juges ont tenté de passer outre ; mais la Cour de cassation a persisté à maintenir le principe qu'elle avait posé dans un arrêt du 12 décembre 1873, rapporté par Dalloz (*Périod*, 1875, 1, 87) — et cassant un arrêt de la Cour de Rennes, du 30 juillet 1873 — (*Dalloz Périod*, 1874, 5, 30).

La Cour de Rennes avait déclaré, comme beaucoup d'autres tribunaux, qu'elle avait la faculté d'atténuer la peine, en raison du droit de modération qui appartient aux juridictions répressives chargées d'appliquer la déclaration de 1777.

La Cour de cassation s'exprime ainsi :

« Attendu que depuis 1789, la loi ne permet aux tribunaux d'atténuer ou de modifier la peine que dans les cas qu'elle a spécialement prévus ;

» Que la loi du 17 avril 1791, en disposant que les lois et règlements anciens sur la pharmacie continueront d'être exécutés sous les peines portées par les dites lois et règlements, leur refuse, par là même, cette faculté et qu'aucune autre disposition législative ne la leur accorde pour les cas prévus par la déclaration de 1777.

» Que si le Code pénal de 1810 permet au juge de

modérer la peine, lorsqu'il reconnaît l'existence de circonstances atténuantes, le législateur a eu le soin de borner cette faculté, en matière correctionnelle, aux peines prononcées par ce même Code.

» Attendu, en fait, que l'arrêt, en réduisant à 25 francs l'amende de 500 francs (livres) donne pour motif, etc.

» Qu'en statuant ainsi, la Cour de Rennes a commis un excès de pouvoir et violé les articles susvisés... casse.»

Le 30 octobre 1874, la Cour de Chambéry rendit un arrêt (*Sirey*, 1875, 2, 145) qui exprime très nettement la doctrine de l'impossibilité de l'atténuation de la peine :

« Attendu qu'il n'appartient pas à la Cour de modérer la peine édictée par la déclaration ;

» Qu'on ne peut invoquer aujourd'hui la latitude d'appréciation qui existait avant 1789, pour l'appréciation de la peine ;

» Que la déclaration, en effet, est venue se fondre dans un système de législation incompatible avec le pouvoir discrétionnaire reconnu autrefois aux Parlements ;

» Que la justice des Cours et Tribunaux est soumise à des règles précises qui dominent leurs juridictions et les inclinent sous l'autorité supérieure de la loi ;

» Que le juge ne peut puiser désormais une faculté d'atténuation que dans l'article 463 du Code pénal et que cet article n'est applicable, en matière correctionnelle, qu'aux infractions prévues et punies par le Code

pénal, à moins d'une disposition expresse contenue dans la loi spéciale ;

» Qu'il importe peu que la loi spéciale soit antérieure ou postérieure au Code pénal ;

» Que c'est là un principe consacré par une jurisprudence imposante que ne sauraient ébranler quelques décisions dissidentes... »

Ainsi se trouve définitivement condamnée l'opinion qui se basait sur ce que la Déclaration de 1777, ayant été promulguée à une époque où les Parlements avaient tout pouvoir discrétionnaire pour réduire le taux de l'amende, avait dû passer, dans notre droit nouveau, absolument telle qu'elle était appliquée dans l'ancien droit, et non seulement quant à la peine, mais aussi quant à la faculté d'appréciation de la quotité de cette peine.

3^{me} SECTION. — *Récidive*.

(Articles 57, 58 C. P.)

La récidive est l'état de l'individu qui, après avoir été frappé d'une condamnation pénale irrévocable en raison d'une première infraction, commet une nouvelle infraction indépendante de la première, de même nature, pour laquelle il encourt une nouvelle condamnation pénale.

Nous savons que, d'après leur nature, les infractions se divisent en deux groupes : les délits, comprenant les

crimes et les délits d'une part, les contraventions d'autre part.

Pour demeurer dans les limites de notre matière, nous parlerons, non de la récidive criminelle, mais de la récidive correctionnelle ordinaire.

Elle est prévue, soit par le Code pénal, articles 57 et 58 nouveaux, soit aussi par des lois distinctes, antérieures ou postérieures au Code pénal.

Les articles 57 et 58 du Code pénal distinguent trois cas de récidive correctionnelle : pour tous trois, leur second terme est une condamnation à la peine d'emprisonnement. Ils diffèrent donc entre eux par leur premier terme seulement qui peut être :

1° Soit une condamnation *supérieure* à un an d'emprisonnement pour *crime* ;

2° soit une condamnation supérieure à un an d'emprisonnement pour *délit* ;

3° soit une condamnation à un emprisonnement d'un an ou *au-dessous*, quel que soit le chiffre de la première condamnation pour emprisonnement.

Par là se trouve supprimé, depuis 1891 ce qu'on a appelé « une sorte de champ réservé où le malfaiteur pouvait se donner libre carrière sans s'exposer à une aggravation légale de la récidive ». Or, ce champ réservé représentait plus des quatre cinquièmes du nombre total des récidivistes.

Le second terme de la récidive correctionnelle est une

condamnation pour le même délit ou pour un délit assimilé.

Voilà, sans plus de détails et sans que nous ayons à distinguer entre la petite et la grande récidive, les éléments principaux de la récidive de droit commun des articles 57 et 58 du Code pénal.

Mais, ce droit commun des articles 57 et 58 s'applique à tous les délits, même prévus par des lois spéciales, sauf dispositions particulières de la part de celles-ci. La Cour de cassation a déclaré dans un arrêt de rejet du 20 janvier 1882 (*D. P.*, 1882, 1, 93) que « les articles 57 et 58 du Code pénal sont généraux et absolus et s'appliquent à tous les crimes et délits prévus par les lois particulières, lorsque ces lois n'en ont pas autrement ordonné ou n'ont pas, par une législation spéciale, dérogé implicitement aux prescriptions du droit commun. »

D'autres arrêts de la même Cour, notamment un arrêt du 4 mars 1892, (*S.*, 1892, 1, 224) ont rendu le principe absolument certain.

En matière d'infraction aux lois sur la pharmacie, c'est la récidive de crime à délit ou de délit à délit qu'il faut appliquer, chaque fois qu'il y a lieu à récidive, et non la récidive de contravention à contravention.

D'ailleurs, l'assimilation de ces infractions à des contraventions n'est pas possible, en vertu du texte même de la loi spéciale.

En effet, la loi de Pluviose an XIII, qui envisage la récidive en matière du délit-contravention à l'article 36

de la loi de Germinal interdisant tout débit au poids médicinal par des individus non pourvus du diplôme de pharmacien, déclare qu'ils « seront poursuivis par mesure de police correctionnelle et punis d'une amende de 25 à 500 francs, et en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins et de dix au plus », et cela, bien entendu, quel que soit le délai dans lequel s'est produite la seconde infraction.

Or, l'article 465 du Code pénal fixant la durée de la peine d'emprisonnement pour la contravention de police spécifie que cette peine ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder cinq jours.

L'article 32 de Germinal, enjoignant aux pharmaciens, de se conformer au Codex ou à une ordonnance, de ne pas débiter de composition pharmaceutique sans ordonnance, ne parle pas de récidive.

L'article 33 de Germinal, interdisant aux épiciers ou droguistes la vente de compositions pharmaceutiques, ignore également la récidive.

L'article 8 de la déclaration royale du 25 avril 1777, défendant aux communautés séculières et régulières de vendre ou débiter aucunes drogues simples ou composées, établit tout uniment une peine de 500 livres d'amende, sans spécification de récidive.

Par contre, nous venons de voir plus haut que les infractions prévues par l'article 36 de Germinal : vente de médicaments sur les places publiques, débit au poids médicinal par un non-diplômé, annonce de remèdes

secrets, sont passibles de la récidive en vertu de la loi du 29 Pluviose an XIII qui est la sanction de cet article 36 de Germinal.

De même, la déclaration du 25 avril 1777 qui contient la sanction des infractions aux articles 21, 22, 23, 24, 25 et 33 de Germinal — exercice illégal de la pharmacie par les moyens autres que ceux prohibés par l'article 36 de la loi — se borne à dire qu'en cas de récidive la peine « sera plus grande » (article 5) ou encore que la peine « sera plus grande, s'il y échoit » (article 6).

Peut-on prétendre que les infractions prévues par ces articles constitueraient leur auteurs en état de récidive légale dans les conditions des articles 57 et 58 du Code pénal.

M. Dubrac admet l'affirmative et estime que « les infractions prévues par l'article 6 ci-dessus, c'est-à-dire l'exercice de la pharmacie par les moyens autres que ceux prohibés par l'article 36 de Germinal, pourront constituer l'auteur en état de récidive légale, dans les conditions des articles 57 et 58 du Code pénal ».

A l'appui de son sentiment, il existe un jugement du Tribunal de la Seine qui a porté au double l'amende de 500 francs encourue par une sage-femme condamnée pour la seconde fois pour exercice illégal de la pharmacie.

Ce jugement n'a pas été frappé d'appel, et nous le regrettons, car, à notre avis, il était illégal. Il ne paraît

pas possible, en effet, qu'on puisse majorer l'amende, dans le cas où le prévenu est en état de récidive sans qu'il y ait disposition spéciale de la loi autorisant cette majoration, ainsi que cela existe pour l'article 36 de la loi de Germinal, en vertu de la loi du 29 Pluviose an XIII.

En outre, la récidive n'existe pas pour les épiciers et droguistes vendant des médicaments (art. 33 de Germinal), ou pour les religieuses commettant le même délit de débit de médicaments (article 8 de la Déclaration du 25 avril 1777) ; pourquoi donc en serait-il autrement sous l'empire d'une formule aussi vague que celle des mots « s'il y échoit » ? Cette formule nous semble n'avoir plus de raison d'être ni d'application possible.

4^{me} SECTION. — *Complicité*

(Articles 59, 60 C. P.)

Nous avons fait observer, en abordant l'étude du cumul et du non-cumul des peines, avec quelle grande difficulté s'était précisée, en matière d'infractions aux lois sur la pharmacie, l'application ou la non-application de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle : la question de l'application ou de la non-application, aux mêmes délits, des articles 59 et 60 du Code pénal, n'a pas été l'objet de moindres flottements avant que la Chambre criminelle se décidât à se prononcer nettement sur ce point dans le sens de l'affirmative.

La complicité ne suppose pas une participation à une infraction quelconque : il importe de distinguer.

La participation aux contraventions de police, qui sont, en réalité, des infractions d'assez médiocre gravité, n'est frappée d'aucune peine, à moins, bien entendu, de dispositions spéciales contraires.

La participation à une infraction que le Code pénal qualifie crime ou délit est, par contre, punissable (articles 59 et 60 du Code pénal).

Cette double règle fait naître, dans la pratique, et aussi dans la doctrine, une difficulté en ce qui a trait aux délits contraventionnels que nous avons définis au début du chapitre précédent, et de la nature desquels participent les infractions aux lois sur la pharmacie.

Il nous faut revenir ici, dit M. Garraud, à la définition générale de l'article 1^{er} du Code pénal, qui doit servir de guide toutes les fois qu'il est question de savoir à quelle infraction s'applique une règle légale : nous l'avons déjà dit, c'est la peine qui qualifie l'infraction.

Or, nous savons que les infractions qui sont frappées de peines correctionnelles sont des délits et, par conséquent, la participation à ces infractions est punissable.

M. Dubrac déclare, qu'à son avis, bien que les infractions aux lois sur la pharmacie ne soient pas de simples contraventions de police, elles n'en constituent pas moins des délits spéciaux auxquels ne s'appliquent pas toutes les règles générales qui régissent les délits proprement dits, les délits de droit commun.

De cette considération, qui lui est toute personnelle, il avance que la complicité ne saurait exister pour cette nature de délits, pas plus qu'elle n'existe pour les délits de chasse, par exemple.

Pendant longtemps, la jurisprudence refusa d'appliquer les règles de la complicité aux délits contraventionnels.

La Cour d'Angers — arrêt du 27 octobre 1877 — (*Sirey*, 1878, 2, 87) et le tribunal de la Seine, 9^e Chambre, jugement du 5 décembre 1884 (*La Loi*, 6 déc. 1884) ont partagé le sentiment de M. Dubrac que nous avons rapporté.

La Cour de cassation, elle-même, en 1839 et en 1876, déclarait que les infractions à la police de la pharmacie n'étaient que des contraventions ne comportant pas de complicité.

Plus tard, en 1872 — dans une affaire Loqueux et Gauthier — la même Cour se tirait d'affaire en décidant qu'un pharmacien, prête-nom d'un non-diplômé, ne pouvait être condamné comme complice d'un délit, mais devait l'être comme co-auteur.

En 1875, la Cour de Paris suivait cette doctrine dans une espèce du même genre.

Il nous faut remarquer, toutefois, que ces décisions en matière de pharmacie sont très rares. La plus grande partie des Tribunaux et des Cours d'appel admettait la complicité, avant même que la Cour de cassation eut réformé sa propre jurisprudence en ce sens.

C'est précisément dans une affaire relative à une infraction à la police de la pharmacie que la Cour suprême, dans un arrêt du 23 février 1884, que nous citerons plus bas, se décida à étendre aux délits-contraventionnels les règles de la complicité.

La jurisprudence admet donc, aujourd'hui, très nettement que toutes sortes d'infractions frappées de peines correctionnelles sont soumises aux règles de la complicité, alors même que, par exception, elles seraient punissables sans considération d'intention, ce qui est bien l'élément caractéristique du délit contraventionnel.

C'est en 1884, avons-nous dit, que la Cour de cassation a définitivement fixé sa propre attitude. Elle la manifesta dans deux arrêts du 23 février 1884 — affaires Hortola et Chauvin — cassant deux arrêts de Montpellier et de Rouen.

Elle s'exprime ainsi dans l'arrêt Hortola :

« Attendu que Hortola était prévenu de complicité, par aide et assistance, d'une infraction aux lois sur la pharmacie, imputée à Albéric Duhem, et pour laquelle ce dernier a été condamné ;

» Que, cependant, l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer à Hortola les peines de la complicité pour ce motif que l'exercice illégal de la pharmacie constituant une simple contravention, aucun fait de complicité ne saurait, en cette matière, fonder une action correctionnelle, mais,

» Attendu qu'aux termes de l'article premier du Code pénal, l'infraction que les lois punissent de peines correc-

tionnelles est un délit et que cette règle générale régit les matières toutes les fois qu'il n'y a pas été dérogé par une disposition expresse ;

» Attendu que les infractions aux lois sur la pharmacie sont dangereuses pour la santé publique et la vie des hommes, qu'à raison de leur gravité elles ont dû être punies, par la déclaration du 25 avril 1777 et par la loi du 29 Pluviose an XIII, d'amendes supérieures à celles de simple police, qu'elles constituent donc des délits et que, dès lors, ceux qui s'en rendent complices par l'un des moyens déterminés par les articles 59 et 60 du Code pénal, doivent, aux termes du droit commun, être frappés de la même peine que l'auteur principal ;

» Attendu, en outre, que la disposition des articles 59 et 60 du Code pénal est générale, qu'elle s'applique à tous les crimes et délits, à moins que la loi n'en ait autrement ordonné, et qu'aucune loi sur la pharmacie n'a dérogé aux règles générales sur la complicité ;

» Qu'ainsi l'arrêt attaqué a formellement violé les articles du Code pénal précités,

» Par ces motifs, casse... »

Il ne saurait donc y avoir aujourd'hui le plus léger doute au sujet de l'application des règles de la complicité aux infractions aux lois sur la pharmacie.

Or, les cas où peut apparaître le délit de complicité sont extrêmement nombreux en pharmacie ; en voici les principaux :

Est complice, le pharmacien sous le nom duquel un

non-diplômé exploite une officine (Trib. de la Seine, 11 novembre 1911, Trib. de Nice, 10 mars 1915) ;

Est complice le pharmacien qui fournit des remèdes, même si ce sont des remèdes secrets, à un non-diplômé, en vue d'un débit illicite (Bordeaux 15 mars 1909 — Toulouse 20 juillet 1904).

Le pharmacien et l'élève qu'il a laissé gérer seul son officine peuvent être inculpés d'exercice illégal de la pharmacie, l'un étant tantôt complice de l'autre et tantôt auteur principal.

D'ailleurs, aucun obstacle légal n'empêche de poursuivre simultanément comme co-auteurs ceux qui ont pris une égale part à l'accomplissement du délit. La Cour de Paris dans un arrêt du 23 juillet 1874, cité par MM. Briand et Chaudé et par M. Weill a condamné comme co-auteurs un non-pharmacien qui avait vendu du vin de quinquina et un pharmacien qui était son associé, par les motifs suivants :

« Attendu que l'acte de société ne présente aucun caractère de sincérité, qu'il n'est qu'une solution imaginée pour faire fraude à la loi... qu'en vain l'un des prévenus argumente, pour soutenir qu'aucune peine ne peut l'atteindre, du diplôme au moyen duquel il a consenti à dissimuler l'infraction dont son associé se rendait coupable ; que le diplômé s'est rendu co-auteur du fait accompli par son associé non-pharmacien ; qu'en effet, il y a eu de sa part simultanément d'action avec celui-ci et coopération aux actes qui ont constitué l'infraction

elle-même ; qu'en fait, la possession d'un diplôme par l'un des prévenus ne peut faire disparaître les conséquences de cette coopération, puisque sa qualité de pharmacien est précisément l'artifice dont il s'est servi pour frauder la loi et permettre d'accomplir sous son nom la vente d'un produit pharmaceutique ; qu'il s'est ainsi rendu coupable, non d'un fait de complicité, mais bien directement du fait prévu et puni par la loi, confirme. »

Tel serait encore le cas de deux non-diplômés exploitant de concert une officine, même si leurs fonctions se trouvaient distincts, l'un préparant, par exemple, les médicaments et l'autre se tenant dans l'officine pour les débiter au public. En ce sens, arrêt de Cassation, Chambre criminelle, du 20 juillet 1872.

5^{me} SECTION. — *Sursis à l'exécution de la peine*
(Loi du 26 mars 1891)

La loi du 26 mars 1891 (loi Béranger) sur l'atténuation et l'aggravation des peines a son principe dans la distinction entre les délinquants d'habitude et les délinquants primaires.

En principe, les tribunaux peuvent accorder un sursis, quelle que soit la nature de l'infraction : il y a pourtant deux exceptions à cette règle, qui résultent d'un texte formel ou de l'esprit de la loi.

Elles concernent les contraventions de police et les infractions militaires auxquelles la jurisprudence a refusé nettement le bénéfice de la loi Béranger.

Les infractions aux lois spéciales sont-elles susceptibles de donner lieu à une condamnation conditionnelle, même si elles n'admettent pas l'application des circonstances atténuantes ?

Après quelques hésitations inspirées par l'appréhension de voir l'institution nouvelle bouleverser l'économie des lois spéciales, la jurisprudence finit par autoriser le sursis en toute matière, même au cas de condamnation fondée sur une quelconque des lois relatives à la pharmacie, et quelle que soit la date de ces lois.

En ce qui concerne ces lois spéciales sur la pharmacie, nous trouvons un arrêt très explicite de la Cour d'Orléans, du 12 février 1894 (*Dalloz Per.*, 1895, 2, 22) déclarant que, l'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 qui autorise les juges, au cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende d'un prévenu qui n'a subi aucune condamnation à la prison pour délit de droit commun, à ordonner qu'il sera sursi à l'exécution de la peine, s'applique aux infractions aux lois sur la pharmacie (Déclaration du 25 avril 1777, article 6 — Loi du 21 Germinal, an XI, articles 25 et 26).

La Cour d'Aix déclare dans un arrêt du 21 janvier 1897 (*Dalloz*, 1897, 2, 159), la loi du 26 mars 1891 applicable, dans la disposition de son article 1^{er}, au cas de condamnation pour exercice illégal de la pharmacie.

Depuis, il a été fait très fréquemment application de la loi de sursis en la matière.

Le sursis doit s'appliquer à la totalité de l'amende

prononcée et non à une fraction seulement de cette amende.

A la date du 20 janvier 1893, le tribunal correctionnel de Saint-Etienne avait condamné un pharmacien à 500 francs d'amende pour défaut de surveillance par possession de deux officines, [mais en ajoutant qu'il serait sursi au paiement des trois cinquièmes de l'amende prononcée.

Le ministère public fit appel, et la Cour de Lyon, par arrêt du 20 février 1893, réformant, décida que si le sursis peut être accordé seulement pour l'une des deux peines (prison et amende) prononcées, en même temps, il ne peut l'être à une partie seulement de l'amende, et que c'est donc à tort que les premiers juges ont accordé, en le fractionnant, le bénéfice de la loi du 26 mars 1891.

Toutefois, le sursis ne saurait être accordé en cas de condamnation à l'amende pour falsification de médicaments (Loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes, articles 8 et 4).

En outre, le sursis ne s'étend jamais à la confiscation, pas plus qu'à toute autre peine accessoire à la condamnation principale (Loi du 26 mars 1891, art. 2).

Par contre, le bénéfice de la loi de sursis peut être accordé même si le prévenu a déjà été condamné à l'amende pour un fait semblable, la suspension de la peine pouvant être appliquée toutes les fois que le con-

damné n'aura pas subi de condamnation antérieure, à la prison. Un jugement du tribunal de Valence, en date du 18 novembre 1909, fait bénéficier de cette surabondance de sursis deux droguistes accusés d'exercice illégal de la pharmacie.

Cette possibilité d'un bénéfice redoublé de la loi du 26 mars 1891 tient à une lacune de cette loi : elle dit, en effet, que la suspension de la peine pourra être appliquée *toutes les fois* que le condamné n'aura pas *antérieurement* subi de condamnation à la prison ; il suit de là, qu'un tribunal, à sa fantaisie, pourra faire échapper indéfiniment un condamné pour exercice illégal de la pharmacie, à l'exécution de la peine en le dispensant de payer l'amende — qui est la sanction de toutes infractions au droit pharmaceutique — deux cas exceptés.

Il y a là une anomalie évidente qui tend, dans le cas de notre droit spécial, à énerver l'action de la justice et à rendre illusoire la sanction de Germinal et des lois antérieures. Le Tribunal de la Seine suit une pratique beaucoup plus rigoureuse ; il n'accorde que par exception le bénéfice de la loi de sursis en matière d'exercice illégal de la pharmacie, même pour la première condamnation, et c'est tenir compte avec un juste discernement de la gravité des infractions au droit de la pharmacie : elles mettent en jeu, sinon en danger, la santé publique.

6^{me} SECTION. — *Appel*
(Articles 172-199 et 202 C.I.)

La comparaison de ces trois articles du Code d'Instruction criminelle fait ressortir tout l'intérêt que présente, au point de vue de la faculté d'appeler, la détermination exacte de la nature des infractions aux lois sur la pharmacie.

Si, en effet, ces infractions étaient de simples contraventions relevant du tribunal de simple police, c'est l'article 172 qui serait applicable.

Or, 1° les *conditions* au nombre de trois qu'exige l'article 172 pour ouvrir la voie d'appel sont les suivantes, nécessaires, mais suffisantes :

a) une condamnation personnelle à la partie qui appelle ;

b) une condamnation, soit à un emprisonnement, soit à une amende, soit à une restitution ou à une réparation civile, c'est-à-dire à un emprisonnement ou à une peine pécuniaire ;

c) une condamnation qui excède cinq francs ;

2° Les *personnes* auxquelles l'article 172 donne le droit d'appel sont exclusivement, uniquement, les condamnés soit à un emprisonnement, soit à une amende, à une restitution, à une réparation civile, dépassant 5 francs.

Ainsi, peuvent seules appeler les personnes qui attaquent une condamnation : le ministère public ne pouvant être condamné n'a donc pas la voie d'appel, que

le prévenu soit acquitté, que le prévenu soit condamné à une peine jugée insuffisante.

Il ne reste au ministère public que le recours en cassation.

Mais s'il s'agit de délits et, par conséquent, d'une peine correctionnelle, autres sont les conditions pour qu'il puisse y avoir appel, autres aussi les personnes qui ont le droit d'appel.

L'article 199, qui traite des conditions de l'appel en matière correctionnelle n'exige pas pour ouvrir ce recours la condition d'une condamnation à telle ou telle peine : toutes les poursuites ont une importance suffisante en matière correctionnelle pour assurer la garantie du double degré de juridiction à tous les jugements, qu'ils soient d'avant faire droit ou définitifs.

L'article 202, qui traite des personnes à qui le recours est ouvert, permet ce recours non seulement aux parties engagées dans l'instance correctionnelle, mais encore au ministère public, c'est-à-dire au procureur de la République, au procureur général qui exerce l'action publique devant la Cour d'appel, et même à défaut du procureur de la République, dans le cas où celui-ci aurait consenti à l'exécution du jugement.

Nous avons ainsi :

d'une part, les termes limitatifs de l'article 172, quant à la faculté d'appel en matière de simple police ;

d'autre part, les termes généraux des articles 199 et 202 quant à la faculté d'appel en matière correctionnelle.

Or, les infractions aux lois sur la pharmacie sont des délits contraventionnels qui relèvent des tribunaux correctionnels : il n'y a jamais eu, à notre connaissance, doute ni discussion sur la faculté d'appel à laquelle peuvent donner lieu, dans les conditions des articles 199 et 202 du Code d'Instruction criminelle, les jugements qui punissent ces délits.

7^{m^e} SECTION. — *Tribunal compétent*

Nous savons déjà que les infractions aux lois sur la police de la pharmacie sont de la compétence du tribunal correctionnel : d'ailleurs c'est nécessairement à cette compétence que doit aboutir tout ce que nous avons dit de la nature de ces infractions.

On peut parfois se demander quel est le tribunal correctionnel compétent ?

En se référant aux articles 23 et 63 du Code d'Instruction criminelle, il est certain que le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel le délit a été commis, en sorte que, pour la vente des remèdes secrets, le tribunal du lieu où la livraison est faite est compétent au même titre que le tribunal de lieu de fabrication : on a le choix.

En ce qui concerne l'annonce des remèdes secrets, le tribunal compétent est celui du lieu où l'annonce a paru, sans préjudice, bien entendu, du tribunal du domicile ou de la résidence du prévenu.

8^{me} SECTION. — PRESCRIPTION

(Articles 636, 637, 638 C. I.)

La prescription libératoire, en droit pénal, éteint et les effets, droits et actions qui naissent de l'infraction — effets analogues à ceux de l'amnistie — et les droits d'exécution qui naissent de la condamnation — effets analogues à ceux de la grâce.

En matière de prescription, les délits contraventionnels sont assimilés aux délits de droit commun. Or, ceux-ci peuvent, tous, être atteints par la prescription, car il n'en est pas dont le temps ne puisse effacer le souvenir : il importe peu, en conséquence, que ces délits soient prévus par le Code pénal ou par des lois spéciales.

L'action publique et l'action civile se prescrivent, en notre matière, par trois ans révolus à compter du jour où le délit a été commis ou à dater du dernier acte d'instruction ou de poursuite (art. 637, 638 du Code d'Instruction criminelle).

La peine prononcée se prescrit par cinq ans révolus à dater de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort.

Quant aux condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels, la peine se prescrit par cinq années révolues depuis le jour où le jugement ne peut plus être attaqué par la voie d'appel (art. 636 du Code d'Instruction criminelle).

9^{me} SECTION. — *Amnistie*

L'amnistie est un acte de souveraineté qui intervient avant ou après la condamnation et supprime l'infraction, la poursuite, le jugement, la peine.

Elle est une émanation du pouvoir législatif puisqu'elle abroge la loi dans un cas spécial : or une loi ne peut être abrogée que par une loi.

S'applique-t-elle aux lois sur la pharmacie ?

L'amnistie étant une mesure générale et objective, ayant en vue telles ou telles catégories d'infractions déterminées, ne peut s'appliquer aux lois sur la pharmacie que si les infractions contre ces lois sont comprises dans l'acte d'amnistie.

La Cour de Bourges, dans un arrêt du 25 avril 1901 (*Sirey*, 1901, 2, 296) admettait que la disposition de la loi d'amnistie du 27 décembre 1900, relative aux infractions de police sanitaire, s'appliquait aux infractions aux lois sur l'exercice de la pharmacie.

Cet arrêt fut cassé par la Chambre criminelle, le 15 juin 1902 (*Pand.*, 1902, 4, 426) pour ce motif que la loi du 27 décembre 1900, n'ayant pas défini ce qu'il faut entendre par police sanitaire, doit être interprétée comme ayant pris cette expression dans le même sens que les autres documents législatifs où elle figure.

Or, les lois, ordonnances et décrets qui visent nommément la police sanitaire ont invariablement pour objet des mesures destinées à prévenir ou arrêter des maladies

épidémiques ou contagieuses, tandis que les dispositions relatives à l'exercice de la pharmacie sont placées, par la loi du 21 Germinal an XI, sous la rubrique « De la police de la pharmacie ».

Doit, en conséquence, être cassé l'arrêt qui renvoie des fins de la poursuite un prévenu, poursuivi pour avoir illégalement exercé la pharmacie, par cet unique motif que les infractions aux lois sur la police de la pharmacie rentreraient dans les contraventions et délits de police sanitaire amnistiés par la loi du 27 décembre 1900.

Déjà le tribunal de la Seine, dans un jugement du 1^{er} juillet 1901 (*Gaz. Palais*, 1901, 2, 164) avait déclaré que la disposition de l'article 6 de la loi du 27 décembre 1900, aux termes duquel amnistie pleine et entière est accordée à tous les délits et contraventions en matière de police sanitaire, ne s'applique qu'à la police sanitaire des animaux, et, par suite, ne saurait être étendu au délit résultant de la vente des préparations médicinales ou drogues composées quelconques, hors des conditions déterminées par l'article 32 de la loi du 21 Germinal, an XI.

La Cour de Poitiers, dans un arrêt du 8 novembre 1901, avait également exprimé la même doctrine, et dans des termes identiques à ceux que devait employer, quelques mois plus tard, la Cour de cassation mettant à néant l'arrêt de Bourges.

C'est la loi d'amnistie des 29 avril, 1^{er} mai 1921 qui,

la première, a fait figurer les infractions à la loi sur la pharmacie dans les délits amnistiés. Elle le fait dans un article 2, ainsi conçu : « amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 11 mars 1920 :

» 1°

» 2° aux infractions à l'arrêté du Parlement de Paris, du 23 juillet 1748 ;

» aux lois du 21 Germinal an XI et du 29 Pluviose an XIII ;

» à l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1916, mais en tant seulement que le dit article concerne les substances classées dans le tableau C du décret du 14 septembre 1916. »

Cette loi d'amnistie vise l'arrêt du Parlement de Paris parce que cet arrêt renferme la sanction de l'article 32 de Germinal (500 livres d'amende à l'apothicaire qui ne se serait pas conformé au nouveau dispensaire appelé aujourd'hui Codex, ou qui aurait délivré les compositions mentionnées audit dispensaire, sans ordonnance d'un docteur de la Faculté ou autre médecin exerçant légalement).

Il est certain que, du moment où l'on visait nommément l'arrêt du Parlement de Paris, il eut fallu viser également la Déclaration Royale du 25 avril 1777 qui sanctionne l'article 25 de Germinal (500 livres d'amende pour tout exercice illégal de la pharmacie).

Il ne faudrait pas induire de cette erreur ou de cet oubli que la loi d'amnistie du 29 avril 1921 ne s'applique pas aux condamnations prononcées en vertu de l'article 6 de la Déclaration de 1777. Avant tout, c'est de l'intention du législateur qu'il faut tenir compte.

CHAPITRE V

Sanctions aux infractions au droit de la profession pharmaceutique. Procédure

Les difficultés auxquelles a donné lieu la recherche des sanctions applicables aux infractions au droit pharmaceutique, difficultés dont nous allons aborder l'étude, nous amènent à rappeler brièvement les fondements de tout droit en matière de peines.

Ce n'est plus l'arbitraire de la justice, ni le bon plaisir de l'administration qui, dans notre droit pénal actuel, déterminent la peine.

La matière est dominée par le principe : *nullum delictum, nulla poena, sine lege* ; pas d'infraction, pas de châtement sans une loi.

C'est là tout le système de la légalité des peines : la loi déterminant et la faute et la peine qu'il convient de lui appliquer.

Notons que, cependant, notre droit laisse au juge un pouvoir modérateur dans l'application de cette peine, en lui permettant, soit de se mouvoir entre un minimum et un maximum, soit d'appliquer les circonstances atténuantes, soit d'accorder le bénéfice du sursis en matière d'emprisonnement ou d'amende.

Ainsi, il n'en est plus aujourd'hui comme autrefois : un tribunal se rendrait coupable d'excès de pouvoir qui incriminerait des faits non légalement reconnus incriminables : *nullum delictum sine lege*.

De même, un tribunal ne pourrait ressusciter des peines abolies, imaginer des peines non édictées, appliquer à un délit une peine prévue pour un tout autre délit : *nulla poena sine lege*.

1^{re} SECTION. — *Les peines édictées par Germinal, les règlements particuliers, le Code pénal.*

En appréciant, au cours du chapitre deuxième de ce travail, la loi du 21 Germinal an XI, nous avons signalé qu'elle contenait nombre de lacunes, qu'elle était pleine d'obscurités. Or, le principal défaut qu'il faille lui reprocher c'est précisément d'avoir laissé sans sanction pénale quelques-unes de ses plus importantes dispositions.

Durant un certain temps, la jurisprudence a erré, hésitante et incertaine, avant de parvenir à fixer les peines qui frappaient certains manquements à notre loi.

L'impunité dont jouirent la plupart d'entre eux facilitèrent étrangement les abus ; et les auteurs du commencement du XIX^e siècle, qui ont écrit sur l'exercice de la pharmacie, ne ménagent pas leurs plaintes au sujet de l'inexpérience, de la mauvaise foi des vendeurs de dro-

gues, et aussi au sujet de l'inefficacité de la législation nouvelle pour assurer le bon fonctionnement de l'art de la pharmacie.

Il fallait donc se hâter de remédier au mal, de rechercher, coûte que coûte, des sanctions et d'en trouver où l'on pouvait.

La première préoccupation, qui vint naturellement à l'esprit des juges, fut de se rendre compte si l'ancienne législation pharmaceutique avait été abrogée. La loi de Germinal, à l'instar de tant d'autres réglementations nouvelles, filles de la Révolution, avait-elle anéanti tout le passé ?

Il était assez aisé de répondre à la question. Non seulement la législation pharmaceutique antérieure à 1789 n'était pas abrogée, mais une loi du 17 avril 1791 l'avait maintenue de façon expresse : « ... les statuts et règlements relatifs à l'exercice et à l'enseignement de la pharmacie resteront obligatoires sous les peines antérieures jusqu'à la confection d'une législation nouvelle. »

Le Code pénal, lui-même, déclarait, de façon générale dans son article 484, respecter les lois et règlements particuliers dans toutes les matières que lui-même ne réglait pas.

Pour ce qui était de Germinal, il fallait aller plus avant et tenter d'établir en quels points les auteurs de cette loi avaient entendu statuer à nouveau, dans quelle mesure aussi d'anciens textes n'étaient pas incompatibles avec les dispositions présentes.

Ce fut là un travail de longue haleine, bien que les intentions des auteurs de *Germinal* ne parussent guère douteuses ; en toute vérité, le texte de la loi parle.

Néanmoins, ce que l'on peut appeler la période d'hésitation fut de longue durée et s'étendit de la promulgation de la loi jusqu'au delà de la moitié du XIX^e siècle. Ce ne fut guère qu'un peu après 1860 que la jurisprudence fut définitivement à même de pourvoir à toutes les nécessités de la répression et de motiver l'unité et la légalité inattaquable de ses décisions.

Il est intéressant de suivre, à travers les années, l'effort des juges pour arriver à stabiliser leurs jugements.

L'article 29 de *Germinal*, *in fine*, déclare que, contre tout pharmacien ou droguiste détenant des drogues mal préparées ou détériorées, il sera procédé conformément aux lois et règlements actuellement existants.

Ainsi *Germinal* ne se substitue pas entièrement au droit actuel.

L'article 30 de *Germinal* dit davantage en ordonnant que, contre ceux qui fabriqueront et débiteront, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales, il soit procédé conformément aux lois antérieures.

Ainsi, *Germinal* laisse une survie au droit ancien.

Dans son article 36, *Germinal* avait déjà renvoyé les non-diplômés, vendeurs de médicaments au poids médicinal, à l'article 183 du Code des délits et des peines, qui est notre Code pénal d'aujourd'hui.

Germinal indiquait donc aux tribunaux, de façon suffisamment nette pour vaincre toute hésitation, la voie qu'ils avaient à suivre ; les tribunaux finirent par s'y engager, mais à pas comptés.

L'article 32 de Germinal enjoint aux pharmaciens de se conformer, pour les préparations pharmaceutiques, aux formules du Codex ou aux prescriptions médicales. Cette injonction est toute platonique ; elle ne porte pas avec elle sa sanction.

On tenta d'utiliser, pour suppléer à ce défaut, la loi du 19 juillet 1791 qui frappe d'une peine de 100 livres, la détention ou la vente de médicaments gâtés. Mais les médicaments préparés en dehors des formules du Codex ne sont pas nécessairement des médicaments gâtés ; de quel droit, s'ils sont sains, les assimilerait-on à des médicaments malsains ? C'est un principe solidement établi que, en matière pénale, les textes doivent être strictement interprétés, sans qu'on puisse les étendre par analogie à des cas nouveaux.

La jurisprudence crut alors pouvoir s'abriter derrière l'article 36 de Germinal et sa sanction qui est indiquée en ces termes par la loi du 29 Pluviose an XIII : « Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article 36 de la loi de Germinal, relatif à la police de la pharmacie, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle et punis d'une amende de 25 à 600 francs, et, en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, de dix jours au plus. »

Mais ce fut en vain que le Ministère public devant la Cour de cassation s'efforça, en 1837, d'obtenir condamnation par ce moyen. La Cour restreignit la portée de la sanction de Pluviose à la vente au poids médicinal par des personnes non pourvues du diplôme de pharmacien.

Il fallut se mettre en quête d'autre chose.

Ce fut la Cour de cassation qui eut le mérite en 1867 de voir juste, la première, et d'invoquer, avant toute autre juridiction, les dispositions générales des articles 29 et 30 de Germinal déjà cités et qui renvoient aux lois et règlements existants.

Son choix se porta, par analogie de matière, sur le règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748 qui vise précisément l'obligation de se conformer à ce qu'il appelle « le nouveau dispensaire » — qui dit dispensaire, dit Codex, le mot importe peu à la chose. Ce qui s'appliquait donc à celui-là devait évidemment s'appliquer à celui-ci, et l'identité de sanction, en cas de manquement à l'obligation, s'imposait.

La Cour de cassation, bien qu'elle eut manifesté tant de fois ses hésitations à l'égard de la législation antérieure à Germinal jusqu'à déclarer en 1837 que le règlement du Parlement de Paris de 1748 et la Déclaration de 1777 étaient abrogés, avait ainsi définitivement arrêté sa jurisprudence ; elle ne s'en est plus jamais départi depuis l'arrêt de 1867, tout à fait opposé à celui de 1837 auquel nous venons de faire allusion.

Enfin, de façon encore plus explicite, dans un arrêt du

19 mars 1903 — cent ans exactement après la promulgation de Germinal, — elle déclara que cette dernière loi, non seulement n'avait pas abrogé les deux textes qui lui sont antérieurs, mais en avait étendu la portée à toute la France.

Les insuffisances de Germinal ne se sont pas bornées aux seuls points que nous venons d'exposer, et il nous faut porter plus avant notre étude.

L'article 33 interdit aux pharmaciens l'exercice d'un autre commerce « dans les mêmes lieux ou officines ».

L'article 33 interdit encore, aux épiciers et droguistes, la vente des drogues simples « au poids médicinal ».

Le même article 33 et l'article 36 prohibent la vente des médicaments au poids du commerce par d'autres que par les épiciers.

Aucune de ces défenses n'est pourvue de sanction.

Ici encore, les tâtonnements et les variations de la jurisprudence furent nombreux.

Ce ne fut qu'en 1845 que la Cour de cassation rejeta, comme arbitraires, tous les systèmes qui avaient été adoptés jusque là, et reprit avec décision le droit chemin en se réclamant des lois antérieures à Germinal.

Dès lors, tout devint clair et aisé.

L'article 5 de la déclaration du roi du 25 avril 1777 punissait de 500 livres d'amende pour la première fois, et de plus grandes peines, en cas de récidive, les épiciers et toutes autres personnes vendant des drogues simples au poids médicinal.

L'article 6 de la même déclaration punit de 500 livres d'amende et de plus grandes peines, s'il y échet, tout non-diplômé qui débite des médicaments.

Les cas généraux de ces articles 5 et 6 de la déclaration sont précisément les cas visés par les articles 25, 33 et 36 de Germinal.

On ne peut qu'appliquer les sanctions portées par la déclaration de 1777, considérée comme toujours en vigueur, aux cas identiques que prohibe Germinal.

Les tribunaux, toutefois, firent plus encore. A l'aide de cette même déclaration, ils interprétèrent un certain nombre d'autres dispositions de Germinal et même leur donnèrent une certaine extension, afin de tarir la source de faits graves, préjudiciables au bien public, et que Germinal avait ignorés ou négligés.

C'est ainsi qu'une réponse ingénieuse fut trouvée à la question si troublante du prête-nom qui, de nos jours tout autant qu'au début de Germinal, donne lieu à de si nombreuses plaintes et à de si fréquentes poursuites ; de cette même déclaration s'établit, comme conséquence obligée, la nécessité du diplôme de pharmacien et de la propriété de l'officine chez la même personne, et aussi l'interdiction de posséder, en même temps, deux officines.

En effet, l'article 2 de la déclaration de 1777 s'exprime de cette sorte : « Les privilégiés, titulaires de charges, ne pourront se qualifier de maîtres en pharmacie et avoir laboratoire et officine qu'autant qu'ils posséderont et

exerceront personnellement leurs charges, toute location et cession de privilège demeurant interdites à l'avenir sous quelque prétexte et pour quelque motif que ce soit.»

Mais que le détours encore avant l'unification de la jurisprudence.

Le tribunal de la Seine avait jugé que la gérance d'une officine confiée, par son propriétaire non-diplômé, à deux pharmaciens diplômés, constituait le délit d'exercice illégal de la pharmacie et avait condamné le propriétaire et les gérants à l'amende en vertu de l'article 36 de Germinal et de la loi du 29 Pluviose an XIII.

La Cour de Paris réforma ce jugement, par ce motif « qu'aucune loi ne prescrit la réunion dans les mêmes mains de la propriété du diplôme de pharmacien et de la propriété du fonds de la pharmacie, et que, par suite, le propriétaire d'une officine peut faire gérer celle-ci par un pharmacien titulaire, pourvu que le gérant la dirige réellement et sérieusement ». (Paris, 31 juillet 1851, *P.*, 1852, 1, 297.)

Quelques années plus tard, dans une même espèce, le tribunal correctionnel de la Seine condamne à 100 francs d'amende pour exercice illégal de la pharmacie un non-diplômé qui avait donné à gérer l'officine dont il était propriétaire, et par application de l'article 36 de Germinal et de la loi du 29 Pluviose an XIII.

De nouveau, par les mêmes motifs que plus haut, la Cour de Paris, réforma le jugement (Paris, 15 février 1859, 5, 1859, 401).

Mais la Cour de cassation se montra nettement hostile à ces interprétations de la Cour de Paris et décida, par plusieurs arrêts, qu'il résulte des dispositions combinées de l'article 6 de la déclaration du roi du 25 avril 1777 et de la loi de Germinal, que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie, s'il n'est, en même temps, propriétaire du fonds et pourvu du diplôme de pharmacien (Cassation 25 juin 1859, 23 août 1860, 25 mars 1876.)

Ce ne fut qu'en 1860 que la Cour de Paris se décida à modifier sa première jurisprudence pour se ranger à celle de la Cour de cassation.

Voici très judicieusement exposée dans un jugement du tribunal de la Seine, en date du 16 décembre 1879, toute la doctrine en la matière.

« Attendu qu'aux termes des articles 1 et 2 de la déclaration du roi du 25 avril 1777, les maîtres apothicaires de Paris pouvaient seuls avoir laboratoires et officines ouvertes ; que les titulaires de charges ne pouvaient se qualifier maîtres en pharmacie et avoir laboratoires et officines que tant qu'ils possédaient et exerçaient personnellement leurs charges ;

» Attendu que, si le décret des 2 et 17 mars 1791 a prononcé la suppression de toutes les maîtrises et jurandes, la loi des 16 et 17 avril de la même année a reconnu la nécessité, par suite d'abus qui s'étaient introduits, de continuer à faire exécuter les lois, statuts et règlements existant au 2 mars, relatifs à l'exercice de la pharmacie, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué à cet égard ;

» Attendu que la loi du 21 Germinal an XI ne renferme aucun texte qui accorde au pharmacien le droit de substituer un mandataire ;

» Attendu que la santé publique est intéressée à l'accomplissement de cette prescription ; que la responsabilité du propriétaire de la pharmacie est la meilleure des garanties d'une bonne gestion ; que ces considérations si graves n'ont pas échappé à l'attention du législateur ; que la pensée qui avait dicté la déclaration de 1777, a guidé dans une voie semblable les rédacteurs de la loi de Germinal ;

» Attendu que les défenses et prohibitions édictées par la déclaration de 1777 ont été complètement reproduites dans la loi de Germinal ; qu'en effet, les articles 21, 25 et 26, en énumérant les conditions d'aptitude auxquelles sont soumis les pharmaciens, exigent que la patente pour exercer cette profession et tenir officine ouverte ne soit octroyée qu'à l'individu dûment breveté ; qu'ils supposent la réunion en la même personne de la propriété de l'officine et du titre de pharmacien ;

» Attendu que la dérogation à cette règle, caractérisée spécialement par un cas exceptionnel et un délai déterminé par l'article 41 de l'arrêté du 25 Thermidor, an XI, confirme le principe général ;

» Attendu que la loi de Germinal, loin de contenir une formule abrogative de la déclaration de 1777, renvoie, dans l'article 30, *in fine*, aux lois antérieures, pour toutes les contraventions non prévues par ces articles ; qu'il

résulte de ces diverses dispositions légales que le pharmacien pourvu de son titre régulier est tenu d'exercer personnellement sa profession ;

» Attendu que les prévenus en se livrant illégalement à l'exercice de la pharmacie, ont contrevenu aux dispositions des articles 1, 2 et 6 de la déclaration du roi du 25 avril 1777...

» Par ces motifs... »

Tout est dit et bien dit — tout ici est tiré exclusivement du droit et, de plus, conforme à l'intérêt public et aux nécessités d'une bonne et vigilante administration.

Ce jugement fut d'ailleurs confirmé par la Cour de Paris, le 7 janvier 1880 par adoption de motifs (*Gazette des Tribunaux*, 19 février 1880.)

Sur pourvoi, la Cour de cassation rendit l'arrêt suivant :

La Cour « sur le moyen unique du pourvoi tiré de la fausse application des articles 25 et 26 de la loi du 21 Germinal an XI et de la déclaration du roi du 25 avril 1777 ;

» Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 21, 25, 26 et 30 de la loi du 21 Germinal an XI et des articles 1, 2 et 6 de la déclaration du roi du 25 avril 1777, que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie s'il n'est à la fois propriétaire du fonds et muni du diplôme de pharmacien ;

» Attendu que, de l'ensemble des faits, la Cour d'appel de Paris a conclu avec raison que les prévenus avaient

contrevenu aux dispositions de la loi du 21 Germinal an XI et leur a justement appliqué la peine édictée par l'article 6 de la déclaration du 25 avril 1777 ;

» Attendu d'ailleurs que l'arrêt attaqué est régulier en la forme

» Rejette... » (Cassat. 22 avril 1880, P., 1880, 1078.)

MM. Briand et Chaudé ne se rangent pas à l'avis des arrêts de Cassation de 1859, 1860, 1876 ; d'après eux, aucun texte de loi ne s'oppose, en principe, à ce qu'un non-diplômé devienne propriétaire d'une pharmacie et que, de même, l'association sincère en vertu de laquelle le pharmacien seul ferait les préparations et les livraisons, l'associé non-diplômé s'occupant uniquement de la partie commerciale proprement dite, serait valable et ne saurait entraîner une condamnation.

D'après eux, les arrêts de Cassation visés ont statué pour des espèces où le pharmacien, associé ou gérant, ne gérait pas seul, et dans lesquelles les propriétaires non pharmaciens s'occupaient personnellement de la gestion. Ce sont ces considérations de fait qui ont entraîné la Cour à poser des principes trop absolus dont il ne faudrait pas exagérer l'application.

MM. Briand et Chaudé auront certainement modifié leur sentiment à la suite des décisions des 16 décembre 1879 et 22 avril 1880 dont les motifs sont tirés du fond même du droit pharmaceutique.

Il paraît d'ailleurs évident à tout homme impartial que l'exercice de la pharmacie est un art fort délicat qui

demande chez celui qui s'y adonne de la science et de la prudence.

L'attention du pharmacien ne saurait réellement être tenue en éveil que par la connaissance profonde de ce que présente de dangereux les produits maniés et par le sentiment averti de la responsabilité qu'encourt celui qui les délivre. Chez un salarié, cette connaissance et ce sentiment n'auront jamais autant de puissance que chez le propriétaire du fonds auquel il importe étroitement de procurer bonne renommée et prospérité.

Il est de peu d'intérêt que nous signalions que la déclaration de 1777 ne demeure pas survivante dans son absolue intégralité ; certains de ses points sont abrogés parce qu'ils ont été réglementés à nouveau ou parce qu'ils sont incompatibles avec des lois plus récentes. Nous avons suffisamment mis en relief les articles qui ont été conservés et dont les tribunaux font encore l'application aujourd'hui.

La loi du 23 juin 1908 a modifié les articles 29, 30 et 31 de Germinal sur l'organisation des écoles de pharmacie ; elle n'a pas maintenu le renvoi que ces articles faisaient aux lois et règlements anciens et actuels.

S'en suit-il que les sanctions qui étaient attachées à ces articles 29, 30 et 31 soient supprimées de telle sorte que les tribunaux ne puissent plus s'appuyer sur elles, ainsi qu'ils le faisaient antérieurement à la loi du 23 juin 1908. En aucune manière, ces sanctions demeurent et elles sont utilisées encore de nos jours pour des espè-

ces identiques à celles dont nous avons fait l'examen (Trib. Seine, 9 janvier 1913, etc.)

2^{me} SECTION. — *Détermination des peines*

Quelles sont donc les sortes de peines qu'édicte les anciens règlements? Les sanctions trouvées, il fallait, en effet, les déterminer.

Or, tantôt les règlements anciens édicte des peines assez imprécises dont le vague ne laisse pas que d'embarrasser.

Tel l'article 5 de la déclaration de 1777 qui, après avoir autorisé épiciers et droguistes à vendre en détail et au poids médicinal, certaines substances, ajoute : « le tout, en nature, sans préparation, manipulation, ni mixtion, sous peine de 500 livres pour la première fois et de plus grande peine en cas de récidive... »

Très bien pour la première fois ; mais que faudra-t-il de plus si le cas de récidive se présente? quelle peine ajouter à la première? Nous avons indiqué, en traitant de la récidive, l'opinion de M. Dubrac sur cette question et le jugement du tribunal de la Seine portant au double l'amende de 500 francs encourue par une sage-femme en récidive de l'exercice illégal de la pharmacie. Nous avons fait la critique de ce jugement, mais ce n'est pas là résoudre la question qui, au point de vue légal, demeure sans solution. La peine plus forte sera-t-elle une amende plus considérable ou se risquera-t-on à quelque chose de supérieur pris dans l'échelle des peines et qui serait la prison?

Tel encore l'article 6 de la même déclaration de 1777 : il défend à toute personne de débiter compositions ou préparations entrantes au corps humain en forme de médicaments et se sert de cette formule amorphe pour fixer la sanction : « sous peine de 500 livres d'amende ou de plus grande s'il y échet. »

Ces manières de s'exprimer, qui sont courantes dans notre ancien droit, font contraste avec la précision sèche et rude de nos Codes ; elles vont à l'encontre de notre système moderne de la légalité des peines que nous avons invoqué tout à l'heure, la loi déterminant et la faute à punir et la peine à lui infliger, en dehors et à l'abri de tout arbitraire du juge.

Il faut conclure que toute peine indéterminée ne saurait trouver place dans notre droit pénal, et que les aggravations indiquées par les lois et règlements anciens, en cas de récidive, n'ont guère de portée et qu'il paraît plus juste de n'en tenir aucun compte.

Tantôt encore les règlements anciens, non seulement comme nous venons de le dire, édictent des peines imprécises, mais aussi, et Germinal les imite en cela, ils se taisent sur certaines peines que le droit est dans l'obligation de prévoir en raison de leur utilité pratique.

La confiscation est une peine de cette nature ; mais, puisqu'elle est une peine, elle ne saurait être appliquée qu'en vertu d'un texte formel. Les peines de police sont, dit l'article 464 du Code pénal « ... 3° et la confiscation de certains objets saisis ».

Or, la loi du 21 Germinal an XI n'autorise pas la confiscation, exception faite toutefois de l'article 29 permettant aux inspecteurs de pharmacie de faire saisir, au cours de leurs visites, par les commissaires de police, toute drogue mal préparée ou détériorée.

La loi du 29 Pluviose an XIII n'autorise pas davantage la confiscation. Ainsi le déclarent deux arrêts de la Chambre criminelle des 18 mai et 15 novembre 1844. Il n'a pas fallu, en effet, moins de deux arrêts de la Cour suprême pour faire admettre par les tribunaux ce principe fondamental et général de notre droit criminel qu'il n'y a pas de peine sans loi : il suit de là que la confiscation ne peut être prononcée ni pour vente de remèdes secrets, ni pour vente de médicaments par un médecin hors le cas dit de propharmacie.

Les lois du 1^{er} août 1905 (art. 6) et 25 juillet 1908 ordonnent la saisie, la confiscation et la destruction des médicaments falsifiés, détériorés ou mal préparés.

La loi du 12 juillet 1916, sur les poisons, art. 4, §§ 1 et 3, donne une sanction analogue pour toute substance vénéneuse saisie en contravention des lois et règlements déterminant les mesures qui concernent et leur détention et leur vente. Toutefois, dit la loi, la confiscation des substances saisies ne pourrait être prononcée dans le cas où le pharmacien n'est qu'un gérant responsable à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

Nous venons d'énoncer que la confiscation, étant une

peine, ne saurait être appliquée qu'en vertu d'un texte formel. Cette règle est de stricte interprétation et ne permet pas d'appliquer la confiscation aux médicaments délivrés ou détenus contrairement aux prescriptions en matière de police de la pharmacie. Nous voyons, cependant, que la jurisprudence s'est risquée, une fois de plus, à faire œuvre d'interprétation en donnant à l'article 6 de la loi de 1905 une portée de même envergure que celle de l'article 29 de Germinal, abrogé. De même que cet article 29 invitait les inspecteurs de pharmacie à faire saisir toute drogue mal préparée ou détériorée, de même la jurisprudence étend de façon analogue la règle de l'article 5 en permettant la saisie du produit falsifié, alors même que la bonne foi du prévenu ne permet pas une condamnation.

De nouveau, le grand principe de la sauvegarde de la santé publique, qui domine tout le droit pharmaceutique, justifie la si large interprétation des textes par la jurisprudence ; c'est un motif pressant d'hygiène qui exige ici qu'on retire le plus rapidement possible de la circulation les produits de composition défectueuse.

Les règles concernant la fermeture des officines illégalement tenues ou irrégulièrement ouvertes tiennent de fort près à celles que nous venons d'indiquer au sujet de la confiscation. C'est l'intérêt de la santé de tous qui guidera le législateur et les tribunaux.

Une seule loi, mais d'une importance considérable,

la loi du 12 juillet 1916 autorise dans son article 4, la fermeture, pendant 8 jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit de contravention aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses a été constaté ; si la peine d'emprisonnement est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté, sera fermé de plein droit, durant toute la durée de l'emprisonnement.

On sait la gravité du fléau dont la loi a tenté, par cette peine si rigoureuse, d'enrayer la marche.

Parce qu'une unique loi permet dans un cas spécial la fermeture d'une officine, s'en suit-il que cette mesure de coercition soit impossible dans tant d'autres cas où l'intérêt général l'exigerait pourtant ?

Nullement ; l'autorité administrative, qui a pour obligation primordiale de veiller au bien de tous, peut procéder à cette fermeture par tous moyens. (Loi des 16 et 24 août 1791.)

De plus, la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, met parmi les attributions de la police municipale le soin d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques (art. 97 de la loi).

MM. Roux et Guignard, dans le *Guide de l'Inspecteur de pharmacie* font remarquer que, en dehors du cas où la fermeture d'une officine s'imposerait dans l'intérêt public, la fermeture n'appartient pas à l'autorité administrative. Il résulte, en effet, d'un avis en date du 17 mars 1892, délibéré et adopté par le Conseil

d'Etat, que les préfets dans les départements et le préfet de police à Paris, ne sauraient, en l'état actuel de la législation, procéder, par mesure de police, à la fermeture temporaire d'une officine illégalement tenue.

Le cas de l'intérêt général excepté, la fermeture d'une officine, qui présuppose toujours un délit, appartient au seul pouvoir judiciaire qui constate le délit.

Avant 1883, les tribunaux fondaient ce droit de fermeture sur les articles 25, 26, 28 de Germinal et sur l'article 10 de l'ordonnance du 9 Floréal an XI qui prescrit à tout individu ayant officine de pharmacie actuellement ouverte, et qui n'aurait pas été reçu pharmacien dans le délai fixé par la loi, de cesser la préparation et la vente des drogues et médicaments.

Un arrêt de Cassation — Chambre criminelle — en date du 2 octobre 1834, s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il est constaté que S... a une officine ouverte, sans être muni de diplôme, qu'en ordonnant que l'officine serait fermée, le tribunal de première instance a fait une juste application des articles 25, 26, 28 de la loi de Germinal... et que le tribunal de Saintes en confirmant sur l'appel... s'est conformé aux dispositions de cette loi ».

Or, les textes des articles 25, 26 et 28 qui viennent d'être allégués défendent bien d'avoir une officine sans un titre légal mais ne donnent pas au juge le pouvoir de prononcer la fermeture.

C'est un arrêt de la Chambre criminelle, du 7 décem-

bre 1883 (S., 1885, 1, 508) qui tranche sur les décisions précédentes et, pour la première fois, appuie le droit de prononcer la fermeture sur les principes du droit commun, en l'envisageant, d'une façon assez originale, comme une réparation au dommage causé à la salubrité publique.

« Sur le moyen tiré de ce que l'arrêt attaqué aurait violé les articles 4 et 9 du Code pénal, en ordonnant la fermeture de la pharmacie, alors qu'il n'y a en cause aucune partie civile et qu'ainsi la fermeture n'a pu être ordonnée qu'à titre de peine, bien que cette peine ne soit pas prononcée par la loi ;

» Attendu qu'aux termes des articles 161 et 189 du Code d'Instruction criminelle, les tribunaux de répression doivent non seulement prononcer la peine encourue par l'infraction, mais encore statuer sur les dommages-intérêts ; qu'en matière d'exercice illégal de la pharmacie, le dommage est évidemment dans l'existence de l'officine indûment ouverte, que la fermeture doit être ordonnée, non à titre de peine, mais à titre de réparation, qu'elle soit réclamée par la partie civile au nom de son intérêt privé, ou par la partie publique dans l'intérêt général ;

» Attendu que D... pour avoir, sans diplôme, ouvert une officine où il préparait et débitait des médicaments, a été condamné à 500 francs d'amende, en vertu de l'article 6 de la Déclaration royale du 25 avril 1777 ;

» Attendu, d'une part, que les infractions à la déclara-

tion de 1777, tout en justifiant la peine édictée par cette déclaration, entraînant, en outre, l'obligation de fermer l'officine illégalement ouverte, non comme peine, mais comme réparation du dommage causé à la salubrité et à la sécurité publiques ;

» Attendu, d'autre part, que le ministère public est, devant les tribunaux de répression, le représentant naturel et légal des intérêts de la salubrité et de la sécurité publiques ;

» Attendu, dès lors, que l'arrêt attaqué, en statuant ainsi, a fait une exacte application des articles 161 et 189 du Code d'Instruction criminelle... rejette ».

C'est toute la théorie juridique du droit de fermeture et le caractère exact de ce droit que détermine cet intéressant arrêt.

La fermeture ne peut pas être une peine dans ces différents cas puisque la loi ne prononce pas cette peine, et nous avons établi au début de ce chapitre à quel principe le juge est obligé d'obéir en matière de peine : *nulla poena sine lege*.

La fermeture peut être requise par le ministère public qui poursuit le fait d'exercice illégal de la pharmacie, soit en cas d'ouverture d'une officine par un non-diplômé, soit en cas de gérance ou de société illicite, et cela sans constitution de partie civile des concurrents ou des syndicats ; c'est là un état intermédiaire entre la peine et la réparation. Cet état tend au rétablissement, à la requête du ministère public et en dehors de

toute démarche du lésé, de l'état de choses, troublé par l'infraction.

C'est là, et nous insistons, non pas une peine, elle serait arbitraire, mais une véritable mesure de police.

La fermeture peut être aussi prononcée d'office par le tribunal lorsqu'il constate et réprime l'infraction à la loi.

Elle peut être aussi réclamée par la partie civile au nom de son intérêt propre ; devant les tribunaux de répression, en effet, comme devant les tribunaux civils, la partie civile peut obtenir la réparation entière de tout ce qui constitue une atteinte à son droit, ce droit lui-même n'ayant d'autre limite que l'intérêt en cause. Si donc il y a intérêt pour la partie civile à ce que soit fermée l'officine illégalement ouverte, le juge ne peut ni la lui refuser ni la différer, à moins toutefois que l'irrégularité relevée n'ait disparu.

3^{me} SECTION. — *Action publique et action civile*

Etudions, maintenant d'un peu plus près et plus au long, les droits de la partie civile — à laquelle nous venons de faire allusion — en matière d'infraction à la législation pharmaceutique.

Effleurons tout d'abord, en quelques mots brefs, le rôle et les droits de l'action publique.

Toute infraction donne naissance à un double droit :
au droit de la société de punir les délinquants ; il y a ici atteinte à l'ordre social ;

au droit de la personne lésée d'obtenir la réparation du dommage que lui a causé le fait illicite : il y a ici atteinte à un droit particulier.

Comme tous autres délits criminels, les infractions à la législation pharmaceutique ouvrent ce double droit et, par suite, deux sortes de poursuites.

L'action publique qui tend à la constatation du fait punissable, de la culpabilité du délinquant et à l'application des peines établies par la loi — elle est confiée au ministère public (art. 1^{er}, 6. I. C.).

L'action civile ou privée qui tend à la réparation du dommage causé à une personne physique ou morale et qui lui appartient en propre (art. 3, C. I. C.)

Une foule d'infractions à la loi pénale ne causent aucun dommage particulier susceptible de donner ouverture à une action civile. De même, de nombreuses fautes constituent des délits civils mais non des délits pénaux.

Les tribunaux correctionnels sont compétents pour connaître des infractions au droit de la pharmacie ; nous avons déterminé plus haut la nature de ces infractions et nous avons établi les raisons pour lesquelles, nonobstant leur nature mixte, elles demeurent soumises à l'article 179 du Code d'Instruction criminelle « qui remet aux tribunaux de première instance en matière civile la connaissance sous le titre de tribunaux correctionnels tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende ».

Ainsi, a-t-il été jugé, par exemple, pour le délit d'ouverture illégale d'officine, délit frappé d'une amende de 500 livres par la déclaration de 1777, et aussi, encore, pour le délit de vente de médicaments non conformes au Codex que le règlement du 23 juillet 1748 punit d'une amende d'égale importance.

Or, nous savons que toutes les peines portées par Germinal et par les lois antérieures sont de 500 francs d'amende et, pour quelques-unes, de six jours à deux mois d'emprisonnement.

En matière de poursuites pour infractions au droit de la pharmacie, l'ouverture d'une instruction judiciaire préalable n'est pas légalement nécessaire ; ces poursuites peuvent s'engager par voie de citation directe à la requête soit du ministère public, soit de la partie civile, comme nous le verrons sous peu.

Il n'est pas indispensable d'indiquer, dans la citation, la qualification du fait, ni même les textes dont la violation a motivé la poursuite ; une indication générale suffit, celle, par exemple « d'exercice illégal de la pharmacie ». Toutefois, lorsqu'il s'agit de falsification de médicaments, la loi de 1905 exige que le délit poursuivi soit qualifié, et que le texte violé soit mentionné.

Le juge ne peut statuer que sur les faits reprochés dans la citation, il n'a pas la faculté d'étendre, en quelque sorte, la culpabilité du prévenu ; c'est ainsi qu'il ne peut condamner pour infraction au décret du 14 septembre 1916 sur les substances toxiques, si la citation

reproche un simple débit illicite de médicaments qui tombe sous le coup de *Germinal*. Cependant les tribunaux ne sont pas liés par la qualification donnée aux faits qui leur sont déférés dans la citation par le ministère public ; il leur appartient de restituer eux-mêmes à ces faits leur véritable qualification.

Le juge peut condamner, par exemple, pour vente de remèdes secrets quand il y a poursuites pour vente de médicaments.

Cette faculté appartient même aux Cours d'appels au regard du jugement rendu en première instance. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, en date du 1^{er} mai 1868 décide que lorsqu'un jugement a condamné des prévenus pour le délit de falsifications de substances médicamenteuses, les juges d'appel ont le droit de substituer à cette prévention celle de tromperie sur la nature de la chose vendue.

Un pourvoi fut formé ; il se fondait sur ce que l'arrêt aurait à tort substitué la prévention du délit de tromperie sur la nature de la chose vendue à la prévention de falsification de substances médicamenteuses pour laquelle les prévenus avaient été poursuivis en première instance, la Cour de cassation — 31 juillet 1868 — rejeta ce pourvoi avec l'attendu suivant : « Attendu que l'arrêt attaqué, sans apporter aucune modification aux faits relevés contre les inculpés en première instance et qui consistaient à avoir fabriqué et vendu comme sirops de gomme des sirops dans lesquels cette substance man-

quait entièrement, s'est borné à substituer à la prévention, admise par les premiers juges, de falsification d'une substance médicamenteuse, la qualification plus régulière de tromperie sur la nature de la chose vendue, qu'en procédant ainsi, les juges d'appel n'ont fait que d'user du pouvoir qui leur appartient d'apprécier les faits dans leurs rapports avec les lois répressives et d'en déclarer le caractère légal, et qu'ils n'ont ni commis un excès de pouvoir, ni porté atteinte aux droits de la défense ».

Il y a d'ailleurs un moyen tout à fait élastique — le mot est de mise — qui permet l'extension presque sans limite des faits incriminés ou leur qualification plus étendue : c'est l'emploi des qualifications générales, ou mieux génériques, qui, par le vague de leur compréhension peuvent s'appliquer à plusieurs cas ; la plus caractéristique et la plus usitée de ces qualifications est celle « d'exercice illégal de la pharmacie » que nous citions à l'instant et qui peut embrasser tout délit contraire au droit de la pharmacie, qu'il s'agisse de l'ouverture de l'officine, d'une vente de remèdes secrets, d'association prohibée, de vente ou de détention indue de substances vénéneuses à l'encontre du décret du 14 septembre 1916.

Mais puisque le juge de l'action est le juge de l'exception, le tribunal demeure compétent pour apprécier, s'il y a lieu, tout moyen de défense que peut alléguer le prévenu, fut-ce même un moyen de pur droit civil. C'est ainsi, pour ne rappeler que cette espèce, que le tribunal correctionnel de Nancy eut à examiner, en 1868, la

valeur et la sincérité d'un acte de vente produit à sa barre par un pharmacien accusé de n'être que le prête-nom d'un non-diplômé. Le prétexte ainsi mis en avant se retrouve fréquemment dans les affaires analogues ; le gérant d'une officine est propriétaire apparent en vertu d'un acte de vente aux formes régulières, mais simulé, qu'une contre-lettre ramène à sa juste valeur.

Il n'y a pas lieu de nous étendre sur cette matière de l'action publique ; elle appartient surtout au droit pénal général.

L'action civile est celle qui naît d'un délit pénal et qui peut être portée en même temps devant les mêmes juges que l'action pénale (art. 3, § 1^{er}, C. I. C.).

Elle est accordée à tous ceux qui ont souffert du dommage causé par une infraction (art. 1^{er}, § 2, C. I. C.), personne physique ou morale, pourvu que le dommage, pécuniaire ou moral, soit actuel, personnel et direct.

Elle s'exerce soit par une citation directe qui saisit les tribunaux (art. 182, C. I. C.), soit par une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction (art. 63, C. I. C.).

Nous ne parlons pas de l'exercice de l'action civile devant les tribunaux civils, puisque nous nous cantonnons dans le droit pénal.

Une règle de droit commun donne à toute personne lésée la faculté d'agir ou d'intervenir dans les poursuites du ministère public, à cette fin que soit réparé le dommage.

Ce droit, qui est universellement reconnu et qui est incontestable, a été cependant contesté aux pharmaciens.

Les variations de la jurisprudence au sujet de l'exercice illégal de la pharmacie sont curieuses à étudier ; cette étude, nous l'avons faite au début de ce chapitre, en traitant des sanctions aux infractions du droit pharmaceutique. Nous avons vu que ce n'est que peu à peu que la jurisprudence a trouvé le moyen de protéger efficacement la santé publique.

Non moins curieuse est à observer l'évolution de la reconnaissance pleine et entière par la jurisprudence du droit de poursuivre les infractions à la législation pharmaceutique.

Ce droit fut d'abord nettement refusé aux pharmaciens, sous prétexte que leur législation ayant été faite dans un but d'intérêt général, celui de la santé publique, il n'y avait pas lieu de faire figurer à son occasion des intérêts privés.

Plus tard, quand ce droit fut reconnu en principe, on continua à en contester l'exercice, pour cette raison que le préjudice était de minime importance et très difficile à évaluer. Plus tard encore, des difficultés plus sérieuses surgirent sur la question de la nature du préjudice ; celui-ci devait-il être nécessairement matériel ou un préjudice moral était-il suffisant ?

Enfin, dernier palier : les pharmaciens doivent-ils agir individuellement, en leur nom personnel, ou ont-ils

la faculté d'agir au nom et comme membres d'une société ou, tout au moins, collectivement ?

Voici en quelles circonstances il fut statué par la Cour suprême, solennellement, toutes chambres réunies, sur l'action des pharmaciens.

Trente et un non-diplômés furent poursuivis directement par le ministère public devant le tribunal correctionnel de la Seine pour exercice illégal de la pharmacie ; trente-deux pharmaciens de Paris voulurent intervenir et se porter partie civile. Le jugement rejeta leur intervention, le 25 avril 1832 ; la Cour de Paris confirme le jugement, « considérant que le droit de se constituer partie civile dans un procès correctionnel n'appartient qu'à la partie qui éprouve un préjudice résultant directement du délit ou de la contravention, objet de la poursuite et qui, par conséquent, aurait le droit d'intenter elle-même l'action correctionnelle ; que les appelants n'ont pas, en leur qualité de pharmaciens, et à raison du dommage qu'ils prétendent éprouver par le résultat d'une concurrence illicite, le droit d'intenter l'action dont il s'agit au procès, ni, par conséquent, celui d'intervenir comme parties civiles, qu'ils ne peuvent être considérés comme parties lésées dans le sens de l'article 63 du C. I. C. » (Paris, 19 mai 1832.)

Sur le pourvoi, l'arrêt fut cassé.

« Attendu que la vente et l'exposition des médicaments sont exclusivement attribués aux pharmaciens, reçus après les épreuves établies par l'autorité publique ; que

dès lors les pharmaciens reçus ont un intérêt actuel et un droit né à empêcher la vente des médicaments par des individus sans titre légal ; que si cette prohibition de la loi est faite dans un intérêt public, la loi n'exclut pas le concours des pharmaciens pour la découverte et la répression des contraventions qu'elle prévoit et punit ; qu'au contraire, la société ne peut que profiter de ce concours : que l'intervention des pharmaciens dans leur intérêt privé, n'étant pas prohibée par la loi de la matière, doit être jugée d'après les principes du droit commun ; Attendu que d'après les articles 1 et 63 du C. I. C. toute personne lésée par un crime, un délit ou une contravention, peut en rendre plainte et se constituer partie civile ; que l'action en réparation du dommage causé peut être exercée par tous ceux qui en ont souffert, quelle que soit la difficulté qui puisse s'élever pour l'appréciation de ce dommage ; Attendu que, d'après l'article 3 du même Code, l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique d'où il suit, qu'en déclarant, dans l'espèce, les pharmaciens, légalement commissionnés à Paris, non recevables dans leur intervention, la Cour de Paris a violé les articles 1 et 3 du Code d'Instruction criminelle, combinés avec les articles 35 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI. » (Cass., 1^{er} septembre 1832 ; *Dall.*, 1832, 1, 393).

La Cour de Rouen, devant qui l'affaire fut renvoyée déclara, comme la Cour de Paris, les pharmaciens non

recevables, mais pour le motifs ci-dessous, différents de ceux de la Cour de Paris.

« Attendu que dans tous les actes de la procédure les pharmaciens intervenants se qualifient comme composant la Société pharmaceutique, et, en cette qualité, ayant un intérêt commun, agissant conjointement et solidairement, ou se disant simplement la commission des pharmaciens de Paris ;

» Attendu que depuis les décrets de l'Assemblée constituante qui ont supprimé les corporations d'arts et métiers, les citoyens qui exercent le même art ou la même profession ne peuvent former en nom collectif des pétitions ou des actions et demandes en justice ;

» Attendu que la loi du 21 Germinal an XI est une loi d'exception qui est exclusivement d'ordre public ; que les prohibitions qu'elle contient ont été établies dans l'intérêt général de la santé des personnes, et non dans l'intérêt mercantile des pharmaciens ; que celui qu'ils provoquent n'est point un intérêt qui leur soit propre ou personnel ; que c'est un intérêt de société qui n'est puisé que dans l'intérêt général, dont ils ne sont point les gardiens ;

» Attendu que quand la loi a exigé d'eux des épreuves pour exercer la pharmacie, elle ne leur a pas donné d'action contre ceux qui s'y livreraient sans avoir subi les dites épreuves ;

» Attendu qu'au ministère public seul appartient l'action en répression de ces sortes de contraventions ; que le concours des commissaires de police lui suffit toutes

les fois qu'il y a lieu de l'intenter, et qu'il n'a pas besoin pour cela de celui des pharmaciens ; que ceux-ci peuvent lui porter des plaintes en forme de dénonciation des abus qui se commettent, mais que là se borne leur droit, parce qu'ils ne peuvent exploiter à leur profit des interdictions créées à tout autre dessein que celui de les enrichir ;

» Attendu, au surplus, qu'en écartant même les fins de non-recevoir ci-dessus, et en admettant leur intention en vertu des articles 1, 3 et 63 du Code d'Instruction criminelle, il faudrait, du moins, qu'ils justifassent d'un dommage individuel et appréciable au soutien de leur intervention ; et comme ils ne proposent aucun moyen ni élément d'appréciation du dommage par eux réclamé, comme ils n'indiquent aucune base pour en asseoir les condamnations, et laissent le tout dans le domaine de l'arbitraire, il en résulte qu'ils sont tout à la fois non recevables et mal fondés dans leur demande. » (Rouen, 25 janvier 1833).

Ainsi dans les deux arrêts étaient accumulés tous les obstacles légaux que nous avons résumés, il y a quelques lignes à peine, et de façon à rendre inopérante l'action ou l'intervention des pharmaciens en vue de poursuivre la réparation du dommage qu'ils auraient pu subir individuellement ou collectivement.

Mais il y eut nouveau pourvoi et, cette fois, comme il est de droit, la Cour statua, toutes chambres réunies ; sur les conclusions conformes du procureur général, elle rendit le très remarquable arrêt suivant, duquel nous ne

mentionnons que les attendus qui se rapportent à notre sujet, dont l'importance d'ailleurs est fondamentale en la matière.

» Attendu, 2° qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à la réparer, et qu'aux termes des articles 1, 3, 63 et 66 du Code d'Instruction criminelle, l'action civile du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention, peut être exercée et poursuivie contre le prévenu par ceux qui ont souffert ce dommage, en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ; que les lois du 21 Germinal an XI et 29 Pluviose an XIII ne contiennent aucune dérogation à ces règles du droit commun ; qu'une pareille dérogation peut d'autant moins être suppléée que ces lois ayant établi, dans l'intérêt de la société, le droit exclusif des pharmaciens, et le soumettant, par le même motif, à des conditions et des charges, sont nécessairement et, par cela même, protectrices du droit qu'elles leur attribuent ;

» Attendu, 3° que l'exercice illégal de la pharmacie porte nécessairement un dommage aux pharmaciens, puisqu'il constitue une usurpation des droits qui leur sont garantis par la loi ; que le fait même de cette concurrence illicite donnant un intérêt actuel et un droit né tant à en arrêter la continuation qu'à obtenir la réparation du dommage consommé, il s'ensuit que l'action en réparation de ce dommage repose sur une cause légale et dès lors que

cette action est recevable ; que, d'autre part, aucune loi ne défendant à un ou plusieurs pharmaciens d'une ville d'agir, soit à raison d'un dommage spécial, soit à raison de leur part dans un dommage commun, il s'ensuit que l'action d'un certain nombre de pharmaciens de Paris était encore recevable, alors même que les autres pharmaciens de la même ville n'agissaient pas avec eux ;

» Attendu, 4° que la difficulté d'apprécier un dommage ne rend pas non recevable l'action en réparation de ce dommage ; que cette difficulté, qui peut exister relativement à d'autres dommages que ceux résultant de concurrences illicites, n'a pas empêché la loi de confier, dans tous les cas, l'appréciation du dommage et sa réparation à la sagesse des tribunaux, qui en effet, ont fait souvent usage de ce pouvoir en cas de concurrences illicites ; que, lorsque les tribunaux ne croient pas avoir les éléments nécessaires pour arbitrer d'office, ils peuvent ordonner toutes les voies d'instruction qui leur sont ouvertes par la loi, mais qu'il ne leur appartient pas de déclarer l'action non recevable avec condamnation du demandeur aux dépens, à raison de la seule difficulté d'apprécier le quantum d'un dommage reconnu en principe ; que, dans l'espèce et dans les conclusions posées devant la Cour d'appel, les pharmaciens intervenants avaient expressément déterminé les dommages-intérêts qu'ils demandaient contre chacun des contrevenants, et, par conséquent, le préjudice qu'ils prétendaient avoir éprouvé par les faits desdits contrevenants, lesquels alors étaient déclarés tels

et condamnés par jugement et arrêt rendus sur la poursuite du ministère public. » (Cassat. cham. réun., 15 juin 1833 ; *Dall.*, 1833, 1, 240).

Ainsi, à l'encontre des arrêts de Paris et de Rouen, la Cour suprême, après avoir rappelé les principes généraux en matière d'action civile, reconnaît que les pharmaciens ont le droit de se porter parties civiles ou de poursuivre directement, car les lois du 21 Germinal an XI et 29 Pluviose an XIII n'apportent aucune dérogation au droit commun ; que la difficulté d'évaluer le dommage n'est pas une fin de non-recevoir, sous réserve toutefois, que si la lésion est peu importante, de n'accorder pour tous dépens que les seuls dommages-intérêts.

Cet arrêt de Cassation de 1833 forme jurisprudence et bientôt la Cour de Paris elle-même, sur l'appel d'un jugement du tribunal correctionnel qui avait refusé des dommages-intérêts par le motif que les contraventions constatées n'avaient causé qu'un préjudice peu important, émendant le jugement, alloua à la partie appelante 300 francs de dommages-intérêts « considérant dit l'arrêt, que le préjudice ne doit pas être apprécié seulement à raison des cas partiels de contraventions dont il a été possible d'acquérir la preuve, mais aussi d'après l'ensemble des circonstances qui établissent la continuité et la gravité des mêmes contraventions ».

Dès lors, les tribunaux firent, en toute occasion utile, l'application des principes que nous venons d'énoncer, et l'action civile fut très largement ouverte aux pharmaciens.

Il est évident que si l'intérêt général et la santé publique sont les causes premières, les raisons d'être du monopole des pharmaciens, ceux-ci n'en sont pas moins, grâce à lui, pourvus d'avantages précieux qui leur appartiennent et pour lesquels réparation leur est due en cas de lésion ; c'est l'article 1382 du Code civil. Sans doute, il appartient au lésé de prouver l'étendue du dommage subi, tout comme il appartient exclusivement au juge du fond de l'évaluer.

Quant au peu d'importance de ce dommage, il faut tout d'abord tenir compte, comme le dit très bien le dernier arrêt de la Cour de Paris que nous avons rapporté, de la continuité des actes délictueux. En outre, il est un moyen simple, mais très rationnel, de donner à ces actes leur vraie valeur par l'accord, en une seule action ou intervention, de tous ceux qui en ont souffert. C'est ce que les pharmaciens ont parfaitement compris avant même la loi syndicale de 1884 ; nous avons eu un exemple typique de ce groupement dans le procès de 1831 que nous avons rapporté avec amples détails.

Depuis 1884, les procès d'exercice illégal de la pharmacie sont plus ordinairement intentés et menés par les syndicats professionnels pour des raisons techniques, financières et juridiques qui rendent aux lésés l'action des tribunaux plus facile et moins onéreuse.

On vit reparaître, à cette occasion, la controverse d'autrefois : le pharmacien doit-il agir individuellement en son nom personnel ou les pharmaciens peuvent-ils

agir au nom et comme membres d'une association syndicale ?

Les syndicats de pharmaciens se hâtèrent de faire usage de tous les droits d'ester en justice que leur ont accordé les diverses lois syndicales, dont nous parlerons à loisir plus bas, en passant des seuls intérêts matériels de la profession à l'ensemble des intérêts de celle-ci, dès qu'ils sont lésés par tout acte d'exercice irrégulier de la pharmacie.

Les tribunaux n'ont cessé d'accueillir cette intervention des syndicats, et il est désormais de jurisprudence constante que les pharmaciens — tout aussi bien du reste que les médecins et les dentistes pour ce qui regarde leur art particulier — ont qualité pour poursuivre la répression du délit d'exercice illégal de la pharmacie et qu'ils peuvent exercer cette action correctionnellement en se portant partie civile. Parmi les nombreuses décisions qui ont expressément consacré ce principe pour les pharmaciens, nous pouvons citer : Paris, 20 janvier 1886 ; Lyon, 8 mars 1888 et 15 mars 1888 ; Grenoble, 26 juillet 1889 ; Lyon, 3 juin 1890 ; Paris, 10 décembre 1891 ; Rennes, 26 décembre 1891 ; Grenoble, 7 juillet 1892 ; Cassation, 5 janvier 1894 ; Toulouse, 11 novembre 1898 ; Agen, 15 novembre 1900 ; Rouen, 11 décembre 1902 ; Douai, 29 février 1904 ; Cassation, 18 novembre 1904 ; Alger, 2 novembre 1907 ; Paris, 1^{er} Février 1908 ; Cassation, 25 juin 1908 ; Lyon, 24 février 1909 ; Jonzac, 30 avril 1908 ;

Yvetot, 24 février 1909 ; Bordeaux, 26 mars 1909 ; Toulouse, 28 juillet 1919, etc.

On voit quelle unanimité et quelle continuité dans l'application de ce principe fondamental du droit des syndicats.

On trouve cependant dans quelques décisions de justice assez récentes certaines défaillances de la part des tribunaux, par suite d'une inexacte interprétation et application de la jurisprudence de la Cour de cassation dans des cas particuliers antérieurs à la loi du 5 août 1908 ; il s'agissait là de syndicats intervenant dans des poursuites contre des fraudeurs ; ces syndicats n'avaient évidemment aucun intérêt à intervenir en vertu de la loi de 1884. Pour obvier à cette véritable lacune de la législation sur les fraudes, et toujours dominé par la préoccupation de protéger la santé publique, nos législateurs ont voté les lois de 1907 et de 1908 qui accordent aux pharmaciens la faculté de joindre leur action à l'action publique pour la répression des fraudes.

Ce que nous appelions, tout à l'heure, la défaillance des tribunaux n'était donc en réalité que la conséquence de la défaillance légale. Dès qu'il fut suppléé à celle-ci en matière de fraudes, la jurisprudence de la Cour de cassation reçut, en toute occasion, son application normale, même pour les faits de fraude postérieurs à 1908.

Dorénavant :

a) En vertu des articles 3 et 6 des articles de la loi du 21 mars 1884, complétés par les deux lois postérieu-

res, il appert qu'un syndicat, constitué en vertu d'un intérêt général, peut ester en justice pour la conservation de son patrimoine ou la défense des intérêts collectifs dont il a la garde, que pour cette dernière, il a le droit d'exercer non seulement les actions qui, n'étant pas dans le commerce ne peuvent être exercées par aucun de ses membres, mais encore celles qui sont justifiées par un intérêt collectif évident ayant pour objet la défense des intérêts généraux de la profession. Cette action d'un syndicat est recevable, alors même que, de fait, elle paraîtrait profiter plus spécialement à certains de ses membres pourvu qu'il y ait constatation que l'intérêt corporatif, que les prérogatives de la profession ont été lésés.

b) En vertu de l'article 2 de la loi du 5 août 1908 complétant la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes, tout syndicat, formé conformément aux lois sur la matière, peut exercer les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67, 68 du Code d'Instruction criminelle, relativement aux faits de fraude et de falsification prévus par les lois, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

C'est la loi du 14 mars 1920 (article 5, §§ 1 et 2) qui a permis à l'action syndicale de s'exercer, qu'il s'agisse d'un préjudice « direct ou indirect » aux intérêts corporatifs.

CHAPITRE VI

Modifications apportées au droit de Germinal par nos lois récentes

L'étude du droit pharmaceutique, que nous avons menée jusqu'à ce moment, nous conduit aux constatations suivantes :

Le droit pharmaceutique est une branche du droit pénal.

Les infractions à ce droit ont un caractère particulier : elles tiennent de la nature du délit et de la nature de la contravention.

Des conséquences juridiques, importantes au point de vue pénal, découlent de ce caractère mixte.

Les infractions à ce droit sont sanctionnées par des peines dont la plupart ont été prises en dehors même de la loi de Germinal an XI, charte de tout ce droit ; elles ont été puisées à des sources variées et même dans les anciens textes, en deça de la Révolution.

La loi de Germinal étant une loi plus que centenaire, il n'est pas surprenant qu'indépendamment de ses défaillances propres, on constate chez elle un certain nombre de dispositions qui cadrent mal avec l'état actuel de la société et avec ses développements nouveaux.

L'archaïsme et l'insuffisance de son texte ne sauraient lui être imputés à grief ; il n'était guère possible de prévoir, lors de la discussion qui en fut faite au Tribunat le prodigieux essor des sciences physiques et chimiques, les modifications radicales des conditions de toute vie, l'extension formidable de la technique industrielle, le développement du commerce moderne dans les manifestations si diversifiées de son activité.

Qui eut pu deviner que l'art de la pharmacie allait se transformer, contrairement à la tradition de toujours, en un commerce proprement dit et que la jurisprudence admettrait, avec netteté, ce caractère commercial, y compris toutes les conséquences de droit qui en découlent, pour et contre le pharmacien.

Germinal néanmoins vit toujours et nous régit toujours ; cette loi reste la loi fondamentale de la pharmacie et aussi le complément nécessaire de la loi sur l'exercice de la médecine, puisqu'il est vrai, comme le dit Fourcroy, que le traitement heureux des maladies suppose la bonne préparation des médicaments. C'est à cette base du droit professionnel, à cette antique et encore si solide charpente, qu'il faut revenir quand il s'agit d'établir et d'étayer des manifestations les plus essentielles de la vie pharmaceutique : ouverture d'une officine, propriété d'une officine, gestion ou transmission d'une officine, détention et vente des médicaments, responsabilité professionnelle.

Ce phénomène de longévité, que nous nous plaignons

à constater dans *Germinal*, peut trouver une très plausible explication dans la difficulté, signalée déjà, de réunir et de faire accorder, dans un seul et même document législatif régissant l'ensemble de la profession, des intérêts contraires et même contradictoires, et, en outre, du même coup, sauvegarder les intérêts, plus précieux encore que les intérêts commerciaux ou corporatifs, de la santé publique.

Il serait, à la vérité, exagéré et injuste de prétendre que *Germinal* soit demeuré sans perfectionnement, et, en quelque sorte, figée dans son immobilité, au cours du siècle dernier et que le droit pharmaceutique se trouve en voie de dépérissement à cause même de son grand âge.

Depuis plus d'un demi-siècle, il y a eu tout un travail de rajeunissement de notre droit, travail auquel plusieurs facteurs ont coopéré à des degrés divers.

1^{re} SECTION. — *Dispositions législatives récentes.*

Et tout d'abord, le législateur lui-même qui, à défaut d'un remaniement en bloc, a su, à toute époque, apporter à son œuvre primitive des développements sur un grand nombre de points particuliers, inconnus ou méconnus auparavant, et dont le hasard des événements a mis en relief, petit à petit, l'importance.

Ces innovations ont été, pour la plupart, d'heureuses et intelligentes accomodations aux exigences et aux

besoins de notre temps à mesure que la situation du pharmacien suivait, d'un élan nécessaire, l'évolution sociale ; elles constituent d'incontestables progrès.

De cette œuvre législative, nous ne citerons que les documents les plus récents, sans aller au delà de ces cinquante dernières années :

Loi du 30 novembre 1892 concernant la prescription des prix des médicaments ;

Loi du 25 avril 1895 sur les sérums, plusieurs fois modifiée par les lois du 15 février 1912 sur la santé publique ;

Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes sur les marchandises ;

Loi du 1^{er} avril 1898 sur les officines de mutualité ;

Loi du 19 avril 1898 sur l'unification des diplômes ;

Loi du 25 juin 1908 sur l'inspection des pharmacies ;

Loi du 9 avril 1916 sur les droits des veuves et des héritiers.

Un certain nombre de dispositions législatives et de décrets sur les eaux minérales, naturelles ou artificielles, dans leurs rapports avec la pharmacie, ont été ajoutées, en ces dernières années, à la législation toujours existante de l'arrêt du Conseil du Roi du 5 mai 1781 et de l'arrêté du Directoire du 20 Floréal an VII.

Loi du 15 juin 1922, sur les droits des enfants de pharmaciens, étudiants en pharmacie ou mariés à des pharmaciens ;

Loi du 4 juillet 1921 sur les saisies, prélèvements.

expertises des produits médicamenteux, hygiéniques ou toxiques ;

Loi du 12 juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine, la cocaïne. Cette loi et le décret du 14 septembre 1916 ont remplacé les prescriptions trop étroites et insuffisantes de la législation antérieure, notamment des articles 34 et 35 de la loi de Germinal, de l'ordonnance du 29 octobre 1846, du décret du 1^{er} octobre 1908 et généralement de toutes les dispositions contraires rendues en exécution de la loi du 19 juillet 1895.

Aux pharmaciens, pour nous limiter à ceux-ci, comme il convient — car la loi et le décret sur les toxiques dont nous parlons ont aussi une portée générale — sont imposées, sous des peines d'une rare sévérité, les obligations les plus minutieuses en matière de détention, de conditionnement et de délivrance des toxiques limitativement énumérés et classés en trois catégories, dont la principale, réglementée avec plus de précision encore que les deux autres, est celle des stupéfiants.

La législation nouvelle a également touché à la question si brûlante à tant d'égards, des remèdes secrets.

Cette question met en jeu, en effet, tout à la fois, et l'obligation de ne vendre que des médicaments conformes au Codex, et le principe de la responsabilité personnelle du pharmacien détaillant incompatible avec le fait de délivrer des produits d'autrui sous le cachet d'au-

trui — le flacon cacheté se défend contre le contrôle de qui le vend au public, — et enfin, l'existence d'une des sources les plus fécondes de la richesse nationale.

La vente, et même l'annonce et la mise en vente des remèdes secrets sont prohibées par les articles 32 et 36 de Germinal, par la loi du 29 Pluviose an XIII, par les décrets des 25 Prairial an XIII, des 18 août et 26 décembre 1810 et la loi du 30 mai 1850

Le 1^{er} alinéa de l'article 32 de Germinal formulait une prohibition impraticable : il est ainsi conçu : « les pharmaciens ne pourront livrer et débiter les préparations médicales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par des docteurs en médecine ou en chirurgie ou par des officiers de santé et sous leur direction ».

Il ne paraît guère légitime d'astreindre le pharmacien à exiger de son client une ordonnance pour tout médicament, quelque peu important et inoffensif qu'il puisse être. Ne convient-il pas de tenir compte des connaissances qu'on exige du pharmacien et qu'il doit prouver avant d'être reçu, de son existence légale, en un mot de toutes les garanties morales et scientifiques qu'il est censé présenter ?

Aussi, à la défense absolue de Germinal, le décret du 25 Prairial an XIII voulut apporter un tempérament et admit quelques exceptions qui paraissaient seulement restreindre cette défense, mais qui, en réalité, la levait en son entier ; tout d'abord elle autorise tous les remè-

des et toutes les préparations approuvés conformément à la législation antérieure à Germinal, laquelle, en effet, avait cherché à réglementer la vente des médicaments. Prairial ne se borne pas à cela, il déclare autorisé tous les remèdes approuvés par des écoles de médecine ou par des médecins réunis et dont la distribution serait permise par le gouvernement.

La latitude de vendre des médicaments quelconques était presque indéfinie : aussi, bientôt, les désagréments de pareille licence furent si grands qu'il fallut revenir au régime prohibitif par le décret impérial du 18 août 1810.

Toutes ces variations dans la législation des remèdes secrets indiquent bien la difficulté qu'il y a, sur ce point, comme sur tant d'autres qui intéressent la matière pharmaceutique, à concilier la théorie et la pratique. La législation et la jurisprudence concernant l'annonce et la vente des remèdes secrets ont été pour l'administration un constant sujet d'embarras, pour les inspecteurs de pharmacie une cause d'hésitation et de doute, pour les tribunaux une raison de décisions variées et même contradictoires.

Cependant, de nombreux arrêts de la Cour de Paris et surtout de la Cour de cassation, il résulte que doit être considéré comme remède secret, tout médicament qui ne rentre pas dans l'une des quatre classes suivantes :

1° Médicaments dont la formule est inscrite au Codex

et que les pharmaciens préparent dans leurs officines : ce sont là les remèdes officinaux.

2° Médicaments composés sur prescription spéciale d'un médecin : ce sont là les remèdes magistraux.

3° Médicaments achetés ou rendus publics par le Gouvernement conformément aux décrets des 18 août et 26 décembre 1810.

4° Médicaments dont la formule a été, après l'assentiment des possesseurs ou inventeurs, publiés dans le *Bulletin de l'Académie de Médecine*, sur l'avis de cette Compagnie et après approbation du Ministère de l'Agriculture, en exécution du décret du 3 mai 1850.

Mais, d'une part, les prohibitions de la loi, d'autre part, la lenteur de la procédure d'approbation instituée pour donner droit de libre circulation aux médicaments nouveaux firent reculer les inventeurs et ne permirent pas les larges résultats que l'on était en droit d'espérer.

Et l'intempérance de la réclame et la fantaisie des inventeurs continuèrent à se donner libre carrière.

Les nombreux médicaments, découvertes du jour, annoncés chaque matin, à grands appels tapageurs, par demi-page et page entière dans les gazettes politiques et médicales et que les pharmaciens vendent librement, que les médecins prescrivent quotidiennement, ne sont ni approuvés ni autorisés.

Ils constituent donc des remèdes secrets dont l'annonce même n'est pas permise, en vertu de l'article 36 de Germinal, dont la vente libre est interdite aux phar-

maciens, en vertu de l'article 32 de cette même loi, dont la vente même sur ordonnance médicale devrait être considérée comme prohibée, si nous nous en rapportons à un arrêt de Cassation duquel il résulte que les ordonnances médicales, qui ne contiennent aucune formule et renferment seulement la prescription d'un remède qui n'est pas au Codex ou non légalement publié, ne donnent pas à ce remède le caractère d'un médicament magistral.

Si des poursuites étaient exercées contre les fabricants, les annonceurs ou les vendeurs de ces remèdes secrets, elles devraient fatalement, en vertu des lois existantes, entraîner une condamnation — bien entendu abstraction faite du décret si récent de juillet 1926 dont nous parlerons bientôt.

Mais, en haut lieu, on a compris, de tout temps, que les poursuites qui pourraient être engagées seraient surabondantes à l'excès, qu'il y a profit à ménager des intérêts d'ailleurs respectables en eux-mêmes. On s'est rendu compte aussi qu'il fallait favoriser une des branches les plus importantes et les plus rémunératrices de notre commerce d'exportation ; et par suite d'un accord tacite et éminemment respectable, les tribunaux intervinrent de plus en plus rarement et une tolérance générale s'établit peu à peu et même s'imposa.

Bien mieux, le Gouvernement se décida à tirer parti à son tour, de la vogue sans cesse croissante des remèdes secrets : non sans habileté et sans craindre de faire

naître légalement ce dont il parlait légalement, il méconnut en partie le principe d'absolue interdiction édicté par Germinal et, au lieu de punir l'annonce, il s'en fit un moyen de ressources importantes par un impôt « sur les médicaments préparés à l'avance, préconisés et vantés au moyen de la réclame ».

Les lois de finances des 30 décembre 1916 (article 16) et 31 décembre 1917 (article 29) établissent l'impôt sur les médicaments préparés à l'avance, venons-nous de dire, or, tels sont les spécialités pharmaceutiques et les remèdes secrets proprement dits dont nous fixerons tout à l'heure les caractères propres et distinctifs.

Le régime fiscal ainsi établi était le suivant : est passible de l'impôt, tout produit ayant une qualité préventive ou curative et présenté avec une dénomination particulière emportant notamment priorité d'invention. Toutefois, l'impôt n'était pas exigible pour le produit dont la formule *intégrale* était portée sur l'étiquette ou le conditionnement c'est-à-dire permettant la reconstitution parfaite du médicament dans tous ses éléments.

Le taux et l'assiette de l'impôt établi par les lois de 1916 et de 1917 furent modifiés à différentes reprises.

L'article 31 de la loi du 4 avril 1926 donna une base nouvelle au régime fiscal et décida que l'impôt porterait sur toute spécialité médicamenteuse pour laquelle serait faite une publicité *générale*, c'est-à-dire s'adressant à tous, à l'exclusion de toute spécialité pour laquelle il ne serait fait qu'une publicité restreinte ne s'adressant

qu'aux médecins, aux pharmaciens, aux sages-femmes et aux dentistes.

Au surplus, depuis longtemps, un grand nombre d'arrêts de justice avaient décidé que l'indication de tous ses composants sur l'étiquette ou le conditionnement d'un médicament préparé à l'avance lui enlevait son caractère de remède secret et, par conséquent, de remède prohibé. Cette publication de la formule est ainsi assimilée à une autorisation administrative ; nous avons déjà dit que nous retrouverons le procédé tout à l'heure.

Le décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses semblerait, par ses articles 26 à 43, manifester d'une façon plus claire encore, l'intention du législateur de céder devant l'irrésistible pression de l'opinion et des faits, et de donner aux remèdes secrets une manière d'existence légale. En effet, les deux articles 26 et 43 du décret dont nous venons de parler soumettent les médicaments préparés à l'avance et renfermant des substances vénéneuses classées, aux mêmes formalités et précautions légales prévues pour la délivrance des médicaments officinaux renfermant les mêmes éléments toxiques.

Dès lors, paraîtrait s'imposer le raisonnement suivant : tout médicament toxique magistral, officinal ou préparé à l'avance est licite du moment qu'il remplit les conditions requises par sa nature de produit toxique, et sa vente ne saurait être défendue. Mais il semble bien difficile que l'esprit s'arrête court et n'aille pas, par un

argument de parité, jusqu'à la limite extrême du raisonnement ébauché ; si le commerce des médicaments préparés à l'avance et renfermant des toxiques a, en quelque manière, droit de cité, les médicaments préparés à l'avance ne sauraient être moins libéralement traités, même s'ils ne renferment pas de toxiques, ou mieux encore, précisément parce qu'ils ne renferment pas de toxiques et qu'ils constituent par cela même un moindre danger pour la santé publique.

Le raisonnement est spécieux ; il est tout de surface et s'en tient aux seules apparences. Il est entaché de deux vices capitaux qui le ruinent par la base :

1° Il est juridiquement faux ; il méconnaît les principes les plus certains de l'interprétation des lois. On ne saurait admettre, en effet, une abolition de plein droit d'un texte légal. Si d'autres textes viennent s'appliquer à une même matière sans contredire ni abroger les textes préexistants, ceux-ci demeurent avec toute leur force obligatoire et doivent continuer à être obéis — une abrogation tacite de la loi est repoussée par la notion même de législation, ainsi que nous aurons l'occasion de l'établir bientôt.

2° Il établit une confusion entre deux choses nettement distinctes. Le langage ordinaire et même la presse pharmaceutique, dans de si nombreux articles qu'elle a consacrés à notre matière, confondent, comme à plaisir, les deux sortes de médicaments préparés à l'avance et désignent sous la même dénomination de

« remèdes secrets » les spécialités pharmaceutiques et les remèdes secrets proprement dits ; or, un élément essentiel les différencie.

La spécialité pharmaceutique est tout médicament officinal — par opposition au médicament dit magistral — préparé d'avance, détenu dans l'officine en raison de sa mise en vente dans un but curatif préventif et vendu, parfois même, sous un nom de fantaisie, mais dont la composition et le mode de préparation sont approuvés en vertu d'une autorisation administrative. Nous avons indiqué récemment les quatre manières dont se peut donner cette autorisation administrative : la principale, la plus usitée, est l'insertion avec tous détails utiles au Codex medicamentarius. Bien entendu, un changement, une amélioration de détail n'auraient aucune influence sur la caractéristique fondamentale du médicament.

Le remède secret est, lui aussi, le médicament officinal préparé d'avance, détenu dans l'officine, en raison de sa mise en vente, dans un but curatif ou préventif, vendu, pour ainsi dire généralement, sous un nom de fantaisie, parfois même avec indication de sa formule, mais dont la composition et le mode de préparation ne sont pas approuvés par l'une ou par l'autre des autorisations administratives dont nous avons parlé ; la loi ne les connaît pas, ils sont, pour cette raison, dits remèdes secrets, et non point parce que leur composition est inconnue ; la loi non seulement les ignore, mais elle les

prohibe et à ce point que leur annonce, leur mise en vente et leur vente, nous l'avons déjà signalé à plusieurs reprises, constituent des délits correctionnels, frappés de sanctions sévères, et qu'il y a nullité de toute convention à laquelle leur exploitation pourrait donner lieu, avec refus de toute action en justice pour exiger l'exécution du contrat.

Ainsi, le remède secret n'est pas celui que l'on n'avoue pas, ni celui que l'on cache, ni celui que chacun ignore, c'est celui que la loi ignore parce que l'administration ne l'a pas approuvé ; nous nous garderons bien de tenter de légitimer une si extraordinaire appellation.

Quoi qu'il en soit, l'article 26 du décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses frappe tout médicament préparé d'avance et contenant des toxiques, mais sans abroger les articles 32 et 36 de Germinal ; de cette sorte, le pharmacien qui vendrait un remède secret contenant des toxiques classés sans observer les prescriptions de l'article 26 du décret du 14 septembre 1926 commettrait un double délit, l'un pour infraction aux articles 32 et 36 de Germinal prohibant les remèdes secrets, l'autre pour infraction à l'article 26 du 14 septembre 1926 sur la vente des toxiques classés.

Quant à l'article 16 de la loi de finances du 30 décembre 1926, elle pose un principe général de taxation : les agents du fisc n'ont point à distinguer ni à chercher si telle spécialité est une spécialité pharmaceutique proprement dite, c'est-à-dire autorisée, ou bien une spécialité

non autorisée, c'est-à-dire un remède secret que la loi ignore et prohibe. Ils ne voient que la matière imposable et imposée, sans s'inquiéter autrement de sa nature et des conséquences que celle-ci peut entraîner. Ce serait d'ailleurs une étrange prime accordée à un manquement à la loi que d'exonérer d'une charge fiscale un produit défendu, précisément parce qu'il est produit défendu.

La jurisprudence, du reste, a réagi vivement contre cette confusion des esprits et des mots, chaque fois qu'elle en a eu l'occasion.

Le législateur semble avoir compris qu'il se devait de ne pas demeurer à mi-chemin de son œuvre, et de supprimer toute distinction légale entre les spécialités et les remèdes secrets. Ce dernier pas fut franchi par le décret du 13 juillet 1926 — que nous avons cité déjà — qui nous aiguille vers la légalité de tout médicament officinal préparé à l'avance, même non conforme au Codex.

La condition qu'impose, à cette fin, le décret est l'indication de la formule, au moins dans ses éléments essentiels et actifs, sur le conditionnement, avec le nom et l'adresse du fabricant. Ainsi se trouve présumée la bonne préparation de ce médicament, ainsi se trouve facilité son contrôle, ainsi encore se voit satisfait le souci de la santé publique. Nous avons fait observer que ce même moyen détourné de la mention de la formule avait été admis, maintes fois, par les décisions de justice pour donner droit de cité à un remède secret incriminé.

Dorénavant, sont écartés, dans une suffisante mesure,

les dangers que risquent de faire courir aux malades, ces remèdes anonymes, c'est-à-dire dont la formule est inconnue *a priori*, puisque la composition n'en est pas dévoilée par le vendeur, ni reconnaissable par les indications extérieures qui l'accompagnent, et dont le principal mérite consiste souvent, uniquement, dans les vertus multiples à l'indéfini et imaginaires le plus souvent dont la réclame les dote et aussi dans les noms sonores et imagés dont elle les affuble.

Tout médicament officinal préparé d'avance quelle que soit sa composition doit, tout d'abord, se faire connaître avant d'avoir droit à circulation libre.

Dorénavant aussi une autre sanction se substitue pour ces sortes de préparations à celle de la législation de Germinal ; c'est la sanction dont la loi du 1^{er} août 1905 (articles 1 et 3) frappe les fraudes dans les ventes des médicaments. La composition des produits, vendus comme constituant telle ou telle spécialité pharmaceutique, est nettement déterminée par les indications de la formule exigée. Il sera donc toujours possible, par l'analyse de ce produit, de découvrir les fraudes commises. Ainsi à l'autorisation administrative se substitue la bonne foi, toujours contrôlable, du vendeur.

Grâce à la publication de la formule du produit spécialisé, la composition normale de celui-ci devient aussi bien déterminée et constante que celle des produits inscrits au Codex.

Les abus d'une législation plus tolérante trouveront

donc désormais une réparation suffisante dans l'application des règles du droit commun que nous venons de citer. Les remèdes secrets et tous médicaments préparés à l'avance verront s'épanouir leur commerce en toute liberté ; ils auront chance de devenir, grâce aux incessantes découvertes scientifiques et à l'ingéniosité des commerçants, une source inépuisable de bienfaits pour les malades d'abord, et aussi pour notre commerce national.

2^{me} SECTION. — *Extension et application du droit commun*

Les améliorations dont a bénéficié le droit de Germinal, au cours de ces cinquante dernières années, ne viennent pas seulement de dispositions légales nouvelles, propres à ce droit, mais encore de l'amplification ou de la solution données à maints problèmes qui appartiennent à tous les compartiments de la législation générale et du droit commun.

Le domaine en est d'une étendue presque indéfinie, bien propre à nous égarer ; nous nous bornerons à mettre quelque peu en relief le très large profit que le corps pharmaceutique a su tirer des lois sur les syndicats de 1884, de 1920 et de 1927. Comme les autres corporations, peut-être plus qu'elles, il a su y trouver les éléments d'un développement et d'une vitalité remarquables.

De tout temps, il y eut efflorescence magnifique de groupements et d'associations pharmaceutiques. La profession de pharmacien est l'une de celles où on a pratiqué le plus inlassablement, utilisé le plus activement la force

de l'association ; c'est elle qui a le mieux compris que l'union fait la force, mais dans des conditions fixes d'orientation, que cette force, si elle est définie et cohérente, soutient dans la lutte et pousse en avant.

Les corporations d'apothicaires étaient, avant 1789, nombreuses et puissantes. Il en existait dans presque chaque ville populeuse de France ; la réputation de celle de Montpellier, notamment, dont l'existence remontait au XIII^{me} siècle, débordait nos frontières et le collège de ses apothicaires donnait un enseignement dans son « jardin des simples. » Les élèves reçus à Paris et à Montpellier avaient privilège de s'installer dans toute autre ville du royaume.

Il apparaît donc que, de tout temps, les syndicats pharmaceutiques occupèrent une place de choix dans le mouvement corporatif. Ils échappèrent, sous le nom de collège, à l'édit de Turgot et triomphèrent de la loi des 14 et 17 juin 1791.

En dépit du nivellement de la période révolutionnaire et de la prohibition des associations professionnelles, même libres, les pharmaciens de Paris se constituèrent en société libre, dès l'an IV et jamais ne furent inquiétés ; le XIX^e siècle vit naître tout d'abord, et quelque peu timidement, les groupements scientifiques et désintéressés, suivis bientôt des mutualités de pharmaciens, qui, de nos jours, s'épanouissent encore sur beaucoup de points de notre pays.

Fatalement, l'union en vue du développement des étu-

des, de la protection des personnes, de leurs intérêts matériels, devait s'étendre, par le seul cours du temps, à l'union en vue des intérêts professionnels et sous la forme d'associations autorisées.

C'est la loi de 1884 sur les syndicats qui ouvrit un champ nouveau à l'intelligente activité corporative des pharmaciens.

Les tribunaux n'abondèrent point de primesaut dans le sens des tentatives hardies auxquelles nous faisons allusion ; il semblait leur répugner d'accorder à une profession éminemment libérale, à l'art de la pharmacie, le bénéfice d'une loi qui concernait les professions commerciales.

Sous l'énergique pression des intéressés, les tribunaux modifièrent leur manière de voir. Au reste, était-il possible de dénier au pharmacien le caractère indiscuté aujourd'hui de commerçant : il prépare, il achète des médicaments pour les revendre en vue de réaliser des bénéfices (art. 632 du Code de commerce) ; il est justiciable des tribunaux de commerce, il paie patente, il peut être mis en faillite. Bien mieux, la loi de Germinal se prononce pour la commercialité de la profession dans son article 32 qui défend aux pharmaciens de faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce que celui des drogues ou préparations médicinales. La question, d'ailleurs, est aujourd'hui tranchée sans retour.

La Cour de cassation, dès 1891, admet, en de nombreux arrêts, le droit syndical des pharmaciens (1894-

1899-1910-1911). Il est donc devenu de jurisprudence constante que ce droit peut être exercé pour poursuivre principalement le délit d'exercice illégal de la pharmacie, même en police correctionnelle, avec constitution de partie civile, ainsi que nous l'avons très solidement établi plus haut en faisant ressortir les décisions des tribunaux à l'occasion de la responsabilité pénale et de la responsabilité civile en matière d'infraction aux lois de la pharmacie ; nous n'avons pas à insister davantage ici sur ce point.

La loi du 12 mars 1920 a une portée encore plus étendue que la loi de 1884.

Grâce à elle, la capacité juridique des syndicats se rapproche de très près de la capacité juridique des personnes physiques.

La possibilité d'une Union des Syndicats augmenta encore l'unité et la cohésion des vues et des efforts des syndicats, l'idée germa quelque temps parmi les pharmaciens, s'épanouit ensuite dans des congrès et donna, enfin, ce beau fruit qui s'appelle l'Association Générale des Pharmaciens de France (l'A. G.), elle rayonne par tout le pays et compte 93 syndicats associés ; sa création en tant qu'Association particulière remonte à 1898.

La loi, encore toute fraîche, du 25 février 1927 qui n'est que la refonte des lois de 1884 et de 1920 est venue simplifier encore les règles de formation et d'administration des syndicats et amplifier, grâce aux moyens légaux qu'elle met à leur disposition, l'organisation de

leurs efforts sur le terrain professionnel en les dotant d'une capacité juridique étendue.

Les syndicats sont autorisés à se constituer un patrimoine, ce qui implique leur responsabilité effective.

En outre, en remplissant les formalités prévues par la loi du 3 mai 1890, ils peuvent déposer leurs marques ou labels, ce qui implique la faculté d'en revendiquer la propriété exclusive dans les conditions de cette même loi de mai.

Depuis longtemps déjà, certains syndicats pharmaceutiques ont étudié la production en commun de médicaments auxquels serait réservé le nom de « spécialités syndicales ».

Le label protégerait ces spécialités à l'instar d'une véritable marque de fabrique. Ce serait là un nouveau rôle que jouerait le label dont les syndicats pharmaceutiques — et tous autres syndicats — se servent déjà pour réglementer les prix de vente de leurs produits au public.

Même aux fins de cette seconde utilisation, le label est assimilé par la loi du 12 mars 1920 à une marque de fabrique, sous un double rapport : celui de la protection juridique qui lui est accordée, et celui des conditions de forme et de fond auxquelles cette protection est subordonnée, ainsi que nous venons de le dire. Ces marques, ou labels, peuvent être apposés sur tout produit ou objet de commerce pour en certifier l'origine et les conditions de fabrication. Il y a tout lieu de prévoir que le sens commercial si aigu des pharmaciens saura tirer,

surtout en matière de spécialités, un très substantiel profit de la disposition si libérale de la loi.

La loi de 1927 admet que les syndicats soient consultés sur tous les différends et sur toutes les questions se rattachant aux produits qui leur sont propres.

Les immeubles et objets mobiliers appartenant aux syndicats et nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à leurs cours professionnels, sont insaisissables ainsi que les fonds de leurs caisses spéciales de secours mutuels et de retraite, mais dans les limites fixées par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

Pour se représenter tous les éléments d'accroissement et de prospérité que les syndicats pharmaceutiques sauront trouver dans les facilités de toutes sortes que leur accordent les lois syndicales, il suffit de jeter un coup d'œil sur la riche variété de résultats qu'ils ont su atteindre en quarante ans. N'avons-nous pas déjà mis en relief qu'aucune autre profession n'avait su mieux utiliser l'effort commun et l'esprit de solidarité avec ce qu'ils apportent de puissance et d'intelligente obstination?

Le but légal qu'il est permis aux syndicats de poursuivre est limité strictement et uniquement à l'étude des intérêts économiques professionnels.

Mais l'intention évidente de la loi est que cet objet soit très largement compris et embrassé : aussi les syndicats sont-ils à la fois associations scientifiques, mutualités, organes des intérêts matériels corporatifs.

Ne soyons donc pas surpris de l'œuvre immense des syndicats pharmaceutiques.

Dans l'ordre scientifique, les syndicats pharmaceutiques ont institué des cours professionnels, des bibliothèques, des lieux de réunion.

Dans l'ordre commercial, ils ont des services d'achat, de publicité, ils sont à la veille de créer des services de fabrication. Ils ont des journaux et bulletins qui tiennent leurs abonnés au courant de toutes les questions intéressant la profession, qui signalent les lignes de conduite à tenir, au hasard des questions nouvelles qui se posent chaque jour.

Dans l'ordre administratif, ils servent de liens entre les diverses autorités et leurs adhérents : ils ont été jusqu'à fonder des Compagnies d'assurances, non seulement pour les risques généraux, mais aussi pour leurs risques professionnels particuliers.

Ajoutons enfin que c'est l'honneur des syndicats pharmaceutiques d'avoir toujours été au delà des intérêts matériels, et reconnaissons qu'on ne saurait tirer un parti plus excellent des trois grandes catégories de droits qui découlent des lois syndicales dont nous venons de faire une si brève analyse : droit de contracter, droit d'acquiescer, droit de plaider.

Pour prévenir toute cause d'erreur, il ne faut pas perdre en vue le principe : *specialia generalibus derogant* ; le droit syndical est dominé par le droit de la pharmacie qui continue toujours à tenir la profession sous son

empire et n'accueille les lois de droit commun qu'autant qu'elles en sont respectées.

De ce principe que tout syndicat pharmaceutique demeure tenu par le droit qui lui est propre, avant tout autre, il suit qu'un syndicat qui achèterait, pour les répartir entre ses syndiqués, des remèdes secrets sans qu'ils fussent munis de leur formule, userait légitimement du droit syndical, mais contreviendrait à la loi de Germinal ; de même le syndicat qui vendrait à ses membres des toxiques réglementés en dehors des conditions imposées par le décret du 14 septembre 1916, encourrait les sanctions de la loi du 12 juillet de la même année.

Enfin, nous citerons pour mémoire la loi du 23 juin 1857 qui entoure d'une protection spéciale les marques de fabrique. Comme la marque est un objet de propriété distinct du produit, les spécialistes ont appliqué ce mode de protection juridique à leurs inventions pharmaceutiques que ne saurait protéger le brevet, et pour cette double raison que la loi dans un but d'intérêt général ne permet pas de breveter les médicaments et que le brevet protégeant le produit lui-même il ne saurait être question de distinguer la propriété du brevet et la propriété du produit et par conséquent d'accorder la protection légale du brevet à un produit illicite. On sait l'extension formidable prise en pharmacie par les marques de fabrique.

Nous venons de résumer, en quelques pages, le travail législatif spécial et général d'un demi-siècle en vue de

remédier à l'état de décrépitude et aux défaillances de notre très ancienne loi de Germinal.

Toutefois le législateur n'est pas le seul facteur qui ait concouru à l'œuvre de rajeunissement et de perfectionnement que nous venons de constater ; il en est d'autres non moins importants, non moins efficaces, quoique moins apparents.

3^{me} SECTION. — *Rôle de la jurisprudence*

A côté du droit écrit, il y a la jurisprudence des tribunaux qui s'est efforcée d'accommoder, au goût et à la mesure des besoins actuels, la rigueur et l'étroitesse de l'ancienne loi.

Nous avouons que cette jurisprudence a été hésitante, contradictoire, lente dans ses progrès, s'élaborant la plupart du temps sous la conduite des événements, sous la leçon des expériences du passé.

Il nous faut reconnaître aussi, à son éloge, qu'elle a mis plus de souplesse dans les textes et donné plus d'étendue à leur application.

Elle a suppléé avec à-propos au silence de la loi dans des cas non-prévus ou estimés négligeables et s'est constituée son interprète avisée et parfois subtile ; tel autrefois, dans Rome, le préteur tempérait, par d'adroites adaptations, la rudesse du vieux droit écrit ou par d'ingénieuses analogies venait en aide à son insuffisance.

Cette œuvre des tribunaux a été puissamment fortifiée

par les emprunts qu'ils ont su faire au droit commun, aux lois commerciales surtout, aux lois syndicales dont nous venons de parler, aux lois sur les accidents du travail ainsi qu'aux multiples lois et décrets de ces dernières années sur la police du travail.

Ainsi l'œuvre législative, les fluctuations de la jurisprudence, dans un sens toujours plus accentué d'indulgence et d'accommodement, la marche même et le progrès des idées juridiques, car la vie du droit ne s'arrête jamais, ont influencé heureusement l'ensemble de la législation pharmaceutique, étayé en quelque sorte sa base chancelante et mis, au demeurant, et quoi qu'en prétendent certains critiques chagrins, un merveilleux équilibre dans les si diverses parties du droit de la pharmacie.

Est-ce à dire que tout soit pour le mieux — qu'on nous permette cette expression familière — dans le meilleur des mondes pharmaceutiques possibles et qu'il ne faille rien changer à ce qui existe ? C'est l'erreur de tous les législateurs de s'imaginer que le droit qu'ils ont élaboré et mis en ordre ne se modifiera plus. Nous avons déjà fait remarquer que telle avait été l'illusion des auteurs de *Germinal*, comme ce fût, quelques années plus tard, celle de Napoléon à l'occasion du Code civil, de même qu'elle avait été, beaucoup plus avant, celle de Justinien.

4^{me} SECTION. — *Aboutissements possibles de ces réformes*

Pour mener à son terme ce travail de modifications incessantes, qui, comme une végétation luxuriante, tend à envahir, à étouffer et à remplacer notre vieux droit de la profession pharmaceutique, trois attitudes fort différentes peuvent s'imaginer :

Et tout d'abord, l'attitude du *statu quo*, ce qui ne veut pas dire une inflexible immutabilité, mais ce qui suppose le maintien de *Germinal* comme base du droit, et aussi l'action toujours vigilante et entreprenante du pouvoir législatif, gardien sans cesse en éveil pour parer aux nécessités nouvelles.

De son côté, la jurisprudence continuerait son travail d'interprétation, presque égal en vérité à l'œuvre du législateur, puisque la loi n'a de valeur que si on l'applique et par la façon dont on l'applique ; elle poursuivrait son travail d'élargissement des préceptes à portée originairement trop étroite, et mettrait à profit l'expérience que lui donne son perpétuel contact avec les détails de la vie pratique. En un mot, ce serait la continuation de la marche en avant, à mêmes pas, dans les sentiers battus depuis plus d'un siècle. La seule loi du progrès, qui s'est déjà si heureusement fait sentir dans le passé, aurait la charge et le soin d'améliorer l'avenir.

Une deuxième attitude, plus active encore et plus radicale, consisterait à émonder en tous points utiles la loi

de *Germinal*, à l'amender en d'autres ; modifications partielles qui laisseraient subsister les parties vives de l'œuvre susceptibles d'une application actuelle. Cette méthode exigerait beaucoup de tact et de flair et vraisemblablement ne satisferait personne. Parmi un si grand nombre de dispositions critiquables ou critiquées du droit ancien, quel choix d'articles serait à maintenir ou à sacrifier pour donner aux traditionnalistes qui veulent conserver, aux novateurs qui veulent remplacer, la satisfaction qu'ils souhaitent ? Et pourtant elle est à la fois hardie et sage l'idée qui veut l'utilisation des vieux matériaux mais ne craint pas de les agencer à la moderne par une transformation plus ou moins profonde.

Une dernière attitude possible à l'égard du droit pharmaceutique actuel serait sa refonte totale ; solution peut-être plus simple en sa conception que toute autre, sinon plus aisée dans sa réalisation... si tant est que le système de la table rase soit le meilleur en matière de législation.

C'est cette refonte générale que proposent, cependant, les divers projets soumis au Parlement et que nous avons énumérés au début de ce travail. Le sort peu brillant qui leur a été réservé jusqu'à présent est dû évidemment, nous ne cesserons de le répéter, au choc des intérêts divers qui se donnent si âprement libre champ dans les multiples manifestations commerciales de la profession.

Peut-être semble-t-il plus aisé de refaire que de réajuster et de réadapter. Nous croyons que, dans une œuvre aussi délicate que celle d'établir un régime légal nouveau pour une profession exorbitante des conditions ordinaires, comme est l'exercice de la pharmacie, on ne peut faire que travail approximatif, de simple perfectionnement indéfini, exclusif de toute prétention à la formation d'un droit nouveau.

CHAPITRE VII

Perfectionnements, immédiatement souhaitables, au droit de la profession pharmaceutique

Jusqu'à ces tout derniers jours, d'indéniables talents, de généreuses initiatives se sont dépensés en pure perte à la poursuite d'une réforme totale ou partielle du droit de la pharmacie.

Nous porterons moins haut notre vol ; nous nous bornerons, en ce qui touche le perfectionnement de notre droit actuel, à un double vœu, par manière de conclusion à l'étude que nous avons entreprise.

Nous souhaiterions qu'il fut remédié, par un acte législatif prochain, à une des entraves principales qui paralyse le développement de l'exercice de la pharmacie ; nous voulons parler du droit d'association et de société, soit entre diplômés, soit entre diplômés et non-diplômés. On nous permettra, en dépit de la différence juridique qui existe entre la société et l'association, de nous en tenir à la terminologie vulgaire et de nous servir indistinctement, au cours de ce chapitre, de l'un ou de l'autre des deux mots.

Nous serions heureux également qu'il fut mis un peu d'ordre dans la confusion et dans la complexité des textes qui régissent le droit pharmaceutique.

Quelques réflexions sur chacun de ces deux points.

1^{re} SECTION. — *Le droit d'association*

Les tribunaux appliquent, aujourd'hui comme autrefois, et avec une extrême rigidité, le principe de l'indissolubilité de la propriété d'une officine et de sa gérance.

Ils n'ont point égard et ils ne peuvent avoir égard à cet autre principe du droit économique, à l'efficacité de l'association en vue du progrès et du meilleur rendement.

Nous mettons en cause, ici, non seulement les officines de détail, mais aussi les sociétés qui fabriquent et vendent en gros tous produits médicamenteux : drogues, compositions et produits pharmaceutiques.

En pharmacie, les sociétés d'industrie et de capitaux ont pris un développement considérable ; elles sont propriétaires de vastes usines, munies d'outillages importants et coûteux ; elles ont un personnel nombreux, elles ont donc besoin de fortes ressources pécuniaires qui ne peuvent se trouver qu'au moyen d'apports en commun en vue d'un partage de bénéfices, ce qui est l'essence même du contrat de société.

Or, actuellement, sous notre droit de Germinal, les sociétés, en matière de produits médicamenteux, se tien-

nent en marge de la légalité et précisément parce que la déclaration de 1777, qui complète Germinal, impose aux apothicaires de gérer eux-mêmes leur charge. De là, on a déduit la nécessité de la réunion, sur une même tête, du diplôme de pharmacien et de la propriété de l'officine, et cette déduction naît, ainsi que nous l'avons déjà dit, du souci de la santé publique qui a démontré la nécessité de faire du pharmacien le maître absolu de son officine ; constatons, une fois de plus, que le principe de l'absolu est toujours un défaut.

Ainsi, il y a plusieurs années déjà qu'une proposition de loi concernant les sociétés formées en vue de l'exploitation des pharmacies et de la vente des médicaments fut déposée par M. Bussière sur le bureau de la Chambre des Députés ; elle demeure oubliée dans les cartons depuis 1902.

Néanmoins, se basant sur la législation actuellement en vigueur, la jurisprudence continue à défendre toute constitution de sociétés entre diplômés et non-diplômés, quelle que soit d'ailleurs la forme de la société adoptée.

Un arrêt de Cassation du 21 juin 1898 déclare nulle une société en commandite entre non-diplômé et diplômé, encore que le pharmacien diplômé soit seul gérant de l'entreprise.

Les arrêts dans le même sens sont très nombreux ; la jurisprudence est donc constante.

Nous citerons, avec quelque détail, un jugement de la dixième chambre correctionnelle de la Seine, en date du

6 juin 1913 et l'arrêt du 14 juillet 1914 de la neuvième chambre qui le confirme.

L'affaire est donc toute récente; elle permettra de se rendre un compte plus exact de la surprenante rigueur à laquelle les textes de *Germinal* et des lois antérieures contraignent les tribunaux, même dans des circonstances qui ne sauraient mettre en danger la santé publique et qui favorisent dans une mesure presque illimitée les progrès et la prospérité de toute une industrie.

Poursuivis pour exercice illégal de la pharmacie, en raison de leur association, et pour vente de remèdes secrets, un diplômé et un non-diplômé s'imaginèrent, sinon pour se disculper du double délit qui leur était reproché, du moins pour amoindrir leur propre culpabilité, de dénoncer à leur tour, et en raison des mêmes délits, une des plus puissantes et des plus honorables sociétés de produits pharmaceutiques de France. Les deux prévenus s'étant constitués partie civile, le Parquet dut poursuivre.

La société à forme de commandite par actions ainsi mise en cause, par une sorte de choc en retour, avait accepté, en effet, dans un but de pure solidarité confraternelle, de titulariser au nom de veuves et d'héritiers de pharmaciens décédés les actions émises par elle et qui se seraient trouvés dans la succession de ceux-ci.

Les statuts avaient d'ailleurs pris cette très sage précaution de limiter le nombre d'actions qui pourraient être ainsi attribuées à ces héritiers et veuves (3/10 du capital

social) de façon à éviter la prédominance de l'élément non-diplômé sur l'élément diplômé.

Le tribunal avait à se prononcer :

1° sur la légitimité de l'intervention de la partie civile qui, du reste, dans la certitude de l'irrecevabilité de son action par défaut d'intérêt, s'était désistée de son intervention ;

2° sur la recevabilité de l'action pénale en présence de l'irrecevabilité de l'action civile ;

3° sur le délit d'exercice illégal de la pharmacie par la société ainsi mise en cause.

Chacune des questions ci-dessus est, surtout en matière de sociétés de droguerie et produits pharmaceutiques, d'une très pressante actualité et d'un intérêt vital.

Voici comment elles furent résolues :

« Le Tribunal

» Attendu que X. et Y. ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel de la Seine, sous la double inculpation d'exercice illégal de la pharmacie et de mise en vente ainsi que de débit de préparations médicinales et drogues composées non inscrites au Codex, et sans prescription des docteurs en médecine, en chirurgie ou officiers de santé, par ordonnance du juge d'instruction du 9 mai 1912 ;

» Attendu qu'à l'audience, A. et F. qui s'étaient constitués partie civile en vertu de l'article 63 du Code d'Instruction criminelle, devant le juge d'instruction, sous

prétexte qu'ils étaient lésés par les faits délictueux commis par X., ont déclaré se désister de leur intervention ;

» Attendu qu'en ce qui regardé X., si, aux termes de l'article 9 des premiers statuts de la société qu'il gère, les pharmaciens étaient seuls admis à acquérir des actions, il est arrivé par la suite, qu'en raison du décès des porteurs primitifs, un certain nombre de titres sont devenus la propriété de non-pharmaciens, que même, postérieurement, en 1884 par délibération de l'Assemblée Générale, une modification a été apportée à l'article 9 des statuts qui a permis aux non-diplômés d'acquérir ou de conserver la propriété des actions de la société ;

» Attendu qu'il n'est pas contesté qu'en dehors de la préparation et du débit de médicaments, X. a mis en vente un médicament composé, présenté sous forme d'élixir..., qu'il en ressort qu'un tel produit est bien un remède secret puisqu'il a été préparé d'avance par le pharmacien, sans ordonnance médicale, d'après une formule fixée, non inscrite au Codex ou publiée par le Gouvernement ;

» Attendu que X. soutient d'abord, pour combattre la prévention relevée contre lui, que l'action publique n'a été mise en mouvement que sur la plainte d'A. et de F. qui se sont constitués parties civiles devant le juge d'instruction en invoquant les dispositions de l'article 63 du Code d'Instruction criminelle ;

» Qu'il est sans intérêt de constater que l'instruction a été ouverte sur réquisition du Ministère public parce que la réquisition était la conséquence nécessaire du dépôt

de la plainte contenant constitution de parties civiles ; que l'article 63 représentant l'équivalent légal de la protection qu'assure le droit de citation directe en police correctionnelle, la conséquence de cette assimilation et du caractère nécessaire de l'intervention du Ministère public est que l'action publique doit suivre le sort de l'action civile et devenir irrecevable du fait de l'irrecevabilité de cette dernière, motivée sur ce que les parties civiles ne pourraient, même s'il y avait délit en l'espèce, justifier en avoir éprouvé un dommage ;

» Qu'il est incontestable que, pour être recevable à porter plainte, il faut que le fait dont on se plaint soit caractérisé délit par la loi et fasse éprouver un préjudice direct, appréciable, qui serait la conséquence du délit ; que dans le cas actuel, A. et F. n'ont déposé leur plainte contre X. que parce que celui-ci représentait pour eux la personnalité la plus honorable et la plus importante à la tête de sociétés de vente de produits pharmaceutiques...

» Qu'ils ont reconnu, du reste, par leur désistement qu'en tout état de cause, ils n'avaient subi aucun préjudice résultant du délit pour lequel ils avaient porté plainte, que, dans ces conditions, la preuve étant rapportée qu'ils n'avaient aucun intérêt, il n'y a lieu de leur donner acte du désistement, et qu'il échet de les déclarer irrecevables en leur action ;

» Qu'il y a lieu, toutefois, de remarquer qu'aussitôt après le dépôt de la plainte, le 2 novembre 1910, communication en a été faite par le juge d'instruction au Procureur

reur de la République, qui, dès le lendemain délivrait un réquisitoire aux fins d'information contre X. pour exercice illégal de la pharmacie et complicité, que ce réquisitoire a été indépendant de la poursuite des parties et que l'irrégularité de l'action engagée par les parties civiles n'a pu vicier la procédure suivie à la requête du Ministère public ; qu'on ne saurait donc assimiler la procédure suivie à une citation directe faite par une partie se disant lésée en police correctionnelle et déclarée irrecevable ;

» Attendu, en ce qui concerne l'exercice illégal de la pharmacie que X. objecte : qu'on ne saurait soutenir que la fabrication et la vente de tous produits pharmaceutiques soient illicites, lorsque l'officine où ils sont fabriqués et vendus en gros ou en détail appartient à une société commerciale comprenant des associés dont une partie n'est pas pourvue du diplôme de pharmaciens ; que si l'article 2 de la déclaration du 25 avril 1777 dispose que les titulaires de charge ne pourront se qualifier de maîtres en pharmacie que tant qu'ils posséderont et exerceront personnellement leurs charges, cette disposition ne vise pas les laboratoires en tant que biens susceptibles d'appropriation divise ; mais la charge, le privilège, la fonction qui doit être possédée et exercée personnellement par le titulaire ; qu'en un mot, ce que veut la loi, c'est que la fonction ne puisse être pratiquement exercée par un non-diplômé et alors que la charge appartiendrait juridiquement à un diplômé ; qu'au surplus les actionnaires ne pouvaient s'immiscer dans la gestion de leur société ;

» Attendu qu'une pareille interprétation est contraire aux termes de la déclaration précitée du 25 avril 1777 et de l'article 25 de la loi du 21 Germinal an XI qui doit s'entendre que nul ne peut tenir laboratoire et officine s'il n'est, en même temps, propriétaire du fonds et muni d'un diplôme de pharmacien ;

» Que ce que la loi a voulu, dans l'intérêt de la santé publique, c'est que la gérance et la propriété soient réunies dans les mains du pharmacien diplômé ; qu'il en ressort que le vœu de la loi ne serait pas rempli si les pharmaciens ne restaient pas les maîtres de leurs laboratoires et officines, tant au point de vue technique que commercial et financier, notamment si, comme dans l'affaire qui est soumise au tribunal, des non-pharmaciens étaient propriétaires d'une partie du fonds ; qu'en effet ces actionnaires ont droit de prendre part aux assemblées générales appelées à approuver les comptes de gestion et à délibérer sur toutes questions relatives à cette gestion qui sont présentées à ces assemblées, que conséquemment, il y a de leur part immixtion dans une partie de la gestion du fonds et qu'il y a, par suite, exercice illégal de la pharmacie...

» Attendu qu'en raison de l'ensemble des faits exposés, X. gérant de la Société ... est convaincu et coupable d'avoir à Paris, depuis un temps non prescrit, exercé illégalement la pharmacie en entrant dans une association composée de pharmaciens et de non-pharmaciens, ven-

dant, préparant, débitant des médicaments composés et drogues simples... Par ces motifs,

» Déclare irrecevable l'action formée par A. et F. et les condamne aux dépens de leur instance, condamne X. à 500 francs d'amende, mais lui fait l'application de la loi de sursis ».

Sur l'appel interjeté par X., la 10^{me} Chambre de la Cour rendit, le 10 juillet 1914, l'arrêt suivant.

« Sur l'exception,

» Considérant qu'aux termes de l'article 63 du Code d'Instruction criminelle, il appartient à toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit de mettre l'action publique en mouvement en se portant partie civile entre les mains du juge d'instruction ;

» Considérant qu'à supposer que, dans ce cas, le Ministère public ne puisse se refuser à provoquer l'ouverture d'une information régulière, il convient de distinguer entre la mise en mouvement et l'exercice de l'action publique ;

» Considérant que cet exercice est exclusivement réservé au Ministère public dont l'indépendance demeure à ce point entière qu'aux termes de l'article 4 du Code d'Instruction criminelle la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique ;

» Considérant que, dans l'espèce et en fait, le Ministère public a si peu entendu se solidariser avec la partie civile que, tandis que celle-ci se désistait de sa plainte,

lui, requérait du juge d'instruction le renvoi des inculpés devant le tribunal correctionnel, et ce, dans la plénitude de son indépendance, comme il est établi ci-dessus ;

» Considérant que l'exception d'irrecevabilité de l'action publique est donc mal fondée et ne saurait être accueillie,

» Au fond,

» Considérant qu'il résulte des actions 1, 2 et 6 de la déclaration du 25 avril 1777 et des articles 21, 25 et 26 de la loi du 21 Germinal an XI que le titulaire d'une officine de pharmacien doit à la fois en être le propriétaire et posséder un diplôme, que l'association d'un diplômé avec un non-diplômé est nulle et constitue une violation de la loi ;

» Considérant, en conséquence, que commet le délit d'exercice illégal de la pharmacie celui qui, n'étant muni d'aucun diplôme, partage avec un pharmacien, en qualité de sociétaire ou d'associé, la propriété d'une officine ou les bénéfices de la gérance ;

» Que les appelants tombent, dès lors, sous le coup de la loi et sont mal fondés en leur appel, qu'il convient de les en débouter,

» Par ces motifs : Confirme... »

Il ne faut pas se méprendre sur la portée du jugement et de l'arrêt dont nous avons voulu citer les longs attendus en raison de leurs conséquences légales.

Des dispositions combinées de l'article 6 de la déclaration du 25 avril 1777 et de la loi du 21 Germinal an XI,

il résulte que nul ne peut ouvrir une officine de pharmacie s'il n'est en même temps propriétaire du fonds et muni du diplôme de pharmacien.

De cette volonté de la loi, le Ministère public, le jugement et l'arrêt ont inféré, d'une manière absolue, que toute participation d'un non-diplômé, si minime la suppose-t-on, si peu active qu'on se l'imagine, à l'exploitation d'une officine, constitue le délit d'exercice illégal de la pharmacie, sans qu'il y ait à distinguer entre une officine de détail et une officine de gros, fabricant, et vendant non pas au public mais aux seuls pharmaciens.

En vain protesterait-on que la disposition de la déclaration de 1777 ne vise pas les laboratoires « en tant que biens susceptibles d'appropriation divise », que les conditions actuelles ne sont nullement celles d'il y a cent ans où l'on ne soupçonnait guère la puissance des groupements, où l'on ne pratiquait que peu l'association des capitaux, où la loi de Germinal, dans la lettre de son texte comme dans son esprit, ne pouvait atteindre que l'exploitation du pharmacien de détail vendant directement et uniquement à tout venant ; qu'aujourd'hui, au contraire, ce qui est en cause, ce sont les sociétés commerciales qui ont le caractère de personnes morales, propriétaires du fonds à exploiter en vue d'une plus large production, d'une perfection plus grande, d'un prix de revient moins élevé, toutes choses qui ne peuvent que profiter à l'intérêt et à la santé de tous et qui n'iront

au public que par l'intermédiaire obligé des diplômés, seuls clients de ces sociétés commerciales.

En vain alléguerait-on que les statuts de la société, dont nous venons de rapporter la condamnation, avaient limité, avec une sage prudence, le nombre des associés non-diplômés, dans l'intention de s'écarter le moins possible de l'esprit de *Germinal* comme aussi d'empêcher l'influence prépondérante de ces non-diplômés dans les assemblées générales et de mettre obstacle à tout vote dicté par le seul attrait des gros bénéfices, au mépris et au détriment des obligations professionnelles.

Ces raisonnements et ces objections sont inacceptables au point de vue juridique ; une situation de fait nouvelle ne peut, *de plein droit*, changer la loi ; celle-ci ne s'abolit point de la sorte. « Les lois, disait le Procureur général Dupin, sont des sentinelles vigilantes qu'il faut relever ; jusque là, elles gardent le poste avec la consigne et chacun est tenu de s'y conformer. Si quelques faits, survenus depuis la loi de *Germinal*, réclament quelques modifications, que le législateur y pourvoie dans la mesure qui lui conviendra ; en attendant, tenons nous-en à la loi telle qu'elle existe et faisons la respecter ».

C'est à ce devoir qu'ont obéi le tribunal correctionnel et la Cour, dans l'espèce que nous venons de rapporter ; ils n'ont fait que se conformer au régime légal institué par la loi de *Germinal* pour l'exercice de la pharmacie. Toute juridiction répressive agira, fatalement, de même sorte, chaque fois qu'elle sera aux prises avec une asso-

ciation, quelle qu'en puisse être la forme, entre diplômé et non-diplômé : elle se trouvera la serve de la loi.

Or, ce n'est un mystère pour personne qu'un grand nombre de sociétés commerciales, formées pour fabriquer et vendre des produits médicamenteux, ont parmi leurs associés des non-pharmaciens.

Les parquets feignent de ne pas voir, d'ignorer, tant ils se rendent compte de l'opportunité actuelle de ces genres de groupements et de l'inopportunité de la prohibition de Germinal.

Il n'en existe pas moins que si un particulier, aux intentions plus ou moins droites, dépose une plainte contenant constitution de partie civile, cette plainte aura comme conséquences nécessaires une réquisition du Ministère public et l'ouverture d'une instruction. Voilà tout l'appareil de la justice en mouvement et il ne s'arrêtera plus, même si la partie civile se désiste de sa plainte ou si celle-ci est déclarée irrecevable.

C'est pour qu'il soit mis fin à cette faveur précaire de l'incognito accordée par les parquets à un grand nombre de sociétés commerciales, c'est pour protéger celles-ci contre les fantaisies malsaines de quelques individus, eux-mêmes parfois en rupture de légalité, que nous souhaitons une modification de l'article 6 de la déclaration de 1777 et de l'article 25 de Germinal.

Rendons justice à qui le mérite ; une réaction partielle et fugitive s'est faite contre l'absolutisme de la jurisprudence habituelle.

En 1905 (arrêt du 10 juillet) la Cour de Toulouse a tenu pour valable une société en commandite entre un diplômé et un non-diplômé pour l'exploitation des médicaments parce que le gérant est responsable au delà de ses apports personnels.

En 1910 (arrêt du 10 février, S. 1910, 2, 200) la Cour de Lyon, confirmant un jugement du tribunal correctionnel de la même ville, déclare licite une société en participation entre diplômé et non-diplômé, formée dans le but unique de mettre en vente des remèdes devant être fabriqués par le pharmacien seul. « Une pareille société, dit l'arrêt, ne vise qu'un objet spécial ne touchant pas à la fabrication d'un remède, mais à sa vente ; elle a donc pu être constituée sans qu'il y eut violation des lois sur l'exercice de la pharmacie ».

La Cour d'appel de Paris (6^e Chambre) a rendu, au cours de l'année 1927, une décision qui présente un intérêt tout particulier et qui est relative, précisément, aux relations entre diplômés et non-diplômés.

Cet arrêt rejoint la jurisprudence de la Cour d'appel de Lyon que nous venons de citer et qui admet la validité d'une société entre diplômés et non-diplômés pour l'exploitation d'une officine lorsque le commanditaire ne s'ingère en rien dans la gestion commerciale de l'officine.

La 6^e Chambre a jugé que le fait par un tiers de prêter à un pharmacien une somme d'argent avec intérêts payables sous forme de tant pour cent sur les bénéfices nets et avec remboursement en sus, comme prime, de

50 % sur le prix de revente de la pharmacie, ne constituait aucune infraction à la loi de Germinal. En conséquence, elle a jugé que cette convention était valable et devait être exécutée.

La jurisprudence a toujours reconnu la validité des prêts d'argent consentis par un non-diplômé à un pharmacien. Mais le prêteur reçoit, en général, comme rétribution de ses avances un intérêt fixe, tandis qu'en l'espèce jugée, non seulement le prêteur participe aux bénéfices de l'exploitation de l'officine dont il prélève une part, mais il perçoit une partie du prix de vente de l'officine.

Il était à craindre que la Cour vit dans cette intervention du prêteur dans la distribution d'un prix de vente forcément variable, car au moment de la convention il ne pouvait être évalué d'une façon ferme, une association de fait.

De là à conclure à l'immixtion du non-diplômé dans la gestion pécuniaire et commerciale de l'officine, il n'y avait qu'un pas.

Ce pas, la Cour d'appel de Paris ne l'a pas franchi.

Nous avons ainsi une seconde manifestation de la tendance de plus en plus adoucie des tribunaux et une invite au législateur.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que, toute question de légalité mise à part, la liberté d'association entre diplômé et non-diplômé, n'est pas sans présenter quelque danger; la doctrine ne l'accueille pas favorablement.

Les auteurs, en effet, sont unanimes à redouter l'emprise trop forte du non-diplômé sur son co-associé ; celui-là sera évidemment le bailleur de fonds de celui-ci ; il aura à peu près toute faculté d'avancer ou de retenir l'argent, c'est, en dernière analyse, le sort de l'association qui demeurera entre ses mains. Le diplômé sera réduit au rôle passif et inavouable de prête-nom.

C'est cette crainte de l'immixtion plus ou moins dissimulée d'un non-professionnel dans l'exercice de la pharmacie que trahissent les travaux législatifs qui ont ébauché, à tant de reprises, une réglementation nouvelle du droit de la pharmacie. Le projet Bussières lui-même, que nous avons cité tout à l'heure, contient un certain nombre de points dont le but spécial est de prévenir le péril. Mais la crainte de la licence ne doit pas aboutir à la suppression de la liberté ; il suffit que toutes mesures utiles soient prises. Dans le cas que nous venons de traiter, c'est à la loi qu'incombe le soin d'y pourvoir.

La préoccupation du législateur, en matière d'exercice de la pharmacie, a été de faire peser la responsabilité effective sur le propriétaire réel du fonds ; à cette fin, le droit exige que le diplômé et la propriété soient dans les mêmes mains.

Le contrat d'association ne peut donc s'établir même entre diplômés, qu'à de certaines conditions qui laissent intact le principe que nous venons d'énoncer.

Assurément, deux pharmaciens peuvent s'associer pour l'exploitation d'une officine, et en assurer à tour

de rôle, suivant l'époque de la saison, par exemple, la direction, la surveillance et le contrôle ; toutes les intentions de la loi sont ici remplies.

De même encore, est régulière l'association de deux pharmaciens et l'exploitation par cette association de deux officines, lorsque les pharmaciens co-propriétaires ont pris soin de déclarer, dans le pacte social, que chacun d'eux conserverait la direction personnelle de l'une des deux officines (Riom, 16 juin 1909).

Il en est différemment lorsque la direction de l'officine est remise à l'un des associés, à l'exclusion pour les autres associés, fussent-ils diplômés, de toute espèce de droit de contrôle sur l'officine dont ils sont co-propriétaires. Mais si ce droit de contrôle existe, au moins en puissance, la jurisprudence fait l'application de l'article 19 des Lettres Patentes du Roi du 10 février 1780 aux termes duquel « aucun des Maîtres composant le Collège de pharmacie ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, avoir de société ouverte qu'avec les maîtres de la dite profession ». Cet article est toujours en vigueur et rend valables toutes conventions entre diplômés, *servatis servandis*.

C'est par étapes successives que la Cour de cassation et les tribunaux sont arrivés à élargir leur jurisprudence et à reconnaître la régularité de la mise en société des officines entre diplômés, sous les formes actuelles.

Il y a toutefois une distinction à faire entre les trois sortes de société que reconnaît le droit commercial —

sans parler de la société en participation qui jouit en ce moment de la faveur générale.

La société en nom collectif est admise sans difficulté aux conditions suivantes, qui répondent au but visé par la loi de Germinal :

que tous les associés participent à l'administration de l'entreprise ;

que tous les associés aient une responsabilité illimitée à raison des dettes sociales.

La société en commandite soit simple, soit pas actions est tolérée entre diplômés ; tous les associés étant pharmaciens et la gestion étant confiée à l'un d'eux qui demeure responsable et doit rendre compte (Chambre des Requêtes, 21 juin 1898).

En réalité, le commanditaire n'est qu'un bailleur de fonds sans droit d'intervenir dans la gestion ; la différence essentielle entre le prêteur et le commanditaire est que le premier reçoit comme indemnité de ses avances un intérêt fixe et l'autre un dividende, variable suivant la prospérité de l'affaire et les bénéfices de l'exercice commercial annuel ; point sans importance quant à la gestion pharmaceutique.

La société à forme anonyme n'est pas conforme aux principes de Germinal.

Les rapports entre pharmaciens actionnaires et pharmaciens administrateurs ne peuvent s'expliquer que par un contact de gérance. Or, la gérance est interdite aussi bien entre diplômés qu'entre diplômés et non diplômés.

La société anonyme ne peut pas plus être admise pour l'officine de fabrication et de vente en gros que pour l'officine qui ne se livre qu'au débit de détail.

En effet, la loi de Germinal, dans ses dispositions relatives à la nécessité d'un diplôme, veut une personne responsable ou mieux une personnalité responsable, pénalement et commercialement.

Or, le propre des sociétés anonymes, sans que, encore une fois, il y ait à distinguer entre gros et détail, est d'avoir des administrateurs qui ne sont pas personnellement responsables, au point de vue commercial ; ils n'engagent que la société dont ils font partie.

Toute autre est la situation d'une société en commandite ; celui qui dirige la société, le gérant, est maître absolu dans l'exploitation ; il est responsable *in infinitum* commercialement et peut être déclaré en faillite.

Un assez récent arrêt de la Cour de Bourges va cependant à l'encontre de notre théorie et admet l'exploitation d'une officine par une société anonyme, lorsque tous les membres de son conseil d'administration sont pharmaciens diplômés.

Les motifs que nous avons avancés tout à l'heure, et qui s'appuient sur la lettre et sur l'esprit de Germinal, comme sur la nature même des formes de sociétés commerciales, ne permettent pas, croyons-nous, d'approuver l'arrêt de Bourges.

Les administrateurs gèrent seuls les affaires sociales, comme le dit avec raison, l'arrêt de Bourges, mais ils ne

sont pas personnellement et indéfiniment tenus sur leurs biens propres; en raison des engagements sociaux.

Toute cette jurisprudence qui ne donne pas, ou mieux qui ne peut pas donner, pleine liberté d'association, quelle que soit la forme de société, au moins entre diplômés, est pratiquement fâcheuse, sinon inacceptable.

Le groupement entre professionnels n'est pas une affaire de mode, c'est mesure de nécessité si l'on veut aboutir à d'heureux résultats scientifiques, aussi bien que commerciaux.

En laissant de côté l'examen d'une plus ou moins grande utilité de l'exploitation en commun d'une officine de détail, il importe et pour les motifs que, plus d'une fois déjà, nous avons exposés, de faciliter l'extension des établissements consacrés à la fabrication et à la vente en gros des produits pharmaceutiques quels qu'ils soient. Or, sans droit d'association, les établissements de ce genre ne peuvent se créer, encore moins se maintenir et prospérer.

Nous ne nous arrêterons pas à cette sorte de question préjudicielle de savoir si un pharmacien peut légalement diriger à la fois une officine et faire partie du conseil d'administration d'une société fabriquant et vendant en gros des produits pharmaceutiques.

La question est intéressante : il semble bien que le cumul des deux fonctions pourrait donner lieu à beaucoup d'abus et ne répond pas aux intentions de la loi de Ger-

minal. Ce serait au législateur à prévenir ici encore les inconvénients de son libéralisme.

Quoi qu'il en soit, il demeure incontestable que la situation de fait à laquelle, par la force même des choses, se trouvent soumises la plupart des sociétés de produits pharmaceutiques est précaire et dangereux.

Nous souhaitons de grand cœur une prochaine situation de droit qui les fasse entrer dans la légalité et assure leur développement et leur prospérité, en augmentant leur confiance dans l'avenir.

2^{me} SECTION. — *Un code général de la pharmacie*

Le second vœu que nous nous sommes promis de formuler aurait des conséquences moins graves que notre premier vœu.

Il ne tend qu'à un but d'utilité pratique immédiat ; à défaut d'une refonte complète du droit de la pharmacie, il serait possible, au moins, de le codifier et de rédiger un Code pharmaceutique.

Les lois nouvelles, en si grand nombre, que nous avons énumérées au cours de ce travail, les additions, les retouches, les transformations de toutes sortes qu'elles supposent ont jeté un certain disparate dans notre droit ; les situations fragmentaires sont toujours vicieuses.

Actuellement les lois et règlements sur la pharmacie, sans parler de la jurisprudence laquelle a tendance à se créer une tradition qui finit par dégager une doctrine, for-

ment un dédale assez inextricable ; on éprouve le besoin d'un guide sûr dans le fatras des textes légaux.

La mode de la codification vient de s'installer en maîtresse chez nous ; à côté d'un Code du travail, nous trouvons un Code de la route, un Code des habitations à bon marché.

Il y a quelques mois à peine, on nous a dotés des Codes de la douane, de l'enregistrement, des contributions directes et des contributions indirectes ; quelle occasion bien justifiée de suivre le courant et de publier bientôt un Code de la pharmacie qui embrasserait l'ensemble des dispositions réglementaires concernant l'exercice de la pharmacie depuis Germinal jusqu'aux récentes modifications de ces derniers jours.

Cette œuvre méritoire permettrait d'attendre plus patiemment la refonte tant de fois tentée et jamais réalisée ; elle mettrait un peu d'ordre et de clarté dans cette partie si exceptionnellement importante de notre droit pénal.

Vu : *le Doyen*
H. BERTHÉLEMY

Vu : *le Président de la thèse*
PIEDELIEVRE

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris
CHARLÉTY

Index bibliographique

- GARRAUD, *Précis de droit criminel*.
BRIAND et CHAUDE, *Manuel de médecine légale*, 1880.
WEIL, *Médecine et pharmacie*, 1886.
DUBRAC, *Contraventions aux lois sur la médecine et la pharmacie*.
COUTANT, *Précis de législation pharmaceutique*, 1902.
PONTIER, *Histoire de la pharmacie*, 1900.
PERREAU, *Législation et jurisprudence pharmaceutique*, 1920.
RENARD, *Le droit de la profession pharmaceutique*, 1924.
ROUX et GUIGNARD, *Guide de l'inspecteur des pharmacies*, 1909.
PHILY, *Jurisprudence générale de la médecine et de la pharmacie*,
1911.
A. CRINON, *Annales de jurisprudence pharmaceutique*, *passim*.
Annales de la répression des fraudes, *passim*.
Bulletin des sciences pharmacologiques, *passim*.
Union pharmaceutique, *passim*.
-

Table des Matières

Avant-propos	7
CHAPITRE PREMIER. — Nécessité et avantages d'un droit de la profession pharmaceutique ; caractère de ce droit	11
CHAPITRE II. — Loi du 21 Germinal an XI : loi organique de notre droit de la profession pharmaceutique ; analyse et critique ; projets sans cesse avortés de remplacement.	21
CHAPITRE III. — Nature des infractions au droit de la pro- fession pharmaceutique	29
CHAPITRE IV. — Conséquences juridiques de la nature mixte des infractions au droit de la profession pharmaceutique :	35
1 ^{re} Section. — Concours d'infractions — non cumul des peines	35
2 ^{me} Section. — Circonstances atténuantes	45
3 ^{me} Section. — Récidive	49
4 ^{me} Section. — Complicité ou pluralité d'agents	54
5 ^{me} Section. — Sursis à l'exécution de la peine	60
6 ^{me} Section. — Appel	64
7 ^{me} Section. — Tribunal compétent	66
8 ^{me} Section. — Prescription	67
9 ^{me} Section. — Amnistie	68
CHAPITRE V. — Sanctions aux infractions au droit de la profession pharmaceutique ; procédure	72
1 ^{re} Section. — Les sanctions édictées par Germinal, les règlements antérieurs, le Code pénal	73
2 ^{me} Section. — Détermination des peines	86
3 ^{me} Section. — Action publique — action civile	94

CHAPITRE VI. — Modifications au droit de la profession pharmaceutique par nos lois récentes	112
1 ^{re} Section. — Dispositions législatives de droit pénal	114
2 ^{me} Section. — Extension et applications du droit commun.	128
3 ^{me} Section. — Rôle de la jurisprudence	136
4 ^{me} Section. — Aboutissements possibles de ces réformes.	138
CHAPITRE VII. — Perfectionnements immédiatement souhaitables du droit de la profession pharmaceutique	141
1 ^{re} Section. — Le droit d'association	142
2 ^{me} Section. — Un code général de la pharmacie	163

Imp. G. THONE
Liège (Belgique)